

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DONNÉES OUVERTES, GOUVERNEMENT OUVERT : FONDEMENTS
ÉPISTÉMOLOGIQUES ET DISCOURS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
LAETITIA PRIDO

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier ma famille qui a toujours été présente malgré la distance et qui m'a apportée un appui précieux dans la poursuite de mes études au Québec.

Je tiens à remercier également Marika Reynolds et Marianne Pauchant qui m'ont soutenue durant ces deux années, qui m'ont intégrée au sein de leur cercle d'amis et qui m'ont fait découvrir leur merveilleuse culture. Je tiens également à remercier Valentin Ménard qui a toujours été là pour me motiver et m'encourager dans l'écriture de ce mémoire dans les bons comme dans les mauvais moments.

Enfin, je remercie mon directeur André Mondoux qui m'a fait avancer et évoluer durant ces deux années de maîtrise. Que ce soit dans ses cours ou durant la rédaction du mémoire, ses lectures et ses influences ont permis de nourrir ce sujet si passionnant du gouvernement ouvert. Son entrain, sa bonne humeur et ses encouragements m'ont permis également de garder confiance en moi, d'aiguiser ma curiosité et de me dépasser.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	iv
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	7
1.1 Double signification de « <i>free</i> »	7
1.1.1 Les logiciels libres	7
1.1.2 De la liberté à l'ouverture	8
1.2 L'ouverture au-delà des logiciels	9
1.2.1 Les données ouvertes	10
1.2.2 Quand l'ouverture devient un sujet politique	11
1.2.3 Le gouvernement ouvert : un mouvement international	13
1.3 La technologie posée comme réponse	14
1.3.1 L'idéal de la performance chez les hackers	14
1.3.2 Les promesses d'un monde meilleur grâce à la technologie	16
1.3.3 La technologie comme condition du gouvernement ouvert	19
1.4 Vers un « gouvernement technique » ?	23
1.4.1 Le numérique, un lieu apolitique	23
1.4.2 Entre technologie et démocratie	26
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE.....	32
2.1 Gouvernement ouvert : impossibilité d'être non politique	32
2.1.1 La nécessité d'un pouvoir explicite	32
2.1.2 L'imaginaire institué de la société	33
2.2 L'imaginaire rationnel institué du gouvernement ouvert	34

2.2.1 La rationalité systémique du monde moderne	34
2.2.2 La technologie dépendante de l'idéologie dominante	36
2.3 Vers un monde « globalisé » et un régime d'accumulation	37
2.3.1 L'émergence de la société de l'information	37
2.3.2 La mise en marché de la connaissance	40
2.3.3 L'accumulation et l'accélération de l'information	42
2.4 Une managérialisation du politique guidée par l'idéologie néolibérale ...	45
2.4.1 Le Grand Tournant et la norme mondiale de la concurrence	45
2.4.2 La gestion du risque et le règne de la performance	48
2.4.3 La culture de la responsabilité	49
2.5 La désymbolisation des médiations sociétales au profit de la technique entraînerait une occultation du politique	51
2.5.1 La rationalité technique vide le politique de sa substance	51
2.5.2 La crise de l'État et ses conséquences	54
2.5.3 Transformation de la citoyenneté et perte du collectif	57
2.6 Le paradoxe des gouvernements ouverts	59
2.6.1 L'illusion de la participation	59
2.6.2 La reproduction idéologique	62
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE	65
3.1 L'approche qualitative	65
3.2 Le type d'analyse	65
3.2.1 L'analyse de discours	65
3.2.2 L'analyse critique de discours	67
3.3 Notre objet d'étude : le gouvernement ouvert	70
3.3.1 L'organisation référente : l'Open Government Partnership	70
3.3.2 Les autres influences du gouvernement ouvert	73
3.3.2.1 L'organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	73
3.3.2.2 IBM, Institute for Business Value	76

3.3.2.3 Accenture	76
3.4 Grille d'interprétation	78
3.4.1 Élaboration de la grille	78
3.4.2 Procédure d'analyse des données	81
CHAPITRE IV	
INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS	83
4.1 Les représentations des gouvernements ouverts	83
4.1.1 La culture de l'ouverture	83
4.1.2 L'objectif de performance	86
4.1.3 Les techniques de managérialisation	90
4.1.4 L'émancipation du public	94
4.2 L'éthique des hackers : racine du gouvernement ouvert	97
4.2.1 « L'information doit être libre ! »	97
4.2.2 La quête du progrès	99
4.2.3 La loi du « zéro défaut »	100
4.2.4 La primauté de l'expertise	102
4.3 La légitimité et la crédibilité du gouvernement ouvert par la valorisation des facteurs économiques et financiers	104
4.3.1 Disparition des frontières entre public et privé	104
4.3.2 La satisfaction des besoins au détriment du projet politique ..	106
4.3.3 Gouvernement ouvert comme garant du marché	109
4.4 Décentralisation ou perte du pouvoir des citoyens ?.....	110
4.4.1 Donner la parole aux citoyens	110
4.4.2 Une fragmentation du social	111
4.5 Limites et poursuite de la réflexion.....	115
4.5.1 Entre réutilisation et surveillance	116
4.5.2 Vers une économie des données	117
4.5.3 Implication des citoyens à l'échelle nationale	118
CHAPITRE V	
CONCLUSION.....	120

ANNEXE A PRÉVISION DE LA RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DE L'OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP ENTRE 2015 ET 2018.....	129
ANNEXE B CERCLE VERTUEUX DES PLANS D' ACTIONS NATIONAUX SELON L'OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP	130
ANNEXE C NUAGE DE MOTS CLÉS REPRÉSENTANT L'OCCURRENCE DES TERMES DE L'ENSEMBLE DE TEXTES ÉTUDIÉS	131
BIBLIOGRAPHIE.....	132

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
4.1	Plan de communication externe de l'OGP en 2014	85
4.3	Les six caractéristiques du gouvernement « tourné vers l'avenir » ..	105
A.1	Prévision de la répartition budgétaire de l'Open Government Partnership entre 2015 et 2018.....	129
B.1	Cercle vertueux des plans d'action nationaux selon l'Open Government Partnership	130
C.1	Nuage de mots clés représentant l'occurrence des termes de l'ensemble de textes étudiés	131

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
4.1	Grille d'interprétation : le gouvernement ouvert.....	80

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CDA	Critical discourse analysis
FMI	Fond monétaire international
FOI	Freedom of information
GBN	Global business network
GNU	Gnu'NOT Unix
IBM	International business machine
MIT	Massachusetts institute of technology
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OGP	Open government partnership
ONG	Organisation non gouvernementale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OSI	Open source initiative
PPP	Public-private partnership
TED	Technologie, entertainment and design
TIC	Technologie de l'information et de la communication
TMRC	Tech model railroad club

RÉSUMÉ

Ce mémoire aborde l'intégration des technologies numériques au sein des gouvernements via le projet de gouvernement ouvert. Ce mouvement d'ampleur mondiale repose sur l'ouverture des données qui consiste à mettre en libre accès un grand nombre de données issues des institutions publiques et favoriser leur réutilisation par l'ensemble des acteurs de la société (citoyens, entreprises, institutions). Les principaux buts recherchés par les gouvernements ouverts sont la modernisation du fonctionnement des services publics et un renforcement de la démocratie par le biais de la technologie. Ce projet promu par plusieurs pays, entreprises et organisations transnationales (dont l'Open Government Partnership est l'organisme référent), nécessitera un travail historique et épistémologique sur les transformations politiques, technologiques, économiques et culturelles des cinquante dernières années afin d'appréhender la manière dont la liberté de l'information, fondement de l'éthique des hackers, a pu évoluer en une culture de l'ouverture empreint de l'idéologie néolibérale, au sein des gouvernements. C'est à travers une analyse critique de discours sur le gouvernement ouvert basée sur les textes de quatre auteurs et rédigés à des années différentes, que nous identifierons tout d'abord les représentations des citoyens, des entreprises et des gouvernements. Dans un deuxième temps, nous réaliserons un parallèle entre les représentations du gouvernement ouvert et l'éthique des hackers suivi d'une synthèse qui nous permettra de mettre en lumière les origines de ce mouvement ainsi que les leviers de légitimité mobilisés pour la concrétisation de ce type de gouvernement. Ce mémoire vise à montrer, à travers le projet du gouvernement ouvert, que la technologie est porteuse de valeurs néolibérales, reposant sur une économie de marché contrôlée par des organisations transnationales (OCDE, OMC, etc.) et des entreprises multinationales (IBM, Accenture, Cisco etc.).

MOTS-CLÉS : gouvernement ouvert, ouverture des données, analyse de discours, éthique des hackers, performance, idéologie néolibéral

INTRODUCTION

« Facebook was not originally created to be a company. It was built to accomplish a social mission – to make the world more open and connected. »¹ - Mark Zuckerberg, co-fondateur et CEO de Facebook.²

Cette citation met en lumière la mission que se donne Facebook, c'est-à-dire « rendre le monde plus ouvert et connecté ». Treize ans après son lancement, Facebook compte 1,55 milliard d'utilisateurs actifs et est considéré comme le média socionumérique le plus populaire dans près de 130 pays.³ Mais c'est avec le lancement de *internet.org by Facebook* en 2013 que la compagnie souhaite concrétiser pleinement sa mission. Ce partenariat, avec des entreprises leaders dans le domaine des technologies, telles que Samsung et Nokia, des organismes à but non lucratif, des communautés locales et des experts, vise à « offrir Internet aux deux tiers de la population mondiale qui n'y a pas accès.⁴ » L'application mobile *Free Basics*⁵ en est un des projets majeurs et permet l'accès gratuit à Internet sur certains sites Web partenaires et à des informations sur l'actualité, l'emploi, la santé, l'éducation et la vie locale. L'objectif est clairement affirmé par Facebook : améliorer les conditions de vie des populations par l'accès à Internet.

Cette mission est en lien avec l'héritage des pionniers d'Internet et des valeurs véhiculées par la contre-culture américaine dans les années 1960, comme le soulignent les ouvrages de Fred Turner⁶ et Steven Levy⁷.

¹ Constine, J. (2012, 1^{er} février). Facebook's S-1 Letter From Zuckerberg Urges Understanding Before Investment. *Techcrunch*. Récupéré de <http://techcrunch.com/2012/02/01/facebook-ipo-letter>

² Facebook est un outil social qui permet de relier les gens à leurs amis, leurs collègues de travail, leurs camarades de classes et leurs voisins.

³ Groupe Régions Job. [s.d]. *Blog du Modérateur*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <http://www.blogdumoderateur.com/50-chiffres-medias-sociaux-2016>

⁴ (Traduction libre.) Facebook. [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org>

⁵ Facebook. [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org/en/story/free-basics-from-internet-org>

⁶ Fred Turner. *Aux sources de l'utopie numérique : de la contre-culture à la cyberculture*. (Paris : C&F éditions, 2012)

⁷ Steven Levy. *L'éthique des hackers*. (Paris : Éditions du Globe : 2013)

Steven Levy dans *L'éthique des hackers (Hackers, heroes of the computer revolution)*, initialement publié en 1984, retrace l'histoire des hackers, de leurs débuts au MIT⁸ dans les années 1950-1960 jusqu'aux années 1980.

Dans son ouvrage, Levy revient tout d'abord sur les origines étymologiques du « hack » dont la signification première est la « hache ». Le verbe qui est rattaché désigne « travailler à la hache, de manière non conventionnelle et efficace » (Levy, 2013 : 19). Appliqué au domaine de l'informatique par les étudiants du MIT, le « hack » était employé pour qualifier un exploit, une opération qui se « distinguait par sa nouveauté, son style et sa virtuosité technique » (*Ibid.*) Brian Alleyne, dans son article *Critical sociological reflections on hacking*⁹ ajoute que « a hack is an efficient, and often unconventional application of technology. »

L'amélioration incessante des logiciels dans le but de rendre les systèmes informatiques¹⁰ plus performants est ce qui passionnait les hackers des années 1960 (Levy, 2013). Les nombreuses expériences¹¹ qu'ils ont menées sur les ordinateurs au MIT a permis de créer un « mode de vie avec une philosophie, une morale et un rêve » (Levy, 2013 : 37), ce que Steven Levy qualifie de *l'éthique des hackers*. L'auteur établit six principes :

⁸ Acronyme du Massachusetts Institute of Technology.

⁹ Alleyne, B. (2011). We are all hackers now: critical sociological reflections on the hacking phenomenon. *Department of Sociology, Goldsmiths Research Online, University of London*. Récupéré le 27 août 2016 de <http://www.arifyildirim.com/ilt510/brian.alleyne.pdf>

¹⁰ Si aujourd'hui les termes informatique et numérique sont très liés il faut distinguer leurs significations premières. *Informatique* est la contraction de « information » et « automatique » et désigne toutes les activités scientifiques et techniques touchant aux ordinateurs et à leurs communications. Il s'agit d'un dérivé d'information sur le modèle de mathématique et d'électronique. C'est aussi la science du traitement rationnel et automatique de l'information. (Universalis. [s.d.]. *Encyclopedie*. Récupéré 1^{er} septembre 2016 de <http://www.universalis.fr/encyclopedie/informatique-vue-d-ensemble/>.) « Le numérique est ce qui concerne les nombres, qui se présente sous la forme de nombres ou de chiffres, ou qui concerne des opérations sur des nombres (et non sur des lettres comme l'algèbre). Un ordinateur a pour fonction de traiter des informations converties en nombre. » (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. [s.d.]. (2005-). *Lexicologie*. <http://www.cnrtl.fr/definition/num%C3%A9rique>)

¹¹ Steven Levy identifie les premiers hackers en 1958 au MIT réunit au sein du TMRC (*Tech Model Railroad Club*) où les membres se passionnaient pour l'histoire et le fonctionnement des trains miniatures. Dès le début des années 1960, une partie des membres du club s'est peu à peu détachée pour étudier le fonctionnement des premiers ordinateurs IBM, notamment celui du TX-0. Le temps alloué par étudiant sur les premières machines était très limité et les premiers hackers devaient établir des stratagèmes pour passer le plus de temps sur les machines et comprendre leur fonctionnement.

1. L'accès aux ordinateurs – et à tout ce qui peut nous apprendre quelque chose sur la marche du monde – doit être total et sans restriction. Appliquez toujours ce principe : faites-le vous-même !
2. L'accès à l'information doit être libre.
3. Défier le pouvoir – défendez la décentralisation.
4. Les hackers doivent être jugés sur leurs résultats, et non sur des critères fallacieux comme leurs diplômes, leur âge, leur race ou leur classe.
5. On peut créer de la beauté et de l'art avec un ordinateur.
6. Les ordinateurs peuvent améliorer votre vie.

Cette éthique a pris racine dans le mode de vie des hackers des années 1960 et s'est développée par la suite avec les innovations technologiques telles que la commercialisation des ordinateurs personnels par Apple en 1976¹², ainsi que les évolutions sociales, politiques et économiques comme la mondialisation et la multiplication des échanges mondiaux¹³.

Avant d'aborder l'évolution du « *hacking* » et des technologies au XXI^e siècle, il est primordial de comprendre la dynamique socio-politique qui a pris forme à la fin des années 1960 et qui influence encore aujourd'hui le développement de nos sociétés contemporaines et notre vision de la technologie.

Fred Turner, dans son livre *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*, publié en 2012, propose un parallèle intéressant entre la création d'Internet et le mouvement hippie.

Turner explique que le mouvement de la contre-culture américaine des années 1960 remet en cause le mode de vie de la génération précédente ; les institutions, la

¹² Radio Canada. [s.d.] Archives Radio Canada. Récupéré le 3 janvier 2017 de <http://archives.radio-canada.ca/sports/informatique/clips/4168/>

¹³ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, (Paris : La Découverte, 2010).

bureaucratie, le régime de peur instauré par la Guerre Froide, la guerre du Vietnam et le règne du calcul établi par le modèle fordiste¹⁴. À partir de là, l'auteur distingue deux critiques. La première serait sociale et donnerait naissance au *Students for a Democratic Society* et au *Free Speech* qui luttèrent contre la guerre du Vietnam et la ségrégation raciale et sexuelle. La deuxième critique serait plutôt artistique que politique, dans le sens où les revendications de ce groupe étaient orientées vers la créativité et l'émancipation de l'individu, de son esprit et de sa conscience. Selon Turner, cette deuxième critique donnerait lieu au mouvement hippie et favoriserait le rapprochement de la jeunesse californienne et des technologies informatiques.

Fred Turner explique que les hippies souhaitaient avant tout « augmenter la conscience humaine » ainsi qu'inventer d'autres façons d'interagir avec les autres et la nature, afin de marquer une rupture avec la mécanisation de la guerre et de la destruction nucléaire des deux dernières décennies (Turner, 2012). Pour cela l'auteur expose deux éléments qui ont fortement influencé le mouvement de la contre-culture. D'une part, la drogue (LSD) consommée notamment par les hippies afin d'augmenter leur conscience¹⁵ et d'autre part, la cybernétique¹⁶, qui offre un nouveau moyen de concevoir le monde à l'image de la vision systémique de la nature. Norbert Wiener et Marshall McLuhan ont influencé Steward Brand¹⁷ qui vit dans cette discipline de « nouvelles formes d'organisations collectives » (Turner, 2012). Turner explique que les hippies ne voulaient pas prendre le pouvoir, au contraire ils se méfiaient de l'autorité, ils souhaitaient se réinventer en tant qu'individu par l'expérimentation et construction de liens authentiques avec les autres et le cosmos (*Ibid.*)

¹⁴ Modèle d'entreprise qui repose sur une stricte division du travail et des tâches.

¹⁵ Fred Turner précise que les hippies atteignaient alors un état psychédélique.

¹⁶ Norbert Wiener est l'inventeur de la théorie cybernétique qui est basée sur une autorégulation des systèmes grâce à la rétroaction. Dans un système fermé, l'information est diffusée et porte des renseignements sur le système dans lequel elle se trouve. Les échanges entre ces informations, appelés rétroactions, permettent au système de s'autoréguler en modifiant les éléments déficients, et en gardant ainsi une certaine stabilité. Enfin, l'homéostasie va reproduire le système à l'identique, en gardant les caractéristiques efficaces dans un but de stabilité. (Wiener, 1961)

¹⁷ Ce livre est centré sur la biographie de Steward Brand, le « fondateur d'Internet » pour Fred Turner. Il n'a pourtant rien inventé d'Internet, mais il est pour l'auteur, celui qui a « facilité la circulation entre les mondes sociaux et a permis à Internet de s'inventer » (Turner, 2012).

C'est dans ce contexte que Stewart Brand a rédigé en 1968 *Whole Earth Catalog*, qui « s'apparentait à un système informationnel global, une encyclopédie, une carte » (Turner, 2012 : 149) et recensait les produits, les idées, les coutumes et traditions, les connaissances, les communautés, etc., qu'il a pu découvrir lors de son voyage à travers les États-Unis. Ce livre est à l'origine de la création de la première communauté en ligne WELL¹⁸ en 1984, qui avait pour but de « régénérer » le lien social. Turner explique que les hippies projetaient ainsi leur idéal d'échanges au sein des technologies numériques pour en finir avec le monde réel où il résidait selon eux, une aliénation institutionnelle et patriarcale. WELL permettait aux identités de s'exprimer sous des nouveaux modes de valorisation de soi (Turner, 2012 : 24).

Ces deux phénomènes techniques et sociaux décrits par Levy et Turner, ont trouvé l'un dans l'autre des éléments de réponses pour affirmer un nouveau mode de vie qui influence encore nos représentations de la technique aujourd'hui. Dardot et Laval¹⁹ appuient cet argument en affirmant que l'éthique des hackers s'est inspirée des valeurs de la contre-culture américaine des années 1960 « ce qui a aidé à transformer un outil technique en un projet social et politique du cyberspace. » (Dardot et Laval, 2015)

Les profondes évolutions des technologies depuis les années 1960 nécessitent une mise en contexte détaillée concernant les notions techniques et les fondements éthiques qui ont influencé le développement des technologies numériques jusqu'à aujourd'hui. Ce mémoire portera sur les représentations de la technique par les promoteurs du Web tels que Tim Berners-Lee, Accenture ou encore IBM en prenant comme objet d'étude, le gouvernement ouvert. Il s'agira notamment de se questionner sur la neutralité de la technologie que les premiers hackers et les promoteurs du Web

¹⁸ *Whole Earth « Lectronic link »*

¹⁹ Pierre Dardot et Christian Laval. *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*, (Paris : Découverte, 2015).

tels que Tim Berners-Lee perçoivent au sein des réseaux informatiques. Mais aussi d'appréhender l'émergence d'une culture de l'ouverture au sein des gouvernements. C'est à travers les transformations sociétales, politiques, économiques et technologiques que nous mettrons en exergue les relations entre le politique et la technologie au sein du projet des gouvernements ouverts.

Ainsi, ce présent mémoire traitera dans un premier temps des origines de l'ouverture au sein des données et du gouvernement, afin d'identifier le système de valeurs qui entoure ce mouvement. Dans un deuxième temps, nous nous attacherons aux contextes politique, économique, social et technologique depuis les années 1960 pour appréhender les transformations opérées sur l'État, la société et de la figure des citoyens.

Enfin, à travers une analyse critique de discours autour de quatre acteurs du gouvernement ouvert, nous identifierons les représentations des citoyens, des gouvernements et des entreprises afin de faire ressortir l'idéologie dominante au cœur de ces discours et de mettre en évidence la construction de ce type de discours. Cette analyse nous permettra également de réaliser un parallèle avec l'éthique des hackers afin d'appréhender l'évolution des valeurs de la technique depuis les années 1960. De plus, cette analyse critique mettra en exergue les différents leviers de légitimité mobilisés par les auteurs pour justifier la mise en place de ce type de gouvernement.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 La double signification de « *free* »

1.1.1 Les logiciels libres

Les innovations informatiques et la commercialisation des ordinateurs ont plongé les pionniers des technologies dans une série de compromis face à l'éthique des hackers (Levy, 2013 : 415). Celle-ci pose la *liberté de l'information* comme un principe fondamental. En effet, Levy explique que pour les premiers hackers « les ordinateurs, par nature ne reconnaissent pas la propriété de l'information » et « personne ne devrait avoir à payer pour un logiciel : l'information devrait être gratuite » (Levy, 2013 : 56). L'auteur affirme que leur but premier était de mettre les ordinateurs à la disposition de tous afin d'en exploiter les possibilités (*Ibid.*)

Or, à partir des années 1970, les éditeurs de logiciels installèrent des protections contre la copie (Levy, 2013 : 415). Ces protections modifiaient les programmes en profondeur et empêchaient donc le fonctionnement, dit « naturel » des ordinateurs (*Ibid.*) Levy décrit ces mesures sécuritaires comme une « déclaration de guerre » aux hackers, qui commencèrent alors à pirater les programmes pour faire tomber les barrières contre la copie des logiciels. Selon l'auteur, c'est à partir de cette période que le commerce l'emporta sur le technique (Levy, 2013 : 466).

Richard Stallman²⁰, qui se qualifie comme le « dernier des vrais hackers » a mené de nombreuses actions pour préserver l'éthique des hackers (Levy, 2013 : 462). Il fonda notamment en 1985, la *Free Software Foundation* en faveur des *logiciels libres* (*free*

²⁰ Diplômé du MIT, Richard Stallman, surnommé RMS, est à l'initiative du projet GNU de la *Free Software Foundation*. C'est un fervent défenseur de la liberté d'information.

software) (Dardot et Laval, 2015 : 167). La particularité de ces logiciels réside dans « la liberté d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer les logiciels.²¹ » Pour Stallman, les logiciels libres doivent être pensés en termes de *liberté* et non en termes de *prix*²². Cette approche est soutenue par des penseurs tels que Lawrence Lessig²³ et prône la liberté en termes d'absence de réglementation et d'accessibilité pour tous (Dardot et Laval, 2015 : 175).

Richard Stallman défend encore aujourd'hui le mouvement des logiciels libres et lutte pour la protection de l'éthique des hackers notamment par le biais de la *Free Software Foundation* (Levy, 2013 : 487). Or, à partir de la fin des années 1990 est apparu un nouveau concept, l'*Open Source*, qui se rapproche fondamentalement des logiciels libres, mais qui va, selon Stallman à l'encontre de certains principes de l'éthique des hackers.

1.1.2 De la liberté à l'ouverture

En 1998, plusieurs défenseurs des logiciels libres, tels que Éric Raymond²⁴ et Michael Tiemann²⁵ se sont réunis à Palo Alto dans l'objectif de définir un nouveau label, qui se distinguera de l'approche philosophique et politique des logiciels libres tout en gardant les principes fondateurs de ce dernier²⁶. L'*Open Source Initiative* sera ainsi créé en définissant une charte des logiciels « Open Source ». Ces logiciels doivent avoir une licence qui respecte les critères suivants : « la libre redistribution, l'accès au code source, la modification et la redistribution du logiciel, l'intégrité de l'auteur du code source, la non-discrimination contre un groupe, contre des personnes

²¹ Contributeurs et représentants du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d.]. *GNU*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://www.gnu.org/philosophy/free-sw.html>

²² Le terme *free* à une double signification en anglais (*gratuit* et *libre*), c'est pourquoi Stallman prône le « "free" as in "free speech," not as in "free beer" ».

²³ Juriste et un des fondateurs des *creative commons*.

²⁴ Hacker américain et un des fondateurs et président de l'Open Source Initiative (OSI).

²⁵ Vice-président de la division logiciels libres chez Red Hat, président de l'OSI.

²⁶ Partisans de l'Open Source Initiative. [s.d.]. *Open source*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://opensource.org/history>

visées ou contre un domaine d'activité et sa distribution ne doit pas nécessiter l'exécution d'une licence supplémentaire. » De plus, la licence ne doit pas être « spécifique à un produit ou restreinte à un autre logiciel, elle doit être également neutre sur le plan technologique (« *technology-neutral* »), c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être fondée sur une technologie ou un style d'interface spécifique ». ²⁷ L'Open Source va devenir dans les années suivantes « l'étalon » des logiciels libres jusqu'à créer un amalgame entre les deux notions.

Pour les partisans des logiciels libres comme Stallman, l'Open Source est un mouvement totalement différent, tant dans les objectifs que les idées défendues ²⁸. Sur le site de www.gnu.org ²⁹ l'Open Source est défini comme une licence pratique des logiciels libres et non comme une licence éthique. D'autre part, cette licence accepte des restrictions qui ne sont pas permises par les logiciels libres (*Ibid.*) Sur ce même site Web, les défenseurs des logiciels libres affirment que l'Open Source a été créé pour pallier à la notion ambiguë de *liberté*, « Ils ont supputé qu'en restant prudents à propos de l'éthique et de la liberté, et en ne parlant que des avantages pratiques et immédiats de certains logiciels libres, ils pourraient « vendre » le logiciel libre plus efficacement à certains utilisateurs, principalement les entreprises » (*Ibid.*)

Il existe donc des différences fondamentales entre les logiciels libres et l'Open Source. Or, depuis la fin des années 1990, le terme « *open* » autrement dit l'*ouverture* est porteur d'un nouveau mode de pensée qui prône la transparence et l'ouverture en termes de données (Open Data).

1.2 L'ouverture : au-delà des logiciels

²⁷(Traduction libre) Partisans de l'Open Source Initiative. [s.d.]. *Open Source*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://opensource.org/osd>

²⁸Contributeurs et représentants du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d.]. *GNU*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://www.gnu.org/philosophy/free-software-for-freedom.html>

²⁹GNU (Gnu'NOT Unix) est « un projet lancé par Stallman en 1989 pour écrire une version du système d'exploitation Unix et de le rendre accessible à tout le monde » (Levy, 2013 : 477).

1.2.1 Les données ouvertes

L'ouverture des données (Open Data) est un mouvement international apparu au début des années 2000 dont la volonté est de mettre les données en libre accès. Ce mouvement a tout d'abord concerné les données scientifiques³⁰ et s'est élargi par la suite aux données non personnelles, « c'est-à-dire qui ne contiennent pas d'informations sur certains individus en particulier. »³¹ L'ouverture des données est à l'origine de la création des *données publiques ouvertes*, qualifiées comme « des données qui peuvent être librement utilisées, réutilisées et redistribuées par quiconque - sujette seulement, au plus, à une exigence d'attribution et de partage à l'identique. » (*Ibid.*)

Dans un article³², Simon Chignard³³ explique que ce n'est qu'en 2007 que la *donnée publique ouverte* prend sa définition officielle. À Sébastopol en Californie, trente activistes et penseurs du Web et des technologies, dont Lawrence Lessig et Tim O'Reilly (l'un des premiers promoteurs du concept *Web 2.0*) se sont réunis pour établir les principes de l'Open Data et si possible les faire adopter par les candidats à l'élection présidentielle américaine l'année suivante (*Ibid.*) À l'issue de cette conférence, le concept de *donnée publique ouverte* est défini. Ces données doivent remplir huit critères « techniques » : elles doivent être « complètes, brutes, à jour, accessibles à tous, automatisées, non discriminantes, dans un format non propriétaire et doivent posséder une licence libre »³⁴. Selon l'*Open Knowledge Foundation*³⁵ « il

³⁰ Simon Chignard. [s.d.]. *Paris Tech Review*. Récupéré de 7 février 2016 de <http://www.paristechreview.com/2013/03/29/origines-open-data/>

³¹ Open Knowledge International. [s.d.]. *Open data handbook*. Récupéré le 7 février 2016 de <http://opendatahandbook.org/guide/fr/what-is-open-data>

³² Simon Chignard, *L'open data : comprendre l'ouverture des données publiques*. (France, Fyp : 2009)

³³ Simon Chignard, consultant, auteur et spécialiste de la donnée, il accompagne des auteurs publics et privés dans la définition de leur stratégie d'ouverture et de valorisation des données, en France et en Europe. (Simon Chignard. [s.d.]. Données ouvertes. Récupéré le 5 janvier 2016 de <https://donneesouvertes.info/2012/03/12/ou-est-le-marche-de-lopen-data>)

³⁴ Licence dont « les données ne doivent pas être soumises à des droits d'auteur ou des droits de propriété intellectuelle. » (Chignard. 2012)

³⁵ « Open Knowledge Foundation is a worldwide non-profit network of people passionate about openness, using advocacy, technology and training to unlock information and enable people to work

existe plusieurs sortes de données ouvertes³⁶ qui possèdent différents potentiels et usages dans les domaines comme les transports, l'environnement, le climat, la finance, la science, les statistiques³⁷ ou encore la culture. »³⁸

Le mouvement d'ouverture des données est né, et va poursuivre sa course dès 2009, auprès des institutions gouvernementales sous le concept de *gouvernement ouvert* (Open Government)³⁹.

1.2.2 Quand l'ouverture devient un sujet politique

En janvier 2009, au lendemain de son investiture, le président des États-Unis Barack Obama annonçait le lancement de *The White House Open Government Initiative*⁴⁰. Sur le site du gouvernement américain, le projet prône une ouverture sous trois principes ; la *transparence*, la *participation* et la *collaboration*.

Tout d'abord, l'objectif de *transparence* aurait pour but de marquer une rupture avec l'administration précédente, considérée très secrète⁴¹. Ce principe permettrait donc de lever le voile sur les dépenses de l'État américain, de diminuer l'influence des « lobbys » sur les décisions du gouvernement et d'accroître le pouvoir des citoyens à travers le développement des technologies numériques (*Ibid.*)

with it to create and share knowledge. » Open Knowledge Foundation [s.d.]. *About*. Récupéré le 7 février 2016 de <https://okfn.org>

³⁶ Le terme « donnée ouverte » est généralement utilisé pour qualifier les données *publiques* ouvertes, dans le sens où il est toujours question de données non personnelles.

³⁷ Ici, les statistiques font référence aux données produites par les instituts statistiques qui peuvent être des indicateurs socio-économiques essentiels selon les propos l'Open Knowledge Foundation.

³⁸ (Traduction libre.) Open Knowledge International. [s.d.]. *Open Knowledge Blog*. Récupéré le 7 février 2016 de <http://blog.okfn.org/2013/10/03/defining-open-data>

³⁹ Il est important de ne pas confondre *Open Government* et *E-Government*. L'*E-Government* (*gouvernement électronique*) est un concept qui apparaît au début des années 2000 et désigne « la somme des services Internet déployés par les organismes publics. » (Roy, R. (2006). Guide sur le gouvernement électronique. *Cefrio*. <http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/GuideGouvernementenligne.pdf>). Autrement dit, l'*E-gouvernement* est l'utilisation des technologies numériques au sein du gouvernement mais relève essentiellement de la mise en ligne et de l'accès des documents administratifs. Le gouvernement ouvert dépasse cette notion comme nous allons le voir dans les sections suivantes.

⁴⁰ Gouvernement des États-Unis. [s.d.]. *White House*. Récupéré de <https://www.whitehouse.gov/open>

⁴¹ Référence aux mandats de George W. Bush.

En ce qui concerne la *participation* et la *collaboration*, Beth Noveck⁴² expose la vision du gouvernement américain lors d'une conférence TED⁴³ en 2012. L'ancienne députée explique que le gouvernement ouvert aurait pour mission de « renforcer » la démocratie à travers la collaboration et la participation. D'une part, l'administration américaine souhaite améliorer la participation en donnant la parole aux citoyens à travers des groupes de discussions et de travail autour de la construction de ce nouveau modèle. D'autre part, la collaboration inciterait les citoyens à partager leurs connaissances afin d'aider l'État à résoudre les enjeux et problèmes auxquels il est confronté (*Ibid.*)

Au regard des discours de Beth Noveck et de la Maison Blanche, le gouvernement ouvert impliquerait deux objectifs majeurs, à savoir la modernisation des institutions publiques pour améliorer les services offerts aux citoyens et le renouvellement de la démocratie, en renouant le dialogue entre l'État et les citoyens. Pour l'ancienne députée américaine, ce nouveau modèle serait une « révolution » qui ne consisterait pas seulement à créer un gouvernement transparent, mais qui serait la combinaison de la collaboration et de la participation au cœur d'une logique de transparence.

Dans le but de concrétiser ces objectifs, l'administration de Barack Obama lance en 2012 la plateforme numérique *We the People*⁴⁴, dont le slogan est « *Your Voice In Our Government* ». Présente sur le site gouvernemental www.whitehouse.gov/open, cette plateforme propose aux citoyens de créer un compte personnel pour encourager ou déposer une pétition sur un sujet qui les intéresse. Si une pétition obtient un niveau d'adhésion suffisant (celui-ci n'est pas précisé) alors le gouvernement publie une réponse spécifique à ce sujet. Il existe également deux autres forums numériques. Le

⁴² Ancienne députée en chef des technologies sous l'administration de Barack Obama et directrice du projet *The White House Open Government*.

⁴³ Technology, Entertainment and Design. (2012, juin). *Beth Noveck: Demand a more open-source government* [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de <https://www.ted.com/talks/bethnoveckdemandamoreopensourcegovernment>

⁴⁴ Gouvernement des États-Unis. [s.d]. *White House*. Récupéré le 24 février 2016 de <https://petitions.whitehouse.gov>

premier est un forum de discussion Google⁴⁵ qui invite les utilisateurs à se joindre aux conversations autour du gouvernement ouvert. Le deuxième⁴⁶ est quant à lui réservé aux défis que le gouvernement lance aux citoyens pour résoudre des problèmes spécifiques, en contrepartie de récompenses financières. Par exemple, il est possible de remporter 50 000 \$ pour la création d'un *Algorithm for Real-Time Parallax Correction* (*Ibid.*)

1.2.3 Le gouvernement ouvert : un mouvement international

Cette initiative marque le point de départ du gouvernement ouvert qui s'est déployé aux États-Unis, et dans de nombreux pays dans le monde depuis 2009. Le Royaume-Uni a été le premier à suivre le mouvement en 2010 sous l'impulsion de Tim Berners-Lee⁴⁷, avec le lancement de la plateforme *data.gov.uk*, rejoint l'année suivante par la France avec l'*Étalab*⁴⁸. En 2011, la création de l'*Open Government Partnership*⁴⁹ (OGP) donne à ce mouvement une ampleur internationale qui réunit aujourd'hui 65 pays membres.

Sur le site Web de l'OPG, les principes fondateurs sont similaires à ceux énoncés par le gouvernement américain en 2009. Ainsi, cette organisation a pour but de « promouvoir et garantir la transparence de l'action publique, la participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques, de lutter contre la corruption, d'exploiter les solutions technologiques pour instaurer une bonne gouvernance⁵⁰ et

⁴⁵ Forum gouvernemental de l'administration américaine. [s.d.]. *White House*. Récupéré le 24 février 2016 de <https://groups.google.com/forum/#!forum/us-open-government>

⁴⁶ Gouvernement des États-Unis. [s.d.]. *Challenges*. Récupéré le 25 février 2016 de <https://www.challenge.gov/list>

⁴⁷ Physicien britannique et inventeur du World Wide Web.

⁴⁸ Mission d'État mandatée pour la mise en place du gouvernement ouvert en France.

⁴⁹ Membres et collaborateurs de l'Open Government Partnership. [s.d.]. Open Government Partnership. Récupéré le 29 janvier 2016 de <http://www.opengovpartnership.org>

⁵⁰ « Dans le domaine macroéconomique et politique, la gouvernance, selon Pascal Lamy (commissaire européen), est un ensemble de transactions par lesquelles des règles collectives, sont élaborées, décidées, légitimées, mises en œuvre et contrôlées. » (Lexique de gestion (2005). Gouvernance. Dans Martinet, A-L et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 284). Paris : Dalloz)

stimuler l'innovation.»⁵¹ L'OGP est constitué de représentants d'États, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de représentants de la société civile⁵². Pour devenir membre de cette initiative, les États doivent élaborer un plan d'action en consultation avec le public (citoyens de l'État en question) et s'engager à faire un compte rendu de la progression de leurs réformes pour la mise en place d'un gouvernement plus « ouvert et responsable ».

Au regard des propos de Stallman et des défenseurs des logiciels libres, le terme « ouverture » aurait été privilégié pour qualifier l'intégration de l'État au sein du numérique, car ce terme implique des réglementations et des restrictions⁵³ qui ne sont pas acceptées par l'éthique des logiciels libres. Le terme « ouverture » serait-il donc un compromis adopté par les États pour éviter les confusions sémantiques de « liberté » et inclure un cadre réglementaire autour des concepts d'ouverture des données et de gouvernement ouvert ?

1.3 La technologie posée comme réponse

1.3.1 L'idéal de la performance chez les hackers

Plusieurs principes de l'Éthique des hackers relèveraient d'un idéal de la performance⁵⁴ que nous avons décliné sous trois aspects.

Tout d'abord, Levy expose le but principal poursuivi par les hackers du MIT, c'est-à-dire l'amélioration du code afin de rendre les programmes plus efficaces, plus rapides

⁵¹ (Traduction libre) Membres de l'Open Government Partnership. [s.d]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 29 janvier 2016 de <http://www.opengovpartnership.org>

⁵² Compris ici comme les citoyens des États membres.

⁵³ Collaborateurs et représentants du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d]. *GNU*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://www.gnu.org/philosophy/free-software-for-freedom.html>

⁵⁴ Il faut identifier la différence les termes « performance » et « efficacité » qui seront employés plusieurs fois au cours de cet essai. Tout d'abord l'efficacité vient de latin *efficere* qui signifie accomplir, l'efficacité est donc la réalisation ou la satisfaction d'un objectif. Alors que la performance est le degré d'accomplissement des objectifs, des buts, des plans ou programmes que s'est donné une organisation. Les indicateurs de performance sont généralement des quantifications se traduisant par des rapports entre les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre. (Lexique de gestion (2005). Performance et Efficience. Dans Martinet, A-L et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 320 et 579) Paris : Dalloz) Ces deux termes sont donc liés par les objectifs auxquels ils se rapportent.

et plus logiques, « les systèmes imparfaits rendent furieux les hackers, et leur instinct primaire est de les réparer » (Levy, 2013 : 37). Cette recherche d'amélioration incessante nécessiterait pour les hackers une liberté d'information et un libre accès au code source. Grâce à cette liberté, les hackers pouvaient concevoir de meilleurs programmes plus performants sans devoir toujours recommencer à zéro (Levy, 2013 : 45). Levy ajoute que « c'est le pouvoir magique de la programmation... une fois que vous avez résolu un problème de comportement (de l'ordinateur ou du programme), il est résolu pour toujours et représente l'image exacte de ce que vous pensiez » (*Ibid.*) Pour les hackers du MIT, il ne pouvait pas avoir de place au hasard ou à l'imprévisible, ils aimaient les outils fiables et sans surprise (Levy, 2013 : 48).

Levy aborde ensuite l'idée que l'informatique pourrait améliorer la vie des êtres humains. En effet, les premiers hackers pensaient que la société avait beaucoup à apprendre des « systèmes » (Levy, 2013 : 38). La mission que se donne aujourd'hui Facebook via le projet Free Basics prouve que l'aspiration qui consiste à améliorer les conditions de vie des populations par l'accès à Internet est toujours d'actualité⁵⁵. Selon Levy, les hackers du MIT étaient convaincus que si la société était fondée sur l'éthique des hackers, celle-ci pourrait profiter à chacun et rendrait le monde meilleur, car il n'était pas possible d'« imaginer un système plus parfait que celui que les hackers recherchaient en informatique » (Levy, 2013 : 48). À la fin de son livre, Levy aborde même l'idée que les « programmes informatiques transforment les êtres humains en dieu. » (Levy, 2013 : 478)

La valorisation de la créativité et la quête de connaissances chez les hackers constituent le troisième aspect qui relèverait d'un idéal de la performance. Dans l'éthique des hackers, ces derniers sont jugés sur leurs résultats et leur potentiel à faire progresser le hacking⁵⁶, « Les hackers doivent être jugés sur leurs résultats, et non sur des critères fallacieux comme leurs diplômes, leur âge, leur race ou leur

⁵⁵ Facebook [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org/fr/mission>

⁵⁶ Par définition, l'activité des hackers.

classe. » (Levy, 2013 : 41) L'auteur parle d'une « évaluation au mérite », autrement dit il s'agirait d'une « méritocratie » où se sont uniquement les actes, les exploits, les accomplissements de la personne dans le domaine informatique qui lui permettrait de devenir un hacker (Levy, 2013 : 42). Les objectifs de performance et de dépassement de soi sont donc très présents dans cette éthique. Levy soutient que dans les années 1960, les seules choses qui importaient pour les hackers du MIT étaient l'exploration, l'amélioration et la conception de logiciel.

1.3.2 Les promesses d'un monde meilleur grâce à la technologie

L'idéal de la performance et la croyance d'un monde meilleur grâce à la technologie se retrouvent encore aujourd'hui dans les discours autour de l'ouverture des données et du gouvernement ouvert. Ceci se traduit par une approche très technique de l'ouverture comme le montrent les discours de Tim Berners-Lee et ceux de l'administration américaine.

En 2009, lors d'une conférence TED⁵⁷, le physicien britannique expose la nécessité du libre accès aux données dites brutes⁵⁸. Selon lui, la mise en commun et l'interprétation des données permettraient d'améliorer la connaissance du monde et de résoudre les grandes problématiques mondiales telles qu'Alzheimer, le cancer ou encore l'instabilité économique. Son mot d'ordre était « we want raw data now ! » (*Ibid.*) pour créer des logiciels⁵⁹ capables de mesurer, d'accroître et d'améliorer la connaissance du monde. En 2012, Tim Berners-Lee lance avec Nigel Shadbolt, *The*

⁵⁷ Technology, Entertainment and Design. (2009, 13 février). *Tim Berners-Lee: The Next Web*. [Conférence Webdiffusée]. Récupéré

de http://www.ted.com/talks/tim_berners_lee_on_the_next_web?language=fr

⁵⁸ Pour Tim Berners-Lee, les données brutes sont des données recueillies et extraites des logiciels sans modification préalable. Elles proviennent des individus, des scientifiques, des institutions etc.

⁵⁹ Il donne notamment l'exemple de *Trendalyser* qui a été développé au départ par *The Gapminder Foundation*, rachetée en 2007 par Google Inc. (Gapminder [s.d.]. *Gapminder tools*. Récupéré le 22 janvier 2016 de <http://www.gapminder.org>) Il s'agit d'un logiciel de visualisation dynamique pour l'interprétation des données telles que les statistiques. Ce logiciel permet de comparer des statistiques relatives à la finance, à l'économie, à la démographie, à la santé ou encore l'éducation et permet de suivre leur évolution dans le temps. (Google official blog. (2007). *A world in motion*. *Google official blog*. Récupéré le 22 janvier 2016 de <https://googleblog.blogspot.ca/2007/03/world-in-motion.html>)

Open Data Institute dont la mission est de promouvoir les données ouvertes, « We connect, equip and inspire people around the world to innovate with data. »⁶⁰. Sur ce site, plusieurs cas pratiques démontrent les impacts de l'ouverture des données notamment sur le développement des pays :

« Open data can: more effectively target aid money and improve development programs, track development progress and prevent corruption, and contribute to innovation, job creation and economic growth. »⁶¹

Pour Tim Berners-Lee l'ouverture des données est un outil garant d'efficacité, de progrès et d'innovations capable d'améliorer les conditions de vie des êtres humains et même de construire un monde « meilleur »⁶².

Cet exemple rappelle les propos de Levy sur les hackers, pour qui les systèmes informatiques pouvaient améliorer la vie des êtres humains via la connaissance des réseaux informatiques (Levy, 2013 : 38). Pour les premiers hackers, chaque problème avait une solution et cette approche résiderait au sein même de la nature des ordinateurs, « les éléments binaires se déplaçant de la manière la plus logique, et la plus directe, pour effectuer des tâches complexes [...] tout système devait profiter de ce flux d'informations. » (Levy, 2013 : 39). Ce principe se retrouve dans le discours de Tim Berners-Lee, où tous les problèmes quels qu'ils soient, sont compris d'un point de vue technique, rationnel et dans une approche cybernétique. Selon la théorie de Norbert Wiener, cette approche considérerait les problèmes sociaux ou économiques comme des éléments déficients qui menaceraient la stabilité et l'efficacité des systèmes, autrement dit de la société si l'on se réfère au discours de Tim Berners-Lee. Pour Wiener, ces problèmes devraient être identifiés et résolus

⁶⁰ Open Data Institute. [s.d.]. *Open Data Institute*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <http://theodi.org/about>

⁶¹ Open Data Institute. [s.d.]. *Open Data Institute*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <http://theodi.org/supporting-sustainable-development-with-open-data>

⁶² Open Data Institute. (2015). *What can open data do for you?* [Vidéo]. Récupérée de <https://vimeo.com/110800848>

grâce aux échanges d'informations pour conserver le bon fonctionnement du système. De la même manière que les hackers exploraient les ordinateurs et les logiciels, dans le but d'améliorer les systèmes, Tim Berners-Lee propose de recueillir un maximum de données pour comprendre les enjeux actuels (cancer, crise économique, etc.) et les résoudre de façon efficace. Dans cette approche, un problème social, économique ou même politique serait donc géré de manière logique, efficace et directe, à l'image d'un élément binaire au sein des systèmes informatiques (Levy, 2013 : 39). Ainsi, la représentation purement technique de l'informatique par les hackers se transposerait aujourd'hui dans les discours comme le montrent les propos de Tim Bernes-Lee.

Sur le plan gouvernemental, les discours sur l'idéal de la performance et de l'efficacité technique sont également présents. En 2009 lors du lancement de l'*Open Government Initiative* Barack Obama affirmait « openness will strengthen our democracy and promote efficiency⁶³ and effectiveness in Government. »⁶⁴ Beth Noveck appuiera cet argument en 2012⁶⁵ en précisant que la volonté du gouvernement des États-Unis était de moderniser les institutions afin d'instaurer une « meilleure gouvernance ». Ce terme apparaît dans les discours politiques depuis les années 1980 (Ouellet *et al.*, 2014) et se traduit par l'introduction d'objectifs de performance au sein des gouvernements et de l'action publique. La gouvernance implique donc la mise en place d'objectifs mesurables et quantifiables au sein d'une vision gestionnaire de l'action publique qui participent à la volonté d'instaurer une « bonne » gouvernance et de fournir des services publics utiles et performants aux citoyens (santé, éducation, transport, etc.) (Noveck, 2012; Lacombe, 2013). C'est

⁶³ Il est nécessaire de faire également la distinction entre « efficacité » et « efficience ». Si le terme efficacité signifie remplir entièrement un objectif initial, le terme efficience est utilisé lorsque l'on remplit un objectif avec une mobilisation minimale des ressources allouées (Office québécois de la langue française. (2000-). *Le grand dictionnaire terminologique (GDT)*. Récupéré de https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/terminologie_relations_professionnelles/efficience.html)

⁶⁴ Open Government Initiative. [s.d.]. *Open Data Initiative*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://www.whitehouse.gov/open>

⁶⁵ Technology, Entertainment and Design. (2012, juin). *Beth Noveck: Demand a more open-source government*. [Vidéo]. Récupéré de www.ted.com/speakers/beth_noveck.

aussi ce que l'OGP inscrit au sein de sa mission, « the ultimate goal of improving the quality of governance, as well as the quality of services that citizens receive. »⁶⁶

Toujours dans cet idéal de performance, l'ouverture des données représenterait des enjeux économiques importants en termes de rentabilité pour les gouvernements. Le rapport McKinsey & Compagny⁶⁷ publié en 2013 estime une création de valeur issue de l'ouverture des données⁶⁸, de l'ordre de « 3 millions de milliards de dollars US en une année, dans sept secteurs de l'économie mondiale : éducation, transports, produits de consommation, électricité, essence, santé et finance »⁶⁹. Ces résultats devançant le rapport *Creating value through Open Data* de l'Union européenne (UE), publié en 2015 qui prévoit que l'ouverture des données participerait à économiser d'ici 2020, 1,7 milliard d'euros pour chacun des 28 gouvernements membres de l'UE. Ces chiffres montrent la valeur économique des données ouvertes qui est basée notamment sur leur réutilisation et sur l'innovation technologique. Ces rapports justifient donc la volonté des états d'introduire un modèle de gestion efficace pour atteindre cette rentabilité économique.

Les volontés des premiers hackers d'explorer et de comprendre les failles pour résoudre les problèmes et améliorer les systèmes de façon efficace et pérenne se retrouvent aujourd'hui dans les discours de Tim Berners-Lee et de l'administration américaine (Levy, 2013). Ils sont également en lien avec une logique cybernétique qui représentait pour Stewart Brand et la contre-culture américaine une nouvelle façon de concevoir le monde à travers les réseaux informatiques (Turner, 2012).

1.3.3 La technologie comme condition du gouvernement ouvert

⁶⁶ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré de 4 février 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/about/mission-and-strategy>

⁶⁷ Une des plus importantes agences de consulting à travers le monde.

⁶⁸ Dans cette étude l'Open Data comprend les données publiques ouvertes issues des institutions ainsi que les données provenant des sources privées (entreprises, organisation).

⁶⁹ (Traduction libre) McKinsey & Company. [s.d.]. *McKinsey*. Récupéré le 3 mars 2016 de <http://www.mckinsey.com/business-functions/business-technology/our-insights/open-data-unlocking-innovation-and-performance-with-liquid-information>

Le rôle de la technologie est primordial dans la concrétisation du gouvernement ouvert comme le prouvent les discours de Beth Noveck et Romain Lacombe⁷⁰.

Beth Noveck voit dans les technologies numériques un moyen de moderniser les institutions et revitaliser la démocratie (Noveck, 2009 ; 2012). Pour réaliser ces objectifs, l'ouverture des données doit permettre l'accès aux citoyens à de plus en plus d'informations issues des gouvernements (Noveck, 2012). Ces informations permettraient une meilleure compréhension des actions de l'État et inciteraient les citoyens à collaborer et s'impliquer dans les décisions politiques (*Ibid.*) Cependant, les structures technologiques indispensables pour la réalisation du gouvernement ouvert, nécessitent un accès facile, équitable et à des coûts abordables à Internet ainsi que des plateformes numériques sécurisées et simples à utiliser. Or, il n'existe pas encore de plateforme numérique capable de remplir toutes ces conditions. C'est pourquoi Beth Noveck présente les innovations technologiques comme une nécessité pour la mise en œuvre des gouvernements ouverts tels qu'ils ont été pensés pour favoriser la transparence, la collaboration et la participation.

Romain Lacombe insiste également sur le potentiel de ces données ouvertes et pose la technologie comme réponse à l'amélioration des services publics. Lors de la conférence sur l'Open Data et l'Open Government à Bordeaux en 2013⁷¹, il explique que la mise à disposition des données ouvertes permettrait aux individus, aux organismes et aux entreprises de les réutiliser et de les exploiter librement afin de créer de nouvelles applications de services utiles aux citoyens et à la société. Un article sur le blogue de l'Étalab⁷² donne notamment l'exemple de l'*OpenSolarMap*⁷³,

⁷⁰ Directeur de l'innovation et du développement de la mission Étalab en France de 2011 à 2014.

⁷¹ BxForumEcollab. (2013, 9 juillet). *Open Data et Open Government : vers la démocratie collaborative*. [Vidéo]. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=A9lgY_tvxxk

⁷² Étalab, mission de l'État français [s.d.]. *Étalab*. Récupéré de <https://www.etalab.gouv.fr>

⁷³ Étalab, mission de l'État français [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/opensolarmap>

un projet de cartographie collaboratif basé sur le crowdsourcing⁷⁴ et les data-sciences⁷⁵. Il est expliqué que le but de ce projet est de recueillir des données précises sur les infrastructures françaises afin de calculer le potentiel énergétique des bâtiments, en identifiant le bâti propice à l'installation de panneaux solaires. Ces données pourront être utiles à toute la filière de l'énergie solaire, ce qui représente selon l'Étalab, des opportunités économiques majeures dans ce secteur⁷⁶.

D'autres initiatives mettent les citoyens à contribution dans cette volonté d'innovation technologique, c'est le cas des hackathons (contraction des mots « *hacker* » et « *marathon* »). Sur une durée de 48 h, ces concours consistent à développer des prototypes d'applications de services grâce à la réutilisation de données ouvertes, qui pourront être commercialisées par la suite. En France, l'Étalab et le gouvernement ont organisé plusieurs hackathons sur divers sujets comme l'environnement, dans le cadre de la consommation d'énergie⁷⁷ ou encore les impôts, pour aider la production des avis d'imposition⁷⁸. Cette pratique est notamment courante chez les entreprises comme Facebook, qui organise des hackathons toutes les 6 à 8 semaines où les programmeurs ont une nuit pour réaliser un projet. (Levy, 2013 : 502) Marc Zuckerberg, fondateur de Facebook, reprend à son compte la

⁷⁴ Le terme *crowdsourcing* a été popularisé par Jeff Howe en 2006 : « Crowdsourcing is a newly developed term which refers to the process of outsourcing of activities by a firm to an online community or crowd in the form of an 'open call' ». (Whitla, P. (2009, March 1) Crowdsourcing and its application in marketing activities. *Contemporary Management* 5(1), 15-28. Récupéré de <http://www.cmr-journal.org/article/viewFile/1145/2641>)

⁷⁵ « At its core, data science involves using automated methods to analyze massive amounts of data and to extract knowledge from them. » (New-York University [s.d]. *What is data science?*. Récupéré le 21 août 2016 de <http://datascience.nyu.edu/what-is-data-science>)

⁷⁶ Ainsi, sur OpenStreetMap, une analyse spatiale des bâtiments a permis de faire un premier tri des différentes toitures enregistrées, il fallait ensuite classer en 4 catégories le type de toitures propice à l'installation des panneaux solaires. Grâce à la participation volontaire de plus de 100 000 personnes au projet, 10 000 bâtiments ont pu être classifiés. Cet échantillon recueilli a permis ensuite de créer un classificateur automatique pour le reste des bâtiments, 80% des résultats se sont avérés corrects selon l'Étalab. Les résultats sont maintenant librement accessibles à tous, via OpenStreetMap.

⁷⁷ Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/greentech-retour-sur-les-premiers-hackathons-du-ministere-de-l'environnement-de-lenergie-et-de-la-mer>

⁷⁸ Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/retour-sur-le-hackathon-codeimpot>

philosophie des premiers hackers lorsqu'il affirme qu'il est possible de « créer quelque chose de valeur en une seule nuit » (*Ibid.*)

Les hackathons, organisés au départ par les grandes entreprises comme Facebook, ont été intégrés au sein de la création des gouvernements ouverts comme c'est le cas en France. Les discours de Beth Noveck et Romain Lacombe montrent l'importance accordée à la technologie et surtout aux innovations dans la concrétisation de ce modèle de gouvernement. Cette approche est en lien avec la philosophie des premiers hackers exposée par Levy, où réside une quête de connaissances, d'exploration, de compréhension et d'amélioration. Au regard des discours de Tim Berners-Lee et Steven Levy, l'informatique est présentée comme un outil neutre et performant qui permet d'atteindre la perfection des systèmes et d'améliorer la vie des êtres humains. Comme l'écrit Levy, les systèmes informatiques ne sont pas approximatifs, ils sont calculables, prévisibles et capables d'effectuer des tâches complexes (Levy, 2013).

Pourtant selon Maurice Bulbulian⁷⁹ ou Rob Kitchin⁸⁰ la technique ne peut pas être neutre, et ce depuis les premiers hackers du MIT, puisque les programmes ont été codés par des êtres humains empreints de valeurs et de croyances propres. Maurice Bulbulian affirme que la technologie n'est pas neutre, car elle émane de directives bien spécifiques qui sont rattachées à un mode de pensée basé sur la croyance dans le progrès technique et la maîtrise de la nature. Rob Kitchin corrobore cet argument. Pour lui, la technologie est dépendante du script, du langage utilisé par son créateur. Les êtres humains qui pensent et créent ces machines ont des valeurs et des pratiques directement en lien avec la société dans laquelle ils se socialisent⁸¹. Ainsi les messages véhiculés ne sont pas neutres, car l'outil, par l'intermédiaire duquel ils sont

⁷⁹ Bulbulian, M. (2002). Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie, *Cahiers de recherche CEIM*. Récupéré de <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Gouvernanceelectronique.pdf>

⁸⁰ Rob Kitchin. *The data revolution: Big data, open data, data infrastructures and their consequences*, (Grande-Bretagne : Sage, 2014).

⁸¹ Cornelius Castoriadis. « La démocratie comme procédure et comme régime », (Paris : Les carrefours du Labyrinthe IV : La montée de l'insignifiance, 1996) p. 221-241.

diffusés, ne l'est pas.

Les critiques de Richard Stallman sur l'Open Source se matérialiseraient ici. En effet, rappelons que les partisans des logiciels libres reprochent à l'Open Source d'omettre la vision éthique et de s'attacher uniquement une vision purement pratique afin de pallier au double sens de liberté. Critiques que l'on pourrait relier au terme générique de l'ouverture.

1.4 Vers un « gouvernement technique » ?

1.4.1 Le numérique : un lieu apolitique

Selon Steven Levy et Fred Turner, les technologies numériques au XXI^e siècle tirent leurs origines de deux mouvements des années 1960 : les hackers et la contre-culture américaine. Au départ, chacun des mouvements avait une vision différente de la technologie, pourtant ils ont trouvé à travers elle des réponses, en lien avec leurs convictions et leurs valeurs. Pour les premiers hackers,

« Les possibilités offertes par ces systèmes (ordinateurs) importaient moins que le fait de comprendre, explorer et améliorer les systèmes eux-mêmes - l'acte de création, l'exercice désintéressé du pouvoir dans l'univers logique et sans ambiguïté du monde des ordinateurs où la vérité, l'ouverture et la démocratie existaient dans leur forme la plus pure. » (Levy, 2013 : 211)

Steven Levy insiste sur les intentions des premiers hackers, qui relevaient de la quête de connaissances et de la volonté de création. Pour eux, la rémunération avait peu de valeur comparée au fonctionnement des systèmes. Le 1,60\$ de l'heure qu'ils recevaient pour travailler sur les programmes n'était pour eux qu'un bonus, ils souhaitaient avant tout mettre les ordinateurs à disposition au plus grand nombre (Levy, 2013 : 49-56). C'est dans cette vision de la technique que Fred Turner explique que le mouvement hippie s'est approprié les réseaux informatiques. Comme

nous l'avons exposé plus tôt, les hippies voyaient dans l'informatique un moyen de s'émanciper et une nouvelle façon de communiquer avec les autres (Turner, 2012). Pour la contre-culture américaine, l'informatique était dans les années 1960 une vaste communauté qui régénérait les liens sociaux et où la créativité n'avait plus de limite (*Ibid.*)

Les hippies ne connaissaient rien à la complexité du « matériel » des hackers (Levy, 2013) pourtant ces deux mouvements s'accordent sur un aspect : ils rejetaient tous les deux la hiérarchie et toutes les formes d'autorité qu'elles soient étatiques ou corporatives. Ils étaient apolitiques et croyaient à une nouvelle forme de progrès grâce à la technologie.

Levy explique que pour les hackers, aucune barrière, qu'elle soit gouvernementale, universitaire ou corporative, ne devait les empêcher de progresser dans leur exploration des systèmes informatiques (Levy, 2013 : 40). Les hackers ont le pouvoir lorsqu'ils sont aux commandes d'un ordinateur « et tout ce qui limitait ce pouvoir était naturellement à combattre⁸² » (Levy, 2013 : 41). De même, l'auteur décrit les technologies informatiques comme « un monde dans lequel la politique et les luttes sociales étaient hors de propos » (Levy, 2013 : 217).

Pour la contre-culture américaine, les réseaux informatiques étaient un moyen d'échapper à la hiérarchie (Turner, 2012). Selon Turner, les hippies rejetaient toutes les formes d'autorité que ce soit l'État, la famille, l'école ou encore les entreprises. L'informatique était vue comme une métaphore de l'ordre naturel et spontané qui élimine les hiérarchies et met les individus en réseau sans la présence d'autorité supérieure (Turner, 2012).

⁸² Dans son livre, Steven Levy prend notamment l'exemple d'IBM (International Business Corporation). Cette société internationale spécialisée dans les logiciels, systèmes et matériel informatiques est une des premières sociétés à avoir conçu un ordinateur et c'est sur le TX-0 que les premiers hackers du MIT ont travaillé. Pourtant, Levy explique que les hackers considéraient IBM et ses ingénieurs comme le comble de la « pensée bureaucratique. » Les ingénieurs d'IBM ne prenaient pas au sérieux les premiers hackers. (Levy, 2013 : 40 ; 41)

Que ce soit pour les hackers ou les hippies, la créativité ne pouvait s'exprimer que dans un contexte peu réglementé et peu hiérarchisé. (Dardot et Laval, 2015 : 174) Cette approche est encore défendue par les partisans des logiciels libres, qui mettent en exergue la notion de liberté au sens d'accessibilité et de non-réglementation. La littérature hacker appuie cet argument, « l'horizontalité, l'égalité et la plus grande liberté sont présentées comme les principaux atouts des réseaux collaboratifs et sont régulièrement opposées à l'obsession de la prescription et du contrôle des entreprises et des administrations » (*Ibid.*)

D'autre part, pour Dardot et Laval, cette vision de « parfaite neutralité du net » serait l'héritage technique de la circulation des données dans les réseaux sous forme de « paquets » (Dardot et Laval, 2013 : 177). « Dire qu'Internet s'est construit sur un principe de neutralité signifie que tous les « paquets » sont traités de façon strictement égale, quel que soit leur contenu » (*Ibid.*)

Ainsi, dans les années 1960 l'informatique ne concernait ni le commerce ni le gouvernement. Les premiers hackers et les hippies avaient trouvé dans ces technologies un moyen de s'affranchir des hiérarchies et du contrôle de l'État. Comme le soutient Levy, les réseaux informatiques étaient des lieux logiques, purement techniques, apolitiques, où les luttes sociales n'existaient pas (Levy, 2013). Or, depuis les années 1970 et le début de la commercialisation des ordinateurs personnels, le commerce aurait pris possession de cet environnement numérique. Les chiffres d'affaires de Facebook, IBM, Google ou encore Microsoft⁸³ montrent l'importance des revenus générés par ce secteur. De même, depuis la fin des années 1990 l'État est entré progressivement dans le numérique et l'adhésion des 65 pays à l'OPG montre l'importance de cette dynamique en 2016. Si l'État en adhérant au numérique, est entré dans un lieu purement technique, logique et pratique, où le politique et les luttes sociales sont hors de propos alors où se trouve le politique ? Est-

⁸³ Boursorama. [s.d.]. *Boursorama*. Récupéré le 7 mai 2016 de <http://www.boursorama.com/bourse/profil/profilfinance.phtml?symbole=GOOG>

il possible que le gouvernement ouvert, en se basant sur les technologies numériques, ait abandonné toute dimension politique pour fonctionner de manière technique et logique comme les éléments binaires des hackers dans les années 1960 ? Pourtant Rob Kitchin et Maurice Bulbulian démontrent que les technologies numériques ne peuvent pas être neutres. Alors où se trouve alors le politique au sein du numérique ?

1.4.2 Entre technologie et démocratie

Si dans les années 1960 les technologies numériques étaient considérées comme apolitiques, elles sont aujourd'hui au cœur de la mise en place des gouvernements ouverts et joueraient un rôle majeur dans l'amélioration de la participation citoyenne. Le site de l'Étalab réaffirme les piliers de la démocratie au sein du gouvernement ouvert en s'appuyant sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 :

« La transparence, l'intégrité, le devoir pour l'État de rendre des comptes et la participation des citoyens aux décisions qui les concernent sont des piliers de la démocratie. »⁸⁴

Selon l'Étalab, cette transparence serait possible grâce aux technologies numériques qui constitueraient l'opportunité de « renouveler, enrichir et étendre la participation et la co-construction entre l'État et les citoyens » (*Ibid.*) et ainsi de concrétiser les piliers de la démocratie tels qu'ils sont énoncés plus haut.

En 2012⁸⁵, Beth Noveck expose sa vision du gouvernement ouvert et plus précisément celle de la participation et de la collaboration citoyenne. Elle pose l'idée que de nombreux phénomènes naturels (rivières, feuilles, poumons) sont construits sous la forme de flux capables d'être canalisés pour permettre l'alimentation de tout leur système (Noveck, 2012). Noveck explique que les médias socionumériques sont

⁸⁴ Étalab, mission de l'État français. [s.d]. *Étalab*. Récupéré le 12 avril 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/gouvernement-ouvert>

⁸⁵ Technology, Entertainment and Design. (2012, juin). *Beth Noveck: Demand a more open-source government* [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de https://www.ted.com/talks/beth_noveck_demand_a_more_open_source_government

inspirés de cette circulation de flux et dit admirer la participation et la collaboration des utilisateurs au fonctionnement de ces plateformes. Elle propose donc de repenser (*redesign*) les institutions en s'inspirant des médias sociaux numériques. Pour l'ancienne députée, l'État est un canalisateur de *flux* (valeurs, monnaie, expertises). Ces flux proviennent des citoyens et des institutions qui sont ensuite sollicités pour prendre des décisions par l'intermédiaire du vote. Or pour Beth Noveck, exprimer ses idées et ses opinions une seule fois tous les deux ou quatre ans n'est pas suffisant à l'ère numérique. L'idée serait de mettre en place des plateformes en ligne à l'image des médias sociaux numériques pour renouer le dialogue entre les citoyens et l'État. Ce qui ne voudrait pas dire que ce système remplacerait le gouvernement, mais que les institutions s'inspireraient de l'ouverture de ces plateformes pour intégrer la participation et la collaboration des citoyens au cœur des décisions politiques (Noveck, 2012). Beth Noveck propose ainsi d'ouvrir l'interface du gouvernement américain afin de travailler ensemble (citoyens et État) pour la construction de ces nouvelles plateformes. Elle insiste sur l'intégration directe des citoyens au sein du processus de décisions publiques (Noveck, 2012).

Dans « Wiki-Government. How Open-Source Technology Can Make Government Decision-Making More Expert and More Democratic »⁸⁶, Beth Noveck détaille son modèle de participation. Dans ce texte, l'auteure fait état d'un processus politique décisionnel rigide et réglementé par des groupes d'experts et déplore la faible consultation du public. Les nouvelles technologies sont pour elle une opportunité d'améliorer ces processus « new technology may be changing the relationship between democracy and expertise, affording an opportunity to improve competence by making good information available for better governance » (Noveck, 2008). Elle ajoute que « les ordinateurs permettraient de délibérer sans discussion interminable et sans avoir besoin d'être dans la même pièce » (Traduction libre. Noveck, 2008). Elle

⁸⁶ Noveck, B.S (2008). Wiki-Government, How open-source technology can make government decision-making more expert and more democratic *Democracy journal*. Récupéré de <http://democracyjournal.org/magazine/7/wiki-government>

distingue *l'expertise professionnelle* des élus et *l'expertise non professionnelle* des citoyens, qu'elle pense indispensable à la construction d'un consensus démocratique. Ainsi, Noveck prône la prise en compte des expertises non professionnelles qui posséderaient des informations importantes pour améliorer le processus de décision politique (*Ibid.*) L'auteur insiste sur une participation commune et collective et non plus seulement individuelle : « In order to make it possible for ordinary, busy people to participate, and for government to make use of their knowledge, government must design the practices of public participation to enable groups, not just individual, to participate » (Noveck, 2008).

Dans cet article les termes « expertise » et « démocratie » sont associés, « we can procure government decision-making that is both more expert and, at the same time, more democratic » (*Ibid.*) Or, le terme *expert* signifie « qui a acquis une grande habileté, un grand savoir-faire dans une profession, une discipline, grâce à une longue expérience. »⁸⁷ Même si Noveck parle d'une expertise *non professionnelle*, il reste que ce n'est plus une idée ou une opinion, mais bien un savoir dont il est question. Il s'agit de se demander en quoi introduire une telle expertise rendrait le processus décisionnel plus démocratique.

D'autre part, Noveck a également publié en 2009 le livre, *Wiki Government : How Technology Can Make Government Better, Democracy Stronger, and Citizens More Powerful*.⁸⁸ Dans ce livre Beth Noveck explique que le gouvernement ouvert cherche à rendre les citoyens plus « puissants » ou du moins plus émancipés (*empowerment*) et la démocratie plus « forte » grâce aux technologies numériques.

⁸⁷Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. (2005-). *Lexicologie*. Récupéré de <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/expert>

⁸⁸Beth Simon Noveck, *Wiki Government: how technology can make government better, democracy stronger, and citizens more powerful*, (United States : Brookings Institution Press, 2009)

Dans le cadre du gouvernement ouvert, les discours sur la démocratie intègreraient également cet idéal de performance. Nous avons vu que Beth Noveck associe les termes « expertise », « citoyenneté » et « démocratie ». Or, être citoyen ne demande pas une expertise au même titre que les programmeurs. Un citoyen est un sujet de droit qui dispose de droits politiques et civils⁸⁹ et dont les capacités, les résultats ou le potentiel ne sont pas mesurés au même titre que les hackers. Il est possible de devenir hacker or nous ne devenons pas « citoyen ». De même, l'ancienne députée parle d'un citoyen plus puissant et d'une démocratie plus forte, des termes qui font référence au champ lexical de la performance. Ces discours envisageraient une démocratie plus performante, c'est-à-dire une démocratie qui répondrait à des objectifs préalablement fixés et mesurables à l'aide d'indicateurs de performance tels que l'abstention, le nombre de dépôts de brevets, la baisse des dépenses publiques, la rentabilité des services publics, etc. (Noveck, 2012 ; Lacombe, 2013 ; Berners-Lee, 2009)

Alors que la contre-culture américaine et les hackers ne prenaient pas en compte l'État dans leurs projections au sein des réseaux informatiques, les valeurs de ces deux mouvements semblent se transposer au sein des représentations du gouvernement ouvert et de l'ouverture des données. En effet, l'idéal de la performance rattaché aux réseaux informatiques se retrouvent dans les discours de Tim Berners-Lee ou Beth Noveck, qui présentent une nouvelle façon de concevoir le monde et les institutions grâce à la technique (Noveck 2009, 2012 ; Berners-Lee, 2009). La « révolution » que voyait Beth Noveck quand elle parle du gouvernement ouvert en 2012 ne serait alors qu'une réappropriation de l'éthique des hackers au sein du gouvernement (Noveck, 2012). De même, la volonté d'émancipation par l'utilisation des technologies numériques fait également écho aux ambitions de la contre-culture américaine qui souhaitait inventer de nouvelles façons de se lier aux

⁸⁹ Universalis. [s.d.]. *Encyclopedie*. Récupéré le 5 octobre 2016 de <http://www.universalis.fr/encyclopedie/citoyennete>

autres et à la nature.⁹⁰ Cette émancipation passait notamment par la libre expression de soi sur les réseaux. Aujourd'hui, cette approche s'est modifiée pour s'adapter au gouvernement. Noveck ne prône pas une libre expression de soi dans une approche individualiste, mais plutôt un retour au commun avec la possibilité de créer des débats publics en ligne.

Pourtant Beth Noveck nuance aujourd'hui ses propos. Dans une entrevue accordée en 2011⁹¹, elle revient sur la publication officielle des agendas et des salaires des secrétaires de Cabinets américains. Suite à cet événement, Noveck remet en question la notion d'ouverture et le terme même de « gouvernement ouvert » qui entraîne selon elle des confusions. L'ancienne députée avance que l'ouverture du gouvernement n'implique pas la publication de n'importe quelles informations. En effet, cela se focaliserait uniquement sur objectif de transparence et occulterait la dimension politique et démocratique du gouvernement ouvert. (Noveck, 2011). Noveck réaffirme le fait que le gouvernement ouvert consiste à changer complètement le fonctionnement de l'État pour créer des « participatory institutions » et introduire une véritable collaboration entre l'État et les citoyens au sein d'une logique de transparence. Cependant dans cet article, elle reste convaincue que la réalisation de ces objectifs passe par les technologies numériques (Noveck, 2011).

Lawrence Lessig quant à lui, dénonce depuis plusieurs années l'influence des intérêts privés au sein de la démocratie américaine. En 2013, quatre ans après le lancement du gouvernement ouvert aux États-Unis, le juriste américain expliquait devant l'auditoire des conférences TED⁹² de quelles manières les *lobbys* influencent encore les politiques américaines. Pourtant, la baisse de l'influence des *lobbys* et la lutte contre

⁹⁰ Fred Turner, *Aux sources des utopies numériques. De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence. (États-Unis, C&F éditions : 2012).

⁹¹ Noveck, B.S (2011, 4 juillet). What's in a name? Open Gov and Good Gov. *Huffingtonpost politics*. Récupéré de <http://www.huffingtonpost.com/beth-simone-noveck/whats-in-a-name-open-govb845735.html>

⁹² Technology, Entertainment and Design. (2013, février). *Lawrence Lessig: We the people, and the Republic we must reclaim*. [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de https://www.ted.com/talks/lawrence_lessig_we_the_people_and_the_republic_we_must_reclaim

la corruption sont deux missions fondamentales inscrites au sein de l'OGP et de la *White House Open Government Initiative*.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

2.1 Le gouvernement ouvert : l'impossibilité d'être non-politique

2.1.1 La nécessité d'un pouvoir explicite

Pour Cornelius Castoriadis, une société sans État est concevable, en revanche il est impossible d'imaginer une société sans *politique*. *La politique* correspond à « l'activité explicite et lucide concernant l'instauration des institutions souhaitables » (Castoriadis, 1995 : 225). Alors que *le politique* est « l'ensemble des pratiques et des institutions à travers lequel l'ordre est créé, un ordre qui fait sens et qui organise la façon dont les êtres humains coexistent » (Mouffe, 2005). Pour Castoriadis *le politique* « est tout ce qui concerne ce pouvoir explicite » et une société sans *pouvoir explicite* ne peut pas exister (Castoriadis, 1995). Chaque société possède un pouvoir institué qui relève d'un système de valeurs « spontané » communément accepté et partagé par celle-ci. Il ne peut pas exister de système de droits neutres (*Ibid.*) Ainsi, une démocratie même si elle est fondée sur les technologies numériques est nécessairement dépendante d'un système de valeurs institué par la société dans laquelle elle s'applique. Selon Castoriadis, il est impossible de penser un gouvernement sans politique, sans idéologie, légitimée par un ensemble de représentations constitutif de l'imaginaire social.

2.1.2 L'imaginaire institué de la société

« Reality exists in the human mind, and nowhere else. »
- George Orwell, *1984*

Cette citation introduit la théorie que Castoriadis a développé dans son livre *L'institution imaginaire de la société*⁹³. Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à comprendre ce qui permet à une société d'exister. Il avance l'idée que les institutions possèdent une vue dite *fonctionnelle* qui assure les fonctions de la santé, de l'éducation, de la production, de la gestion de la collectivité, etc. (Castoriadis, 1975 : 174) et une vue dite *symbolique*. Cette dernière représente l'ensemble des significations collectives présentes dans le social-historique et constitutives de *l'imaginaire social*. L'auteur précise que pour s'exprimer le symbolique utilise l'imaginaire. Ainsi, toute société repose sur un réseau symbolique composé d'un *magma* de significations et de représentations qui fait sens et institue *un* ordre propre à chaque société. Pour que ces représentations donnent un sens, il est primordial qu'elles soient communément acceptées et socialement intégrées dans l'imaginaire collectif (*social*) de la société. Castoriadis explique que cet ordre n'est pas figé dans le temps, il est en perpétuel mouvement, c'est pourquoi on n'explique pas le réel, mais on se l'explique. En ce sens, il n'y a pas de synthèse possible puisqu'il existe une multitude de mondes possibles et chaque société évolue dans *un* monde. Ainsi, le gouvernement ouvert fait partie d'un imaginaire socialement institué et comporte des significations et des représentations conformes à celui-ci.

L'individu est quant à lui indissociable de la société : « Dès sa naissance le sujet humain est pris dans un champ social-historique et placé sous l'emprise à la fois de l'imaginaire collectif instituant, de la société instituée et de l'histoire dont cette institution est l'aboutissement provisoire. » (Castoriadis, 1995 : 223) L'erreur est de croire en un individu en dehors du social ou comme un être pré-social puisqu'il ne peut pas y avoir d'humanisation sans socialisation, comme le démontre l'exemple du langage (*Ibid.*) Pour communiquer entre eux, les êtres humains sont obligés dès le plus jeune âge d'utiliser des mots, des codes et des gestes qui sont socialement institués dans la société dans laquelle ils évoluent. C'est ainsi qu'en premier lieu une

⁹³ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, (Paris : Seuil, 1975)

société engendre nécessairement des individus qui lui ressemblent et qui la reproduisent (Castoriadis, 1995 : 223). Ainsi une société démocratique ne serait possible que si elle produit des individus démocratiques.

2.2 L'imaginaire rationnel institué du gouvernement ouvert

2.2.1 La rationalité systématique du monde moderne

En 1975, Castoriadis analyse le monde moderne comme dépendant d'une rationalisation à outrance, où la société pense avoir accès au réel grâce à l'objectivité de la science et l'automatisation technique. Le philosophe traite le monde moderne comme empreint d'une « nouvelle forme historique de l'imaginaire » ou d'un « imaginaire au deuxième degré » (Castoriadis, 1975). Il prend l'exemple du modèle économique capitaliste pour illustrer cette nouvelle forme de l'imaginaire. De la production à la consommation, ce modèle économique satisfait bien plus que les besoins de subsistance. Selon Castoriadis, la société moderne crée des besoins dits *artificiels* en remplaçant des biens encore fonctionnels par de nouveaux qui sont plus performants ou plus à la mode. Cette production n'a pas de finalité autre qu'elle-même (Castoriadis, 1975). Castoriadis ajoute que « le fonctionnel est suspendu à l'imaginaire : l'économie du capitalisme moderne ne peut exister qu'en tant qu'elle répond à des besoins qu'elle confectionne elle-même. » (Castoriadis, 1995 : 237-238). Selon cette approche, le monde moderne serait pris dans l'imaginaire symbolique de la rationalité en proie à une systématisation de toutes les sphères de la société. L'auteur parle de *pseudo-rationalité* dans le sens où cette rationalité est arbitraire et ne repose sur aucune raison.

Selon Castoriadis, cette rationalité est imaginée et la classe dominante qui semble pourtant la contrôler par le biais de l'expansion industrielle, est elle-même dominée par cet imaginaire. L'objectivité, que la société moderne cherche à atteindre par une rationalité systématique de toutes les sphères sociales, serait donc vaine puisque le

réel n'est accessible que par l'imaginaire social de l'époque considérée. Cette théorie va être reprise en 2012, par Béatrice Hibou dans son livre *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*⁹⁴. L'auteur ne parle pas d'*imaginaire*, mais d'*abstraction* pour désigner les représentations mentales de la vie réelle issues d'un travail d'élaboration à partir d'éléments de la vie quotidienne. L'auteure met en exergue la primauté des normes, des procédures et des règles qui découlent d'une conceptualisation rationnelle de la réalité. Elle précise que « ces abstractions sont des formes sociales avec une histoire et impliquent des conceptualisations, des stratégies, des façons de penser et de problématiser qui façonnent la compréhension des situations pratiques. » (Hibou, 2012) Ces abstractions se sont développées et généralisées au sein de toutes les sphères sociales aujourd'hui jusqu'à devenir une « représentation évidente, neutre et objective de la réalité ». Elle analyse ces abstractions comme le mode d'expression et d'exercice du pouvoir des institutions. Autrement dit, Hibou parle d'*abstraction* comme mode de gouvernement. Pour illustrer cette idée, elle donne l'exemple de la *pensée Powerpoint* qui consiste en une mathématisation du savoir où les formalisations mathématiques et économiques sont prises comme une représentation de la réalité (Hibou, 2012).

La célèbre phrase « We want raw data now ! » scandée par en 2009⁹⁵ Tim Berners-Lee illustre les théories de Castoriadis et Hibou. Le physicien britannique cherche à améliorer la connaissance du monde par les données.⁹⁶ Or, pour reprendre l'idée de Castoriadis, cette recherche de rationalité se traduit notamment par une universalisation de la raison technique, le fruit d'un imaginaire rationnel, qui légitime l'idéologie dominante. Selon l'auteur, l'idéologie ne peut pas exister sans imaginaire et elle serait nécessairement influencée par cet imaginaire, sans pour autant en faire

⁹⁴ Béatrice Hibou, *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*. (Paris : La Découverte, 2012). Pour l'auteur, le *néolibéralisme* caractérise la norme « contemporaine » de notre société qui se caractérise par la fusion entre le privé et le public, l'unicité des logiques économiques et financières et l'imposition des pratiques managériales dans l'ensemble des sphères sociales (Hibou, 2012).

⁹⁵ Technology, Entertainment and Design. (2009, 13 février). *Tim Berners-Lee: The Next Web*. [Vidéo]. Récupéré de https://www.ted.com/talks/tim_berners_lee_on_the_next_web

⁹⁶ Les données brutes seraient recueillies et extraites des logiciels sans transformation préalable.

l'amalgame. Selon le discours de Tim Berners-Lee, les données, les statistiques, les algorithmes et la technique sont considérés comme des outils objectifs et neutres qui permettent de comprendre le réel. Or, comme l'ont exposé Castoriadis et Hibou, le réel n'est accessible que par le biais de conceptions, de catégories et d'imaginaire socialement institués. L'objectivité tant recherchée par Tim-Berners Lee serait donc imaginée et les outils statistiques et techniques ne seraient pas neutres, mais bien dépendants de l'idéologie dominante.

2.2.2 La technologie dépendante de l'idéologie dominante

Ainsi, la technique serait indissociable d'un système de valeurs propre aux sociétés contemporaines et ne pourrait pas être neutre comme le propose Rob Kitchin⁹⁷. Pour lui, la technologie est dépendante du langage utilisé par son créateur. Ainsi, les messages, les avis et les opinions véhiculés par les outils techniques, par exemple sur les plateformes de conversation en ligne ou sur les médias socionumériques ne seraient pas neutres puisque l'outil lui-même ne l'est pas. Selon cette approche, le gouvernement ouvert ferait partie d'un imaginaire et il serait également dépendant des technologies numériques qui véhiculent un certain nombre de valeurs, de codes et de symboles socialement partagés et intégrés par la société considérée. Ainsi, l'idéologie néolibérale, supportée par un imaginaire articulé autour de la rationalité, influencerait le gouvernement ouvert dans sa mise en place et son déploiement.

Au sein des discours du gouvernement ouvert, les technologies numériques semblent occulter le *politique*. Posées comme *neutres*, celles-ci ne répondraient qu'à un objectif d'efficacité. Dans cette représentation, les technologies ne sont pas empreintes d'idéologie, mais sont considérées comme purement instrumentales. Le *politique* est alors évacué de cette démarche puisqu'il repose sur des idées et qu'il n'est pas quantifiable ou mesurable. La modernisation de l'État, guidée par des

⁹⁷ Rob Kitchin, *The data revolution: Big data, open data, data infrastructures and their consequences*, (London : Sage, 2014)

objectifs d'efficacité et de rentabilité, entraînerait l'instauration d'une démocratie qui ne reposerait plus sur des idées, mais sur des opérations techniques. Pourtant il est impossible selon Castoriadis de concevoir ainsi une démocratie sans dynamique essentiellement politique (Castoriadis, 1995).

Dans le but de comprendre les dynamiques qui entourent le gouvernement ouvert au XXI^e siècle, nous proposons d'identifier le contexte historique, économique, politique et social qui caractérise l'évolution de nos sociétés occidentales depuis les années 1960.

2.3 Vers un monde « globalisé » et un régime d'accumulation des ressources

2.3.1 L'émergence de la société de l'information

À la fin des années 1960, le développement des technologies numériques s'est traduit selon Pierre Musso⁹⁸ par la fin du modèle industriel fordiste⁹⁹ au profit de l'émergence d'un nouveau mode d'organisation de la production dit postfordiste et d'une économie basée sur les services. Pour l'auteur, le début des années 1970 marque le succès d'une « multitude d'approches sociologiques et managériales fondatrices d'un discours politico-technocratique » ainsi que le triomphe des discours sur la « révolution dans l'information » (Musso, 2002 : 91). Tim Jordan dans son ouvrage « *Cyberpower. The Culture and Politics of Cyberspace and the Internet* »¹⁰⁰, identifie lui aussi les années 1970 comme « le début d'un changement fondamental

⁹⁸ Musso, P. (2002). L'économie symbolique de la société d'information. *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, (XL-123), 91-113.

⁹⁹ Le modèle fordiste est un mode d'organisation du travail qui se caractérise par un rapport salarial fondé sur un ensemble de protections juridiques et sociales et le partage des gains de productivité. Sur le plan technologique, il s'agit d'une production en série de produits standards avec une stricte division des tâches exécutées par les ouvriers spécialisés (Cox, 1990 et Renault, 2006). Le Fordisme se définit par un régime d'accumulation caractérisé par la production de masse, impliquant une consommation de masse. C'est un mode de production intensif. (Lexique d'économie (2008). Fordisme. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.). 10^e édition (p. 392). Paris : Dalloz)

¹⁰⁰ Tim Jordan. *Cyberpower: The culture and politics of cyberspace and the Internet*, (London : Routledge, 1999)

dans la nature de la société, où l'information va peu à peu prendre une place centrale » (Traduction libre. Jordan, 1999 : 145).

Les travaux sur les réseaux informatiques et sur la circulation des flux d'informations décrits par Steven Levy et Fred Turner auraient joué un rôle important dans cette transformation, en mettant l'information et la communication au centre de la société. Dans son livre, Turner expose qu'en 1987 Stewart Brand lance le *Global Business Network (GBN)*, un « *think tank* » destiné à convertir les entrepreneurs au management post-fordiste, qui faisait alors le pont entre « les rhétoriques, les théories et pratiques sociales de la contre-culture et la cybernétique » (Turner, 2012 : 27). Le GBN était présenté sous la forme de ce que l'on peut qualifier aujourd'hui de séminaire professionnel où les cadres et les dirigeants étaient formés à une certaine ouverture d'esprit (*Ibid.*) Ces séminaires mettaient l'information au centre et prônaient une certaine autonomie des employés, une fin des hiérarchies et une introduction des formations (Turner, 2012). Pour Fred Turner, c'est ce qui a permis d'intégrer la critique contre-culturelle au sein du modèle capitaliste¹⁰¹ post-fordiste, qualifié aussi de « nouvel esprit du capitalisme »¹⁰² par Boltanski et Chiapello. En effet, selon Turner, les idéaux libertaires ont pu s'introduire dans le monde numérique en raison d'un processus de dépolitisation et de la réalisation de l'émancipation par la libre expression de soi que les pionniers du Web avaient initialement investis : « La communauté émancipée s'est fondue dans un vaste marché d'individus en quête d'authenticité et d'autonomie » (Turner, 2012 : 27). Cela a abouti pour Turner, à l'émergence de la Nouvelle Économie¹⁰³ dont le *Wired*¹⁰⁴ est devenu le symbole de

¹⁰¹ Au sens juridique le capitalisme désigne un statut de propriété privée des moyens de productions. Au sens politique il désigne une idéologie et un régime de libre entreprise. (Lexique d'économie (2008). Capitalisme. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 121). Paris : Dalloz)

¹⁰² Luc Boltansky & Ève Chiapello. Le nouvel esprit du capitalisme. (Paris, Gallimard : 1999).

¹⁰³ Turner fait référence ici à l'économie qui s'est développée à partir des années 1980 et qui repose sur les technologies de l'informations et de la communication.

¹⁰⁴ Magazine créé aux États-Unis en 1993 par Jane Metcalfe et son conjoint Louis Rossetto. Il a été conçu pour révéler les perspectives multimédias de la convergence numérique et l'héritage de la pensée des pionniers des technologies informatiques. Le *Wired* vante encore aujourd'hui la dimension révolutionnaire du monde numérique émergent. (Turner, 2013)

cette génération, appelée « génération numérique » (*Ibid.*), « [...] les valeurs culturelles de 68 se sont largement diffusées et où les intérêts marchands ont épousé les revendications de l'individualisme contemporain. » (Turner, 2012 : 28)

Cette nouvelle société dite de l'information va connaître son apogée à partir des années 1990, grâce au programme politique de l'administration américaine (Musso, 2002, Jordan 1999). En 1993, le Président Bill Clinton et son Vice-Président Al Gore proposent de relancer l'économie grâce à l'information¹⁰⁵ et aux nouvelles technologies. Ils lancent le programme National Information Infrastructures (NII) avec la volonté de créer « l'inforoute globale de l'information » à l'international, permettant de renforcer les capacités d'expression des citoyens et l'échange d'informations. À partir de cette période, l'information devient selon Maurice Bulbulian, un bien commun¹⁰⁶ (Bulbulian, 2002). Manuel Castells¹⁰⁷ a analysé cette nouvelle société dans laquelle il identifie l'émergence d'un « capitalisme informationnel ». Ce nouveau mode de production aurait pour but d'augmenter la productivité¹⁰⁸ et s'accompagnerait d'une nouvelle structure planétaire, d'une société en réseau et d'une nouvelle division du travail (Jessop, 2000 ; Garnham, 2000). Pour Castells, le développement des technologies numériques aboutirait à une forme particulière d'organisation où la création, le traitement et la transmission de l'information seraient « les sources premières de la productivité et du pouvoir. » (Garnham, 2000 : 58) Ainsi, pour Tim Jordan c'est la première fois dans l'histoire que l'information et la connaissance deviennent des forces de production¹⁰⁹ (Jordan,

¹⁰⁵ L'information est considérée ici comme la nouvelle richesse d'un monde « globalisé ».

¹⁰⁶ En terme économique il s'agit « d'un bien dont la consommation par un individu ne réduit pas la satisfaction des autres (cet aspect correspond au principe de non-rivalité d'un bien) et pour la consommation duquel il est impossible d'en priver qui que ce soit (principe de non-exclusion). Un bien commun peut être public ou privé. » (Lexique d'économie (2008). Bien commun. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.). 10^e édition (p. 94). Paris : Dalloz)

¹⁰⁷ Manuel Castells. *The Rise of Network Society*. (Oxford : Blackwell, 1996)

¹⁰⁸ Rapport entre la production et les facteurs qui ont permis de l'obtenir. (Lexique d'économie (2008). Productivité. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.). 10^e édition (p. 684). Paris : Dalloz)

¹⁰⁹ Force ou facteurs de production « désignent les ressources constituées d'éléments originels (nature, travail) ou dérivés (capital) dont la combinaison permet la production. La contribution de chaque facteur donne lieu à une contrepartie en termes de rémunération : la rente, le salaire, l'intérêt. »

1999). Jordan précise que cela ne signifie pas que « l'information n'existait pas dans les modèles de production précédents, mais que pour la première fois l'information est le principe central de la production, de la consommation et plus généralement du pouvoir au sein de la socioéconomie globale ». (Traduction libre. Jordan, 1999 : 147) Ce que certains auteurs tels que Bob Jessop qualifieront *d'économie de la connaissance*.

2.3.2 La mise en marché de la connaissance

Bob Jessop dans *The State and the Contradictions of the Knowledge Driven Economy*¹¹⁰ s'appuie sur la thèse de Castells et analyse l'économie de la connaissance ainsi que ses conséquences sur l'État. Jessop explique que le passage de l'agriculture à l'industrialisation puis à l'âge de l'information¹¹¹ s'apparente aux différents facteurs de production (Jessop, 2000 : 2). Alors que l'industrialisation reposait sur le travail manuel et le capital, l'âge de l'information serait fondé sur les TIC¹¹² et le travail intellectuel. L'auteur adresse alors un constat ; la connaissance et l'information sont aujourd'hui posées comme des facteurs de production similaires à la terre, au capital, ou au travail manuel (*Ibid.*)

À partir de ce constat, Jessop met en exergue plusieurs conséquences de cette économie de la connaissance qui résident notamment dans les contradictions entre capitalisme et connaissance. Tout d'abord, il explique que la connaissance ne peut pas être considérée comme une marchandise comme les autres puisque celle-ci serait fondée sur une contraction entre la connaissance comme ressource collective et la connaissance en tant de propriété privée (Jessop, 2000 : 12). Or, même si la

(Lexique d'économie (2008). Facteurs de production. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 368). Paris : Dalloz)

¹¹⁰ Bob Jessop (2000) « The state and the contradictions of the knowledge-driven economy » *The Department of Sociology, Lancaster University*, 2-14. <https://bobjessop.org/2014/01/03/the-state-and-the-contradictions-of-the-knowledge-driven-economy-2/>

¹¹¹ Il est aussi possible de dire l'informationalisme tiré de l'anglais « *informationalism* ».

¹¹² Terme relativement dessué aujourd'hui qui signifie Technologie de l'Information et de la Communication.

connaissance fait aujourd'hui partie d'un processus de privatisation avec l'introduction de la propriété intellectuelle ¹¹³, elle est toujours générée collectivement, la connaissance est pour l'auteur un bien non-rival (*Ibid.*). Cette thèse est également soutenue par Joseph E. Stiglitz dans *Knowledge As a Global Public Good* ¹¹⁴ où il pose la connaissance comme un bien public ¹¹⁵, « there is zero marginal cost from an additional individual enjoying the benefits of the knowledge – has a strong implication » autrement dit, « l'usage » de la connaissance ne réduit pas sa valeur (Stiglitz, 1999). Pour Jessop, si la connaissance est un bien non rival alors elle ne possède pas intrinsèquement de valeur. Il poursuit en expliquant que la valeur de la connaissance serait établie par une profonde réorganisation sociale dirigée par l'État. (Jessop, 2000 : 2) D'autre part, l'auteur affirme que la connaissance serait aujourd'hui placée sous un régime d'exploitation où les travailleurs produisent de la connaissance pour satisfaire les demandes du marché. « La connaissance et le travail intellectuel seraient ainsi soumis au contrôle capitaliste en raison de leur marchandisation et de leur intégration dans les réseaux et dans les processus de consommation et de production numériques dirigés par le capital. » (Traduction libre. *Ibid.*)

Une des manifestations de cette marchandisation de la connaissance est la multiplication du nombre de brevets livrés depuis les années 1980. Il s'agit pour Dardot et Laval de l'intensification de la concurrence par l'innovation qui place ont

¹¹³ « Elle relève d'un actif intellectuel ou « incorporel » autrement dit une invention, une nouvelle technologie, une nouvelle marque, logiciel, dessin, procédé unique etc. » (Gouvernement du Canada [s.d.]. *Office de la propriété intellectuelle du Canada*. Récupéré le 12 septembre 2016 de http://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr03585.html?Open&wt_src=cipo-ip-main)

¹¹⁴ Stiglitz, J. E. (1999). Knowledge as a global public good. *Global public goods*.1(9), 308-326. Récupéré de <http://s1.downloadmienphi.net/file/downloadfile6/151/1384343.pdf#page=346>

¹¹⁵ Ici le bien public signifie un bien produit par la puissance publique et se distingue du bien privé d'un point de vue juridique. En se basant sur le texte de P.A. Samuelson, le bien public est un bien économique auquel s'applique les mêmes principes que le bien commun c'est-à-dire la non-rivalité et la non-exclusion. Compte tenu de leur caractéristiques, les biens publics doivent être pris en charge par l'État ou toutes autres institutions publiques pour s'assurer de leur production. (Lexique d'économie (2008). Bien public. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 99). Paris : Dalloz)

placé les droits de propriété comme facteur essentiel à la croissance économique. (Dardot et Laval, 2015 : 112) Cette tendance découle notamment de la thèse de Joseph Schumpeter sur la « destruction créatrice » qui met en avant les effets bénéfiques de la dynamique d'accumulation du capitalisme (*Ibid.*) Pour Dardot et Laval, l'extension de la brevetabilité depuis les années 1980 dans des nouveaux domaines tels que l'art et la culture entraîne « une assimilation de la « découverte » scientifique à l'invention commerciale » (Dardot et Laval, 2015 : 115). Ces droits de propriété étendus à la connaissance, à l'information et à la culture démontrent, selon les auteurs, une fusion entre l'industriel et l'artistique qui entraînerait une extension de la logique de la valeur à l'immatériel, symptomatique de l'économie de la connaissance (Dardot et Laval, 2015 : 115-116).

Le discours de Beth Noveck en 2012¹¹⁶ s'inscrit dans cette logique de brevetabilité. Elle explique que le projet du gouvernement ouvert a commencé en 2005 par la création d'un site Web « Peer-to-patent »¹¹⁷ qui permettait à un réseau d'experts (informaticiens, scientifiques, etc.) de donner des informations et des conseils pour aider le gouvernement dans la prise de décision concernant les brevets attribués. Ce projet s'est concrétisé par la restructuration du Bureau des Brevets¹¹⁸ afin de mettre à disposition du public toutes les demandes de brevets. Cette initiative a été menée dans le but d'accroître le nombre de brevet et d'impulser une dynamique d'innovation.¹¹⁹

2.3.3 L'accumulation et l'accélération de l'information

¹¹⁶ Technology, Entertainment and Design. (2012, juin). *Beth Noveck: Demand a more open-source government* [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de https://www.ted.com/talks/beth_noveck_demand_a_more_open_source_government

¹¹⁷ United States Patent and Trademark Office. [s.d.]. *Peertopatent*. Récupéré le 6 mars 2016 de <http://www.peertopatent.org>

¹¹⁸ United States Patent and trademark Office. [s.d.]. *United States patent and trademark office*. Récupéré le 6 mars 2016 de <http://www.uspto.gov>

¹¹⁹ Cette marchandisation de la connaissance exposée dans cette section est aussi mise en application Outre-Atlantique. En 2000 à Lisbonne la Commission au Conseil Européen adopte une stratégie dans le but suivant : « become the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustainable economic growth with more and better jobs and greater social cohesion » (Norman Fairclough et Ruth Wodak, 2005)

Tim Jordan¹²⁰ analyse les conséquences de cette société de l'information et sa relation avec le cyberspace¹²¹. Il met notamment l'emphase sur le développement du capitalisme financier¹²², qu'il qualifie comme la combinaison entre différentes formes de capital qui représente l'argent accumulé en banque, celui investi dans des actions ou obligations et celui qui permet de vendre et acheter des biens et des services. (Jordan, 1999 : 147) Tim Jordan met en lumière « l'intégration de ce type de capitalisme au sein du cyberspace qui aboutirait à la création d'un système global, en temps réel et sans fin » (Traduction libre. *Ibid.*) Il illustre cet argument par le fonctionnement des marchés boursiers dans le monde, où les opérations monétaires sont automatisées via des ordinateurs. L'argent devenu immatériel et informatisé, permettrait de multiplier les achats et les ventes d'actions en temps réel, dans le monde entier et cela 24h/24, ce que Jordan qualifie de « frenetic activity. » (Jordan, 1999 : 147) Les flux d'informations et l'argent circulent à grande vitesse autour du monde et modifient les modalités du travail et du système productif, afin de respecter la dynamique des marchés (flexibilité, production en flux tendus, etc.) (*Ibid.*) Dans son ouvrage, Tim Jordan démontre que le cyberspace offre une structure à cette économie de la connaissance qui se traduirait par une internationalisation de la production, une accélération des échanges et le triomphe du capitalisme financier (Jordan, 1999). Pour l'auteur, le capital financiarisé est l'un des éléments

¹²⁰ Tim Jordan. *Cyberpower: The culture and politics of cyberspace and the Internet*. (London : Routledge, 1999)

¹²¹ Le cyberspace est le nom donné à Internet par les pionniers du Web. Tim Jordan donne deux définitions, la première est celle de William Gibson « a place that collated all the information in the world and could be entered by disembodied consciouesses. » Et celle appelée Barlovian « This space can be understood as a vastly more complex version of the space people enter when they talk on the phone. The emergence of global networks serving millions has seen the emergence of a complicated and seemingly infinite Barlovian cyberspace. » (Jordan, 1999 : 21)

¹²² « La financiarisation de l'économie désigne le phénomène du recours croissant au financement par l'endettement aussi bien des entreprises que des États avec pour conséquences une plus forte prise de risques, la nécessaire rémunération des capitaux empruntés au détriment de la rémunération du travail. » (Lexique d'économie (2008). Finance. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 374). Paris : Dalloz)

fondamentaux de cette société de l'information, dans le sens où l'argent est devenu numérique depuis les années 1980¹²³.

Les transformations liées à la société de l'information et à l'économie de la connaissance auraient également une influence sur le fonctionnement des entreprises aujourd'hui comme l'ont décrit Dardot et Laval dans leur livre « Commun »¹²⁴ ; « l'intelligence collective et le management de la connaissance sont les deux ressources fondamentales de la performance des entreprises. » (Dardot et Laval, 2015 : 180) Il s'agirait d'un nouveau modèle de management fondé sur la collaboration, le partage des connaissances, la co-création et le travail d'équipe. Or, ce type de management rappelle les discours de Stewart Brand au sein du GBN qui prônaient le fonctionnement en réseau, le partage d'informations et la fin de la hiérarchie d'entreprise. Cependant, les communautés virtuelles de partage, tant espérées par la contre-culture des années 1960, se développent aujourd'hui sous « des formes commerciales nouvelles. » (Dardot et Laval, 2015 : 183) Dardot et Laval expliquent que la connaissance se retrouve exploitée sous des nouvelles formes, où même les clients deviennent gratuitement des ambassadeurs de marques. Leurs idées, leurs connaissances et leurs avis sont récupérés par les entreprises pour générer de la valeur (*Ibid.*) « La consommation devient production ou coproduction de la marchandise ; les consommateurs-utilisateurs (*pro-sumers*) sont transformés en coproducteurs bénévoles de l'innovation. » (Dardot et Laval, 2015 : 182) Ainsi, pour les deux auteurs le « capital dirige la production du commun de la connaissance » (*Ibid.*) Cette mise en commun de la connaissance de façon bénévole, au profil des

¹²³ Le terme de capitalisme cognitif est aussi couramment utilisé aujourd'hui pour définir « ce régime économique qui a pour base l'accumulation des connaissances facilité notamment par les technologies de traitement, de stockage et de diffusion de l'information. Selon Bernard Paulré, il s'agit d'une forme de capitalisme dans lequel la financiarisation joue un rôle important mais qui s'articule avec une autre logique fondamentale qui est celle de l'exploitation et de la valorisation de la connaissance dans ses différentes manifestations. » (Lexique d'économie (2008). Capitalisme cognitif. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p.122). Paris : Dalloz)

¹²⁴ Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle* (Paris : La Découverte, 2015).

organisations serait-elle en lien avec la logique de participation et de collaboration au sein du gouvernement ouvert ? Dans le sens où, Beth Noveck pose l'expertise non professionnelle des citoyens comme productrice de valeur dans la prise de décision politique ainsi que dans la restructuration des institutions publiques.

La connaissance représente aujourd'hui une grande valeur. Or, Dardot et Laval insistent sur le fait que celle-ci n'est pas naturellement abondante ou naturelle, elle serait produite par l'intervention de l'État et la mise en place de réglementations qui « façonnent les pratiques » (Dardot et Laval, 2015 : 185.) De même, pour Jessop, tous ces changements auraient des répercussions sur le mode de régulation économique et social ainsi que sur le rôle de l'État et les politiques mises en place (Jessop, 2000).

2.4 Une managérialisation du politique, guidée par l'idéologie néolibérale

2.4.1 Le Grand Tournant et la nouvelle norme mondiale de la concurrence

Cette économie de la connaissance et les mutations qu'elle entraîne découleraient selon Pierre Dardot et Christian Laval¹²⁵ de l'introduction de nouvelles politiques économiques et de l'imposition du *néolibéralisme*. Selon eux¹²⁶, le *néolibéralisme* est bien plus qu'une doctrine économique et politique, il s'agit de :

« [...] la *raison du capitalisme contemporain*, d'un capitalisme débarrassé de ses références archaïques et pleinement assumé comme construction historique et comme norme générale de la vie. » (Dardot et Laval, 2010 : 6).

Le néolibéralisme est ainsi caractérisé par les deux auteurs, comme une raison qui « fait monde », dans le sens où elle est globale et tend à se totaliser dans l'ensemble des dimensions de la vie sociale (*Ibid.*) Dans « la nouvelle raison du monde », Dardot et Laval soutiennent que le néolibéralisme, considéré comme une rationalité, déploie

¹²⁵ Pierre Dardot et Christian Laval, *Le commun*, (Paris : La Découverte, 2015)

¹²⁶ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, (Paris : La Découverte, 2010)

la logique de marché comme logique normative de la société (*Ibid.*) Pour cela, ils identifient les années 1980 comme une période charnière dans la définition du néolibéralisme (avancé). Dardot et Laval qualifient de *Grand Tournant*, la vague de privatisation, de déréglementation et de dérégulation qui s'apparente au début de la mondialisation et du triomphe des théories économiques néolibérales de Milton Friedman (Dardot, Laval, 2010 : 278). Cet économiste a notamment établi la concurrence comme la « nouvelle norme mondiale » faisant de la recherche d'efficacité et de rentabilité l'objectif principal des politiques économiques (*Ibid.*)

La généralisation des politiques de rigueur de Ronald Reagan et Margaret Thatcher¹²⁷ relayées par les grandes institutions internationales comme le Fond Monétaire International (FMI) instaure une « révolution néolibérale » qui va bouleverser le rôle de l'État dans nos sociétés occidentales (*Ibid.*) Friedman propose non pas le recul de l'État, mais la mise en concurrence de celui-ci, dans le but de le rendre plus compétitif. Ainsi, le néolibéralisme ne serait pas une continuité ou une application du libéralisme classique¹²⁸, mais plutôt une « nouvelle logique normative capable d'intégrer et de réorienter durablement politiques et comportements dans une nouvelle direction » (Dardot et Laval, 2010 : 274). Il s'agit bien d'un réengagement de l'État sur de nouvelles bases et non de son retrait. Cette *nouvelle logique normative* est largement guidée par une rationalité politique et sociale, reposant sur les fondements de la mondialisation et du capitalisme financier¹²⁹. Cela implique que

¹²⁷ Le choc pétrolier en 1973 a plongé les États occidentaux, dans une crise économique qui a entraîné une hausse des déficits publics et une série de mesures au Royaume-Uni et aux États-Unis. Cette période, appelée la *Rigueur* devait permettre de casser l'inflation et réduire le déficit public. (Alternatives économiques. [s.d.]. *Dictionnaire*. Récupéré le 30 août 2016 de http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52_def395.html)

¹²⁸ Le libéralisme classique souvent identifié à la théorie de la « main-invisible » d'Adam Smith prônait la non intervention de l'État dans les mécanismes de marchés. Pour Adam Smith le marché s'autorégule *naturellement* grâce à la recherche des intérêts particuliers et aux mécanismes d'offre et de demande. Dans ce cadre, l'État est restreint à la gestion des fonctions régaliennes (armée, police, justice). (Site du Gouvernement français [s.d.]. *Culture économique*. Récupéré le 5 septembre de <http://www.economie.gouv.fr/facileco/adam-smith>)

¹²⁹ Pour Dardot et Laval le capitalisme financier est, à partir des années 1980, la réorganisation du capitalisme sur les nouvelles bases de la finance globale et la concurrence généralisée. En effet, selon les auteurs le capitalisme financier résulte de la « libéralisation financière et la mondialisation de la technologie ». Cela se traduit par la dérégulation de l'économie, la privatisation des entreprises

l'action publique va être redéfinie dans les termes propres aux mécanismes d'offre et de demande du marché pour intégrer une logique de productivité et de rentabilité. La radicalisation de la concurrence deviendrait alors un outil de performance. Nait alors un « état réactif, flexible, fondé sur le marché et orienté vers les consommateurs. » (Dardot et Laval, 2010 : 356). L'État serait aujourd'hui un prestataire de services assujéti aux lois de la concurrence des marchés financiers, mais également un élément clé qui maintiendrait la norme de concurrence « cherchant à attirer une part importante des investissements étrangers en créant les conditions fiscales et sociales les plus favorables à la valorisation du capital. » (Dardot et Laval, 2010 : 283) Or, l'explosion de la bulle Internet en 2000 ou la crise économique des *subprimes* en 2007 démontrent que les états se retrouvent aujourd'hui dépassés par cette finance mondiale dont ils sont pourtant les garants¹³⁰.

Dardot et Laval s'appuient sur les thèses de Rosa Luxembourg et de David Harvey pour analyser le capitalisme dans sa forme néolibérale et la marchandisation de la vie sociale et culturelle (Dardot et Laval, 2015 : 127). L'expansion du capitalisme serait due à l'appropriation des espaces non capitalistes par différents moyens comme le pillage des ressources naturelles locales, la vente et l'achat de marchandises, etc. (*Ibid.*) Les deux auteurs reprennent le concept de « dépossession » développé par Harvey qui représente le processus d'accumulation permanent du capital. Cette dépossession permettrait au capitalisme de s'étendre et d'accélérer la concentration de la propriété et de la centralisation du capital. (Dardot et Laval, 2015 : 129). Elle résulte notamment de la collaboration des moyens politiques et économiques :

publiques, le décloisonnement des marchés financiers et les réformes législatives pour la création d'un marché unique des capitaux. À partir des années 1980, le système financier a été régulé pour réglementer la concurrence et non plus pour protéger de ses effets, comme c'était le cas des années 1930 à 1970. (Dardot et Laval, 2010).

¹³⁰ « La crise des *Subprimes* découle d'une logique spéculative à outrance qui a mené plusieurs banques à la faillite. Cette logique consiste à effectuer des actions risquées dans une transaction marchande (commerciale ou financière), en cherchant à tirer profit par anticipation de l'évolution du niveau général des prix ou de l'évolution d'un prix particulier d'un bien ou d'un actif financier. La spéculation est directement en lien avec l'émergence du capitalisme financier. » (Lexique d'économie (2008). *Subprimes*. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 716). Paris : Dalloz)

« En un mot, elle est à l'œuvre partout où le capital ne se contente pas de reproduire son propre fonctionnement, mais où, sous la pression de la concurrence et de la course à la rentabilité, il cherche à s'étendre et à approfondir son contrôle sur la nature de la société » (*Ibid.*)

Le gouvernement serait donc impliqué dans le développement du capitalisme dans toutes les sphères sociales et intégrerait cette norme de la concurrence.

De fait le gouvernement ouvert n'échappe pas à cette tendance puisque la modernisation de l'État, qui vise une meilleure efficacité des services publics et une baisse des coûts de gestion, répond à ces nouvelles exigences économiques. Rappelons que l'Union européenne prévoit que l'ouverture des données participerait à économiser 1,7 milliard d'euros pour chacun des 28 gouvernements membres d'ici 2020. L'imposition de cet ordre néolibéral entraîne donc des conséquences sur la façon dont les États gouvernent.

2.4.2 La gestion du risque et le règne de la performance

L'État est soumis aux caractéristiques fluctuantes et imprévisibles des marchés financiers. La gestion du risque, inhérente au capitalisme financier, devient ainsi une priorité pour les gouvernements. Dans ce contexte, le « risque devient une nouvelle forme de médiation sociale fondée sur l'information » (Maxime Ouellet *et al.* 2014 : 10). Celle-ci est susceptible de devenir un titre échangeable et créateur de valeur sur les marchés financiers (*Ibid.*) En clair, les procédures et les règles qui constituent une protection face à l'instabilité des marchés seraient aujourd'hui plus importantes que la résolution des problèmes eux-mêmes (Hibou, 2012). L'exercice du pouvoir devrait donc être pensé selon la rationalité d'entreprise afin d'instituer une « bonne gouvernance »¹³¹. L'État reprendrait donc les critères managériaux des entreprises

¹³¹ « La bonne gouvernance est celle qui respecte les conditions de gestion mises aux prêts d'ajustement structurel, et en premier lieu, l'ouverture aux flux commerciaux et financiers, de sorte qu'elle est étroitement liée à une politique d'intégration au marché monétaire. » (Dardot et Laval, 2010 : 358)

afin de réduire le risque, et instituer un nouveau mode de gestion¹³² publique appelé le *New Public Management* (NPM). Pour John Michael Roberts¹³³ le NPM est :

« In practice this has meant implementing market-based policies in public services that include cost-cutting, establishing discrete ‘enterprise’ entities in order to abolish what are seen as bureaucratic conventions, implementing performance-related systems, decentralizing structures, contracting out services, and introducing ‘customer-focused quality improvement systems’ (Box *et al.* 2001, p 612) ». (John Michael Roberts, 2014 : 55)

D’un gouvernement hiérarchisé, nous sommes passés à une gouvernance généralisée qui légitimerait l’action publique par les valeurs de la rationalité et de la performance. Des procédures, des règles et des évaluations se mettent en place afin de gérer de manière efficace et rentable les services publics. Si bien que Béatrice Hibou explique que les moyens employés priment sur leur finalité (Hibou, 2012). L’essor des technologies numériques notamment au sein des gouvernements ouverts, renforcerait le respect de ces règles et l’évaluation par des processus techniques tels que la traçabilité numérique. Béatrice Hibou, justifie la désaffection du politique en Europe par cette vision bureaucratique du politique. En mettant l’accent sur le formalisme juridique et contractuel plutôt que sur des projets politiques et le contenu de l’action publique, l’État participerait à une managérialisation qui tend à vider le politique de toute substance, de toute passion et toute idée. Celles-ci sont remplacées par un ensemble de processus et d’opérations managériales apolitiques (*Ibid.*)

2.4.3 La culture de la « responsabilité »

¹³² La gestion est la science des décisions stratégiques et tactiques dans les organisations. C’est aussi la science permettant de déterminer la combinaison la plus satisfaisante en terme de rendement et de productivité des moyens matériels et de la ressource humaine dans les organisations. (Lexique de la gestion (2005). Gestion. Dans Martinet, A-C et A-L et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 276). Paris : Dalloz)

¹³³ John Michael Roberts, *New media and Public Activism. Neoliberalism, the state and radical protest in the public sphere.* (Great Britain : Policy Press, 2014) 43-91

La managérialisation du politique s'accompagne de l'apparition de la responsabilité (*accountability*). Cette notion est de nombreuses fois reprise dans les discours autour du gouvernement ouvert (Noveck, 2009 ; OGP, 2011 ; Lacombe, 2013) et atteste d'une volonté de transparence des actions gouvernementales et de la lutte contre la corruption. Romain Lacombe en 2013 justifie la nécessité de l'ouverture des données publiques en citant l'Article 15 de la Déclaration universelle des Droits de L'Homme de 1789, « La société a le droit de demander des comptes à tout agent public de son administration. »¹³⁴ Or, la responsabilité n'est pas uniquement celle du gouvernement envers les citoyens. Il s'agirait plutôt d'une « culture de la responsabilité » (Hibou, 2012) guidée par l'idéologie néolibérale et qui exige des individus d'être responsables et de rendre des comptes. La prédominance de l'audit et des mesures d'évaluation entraîne les individus dans une logique d'autocontrôle et de responsabilité personnelle (Hibou, 2012).

Pour Dardot et Laval, il s'agirait d'un individu « entrepreneur de lui-même » en quête de performance et d'efficacité individuelle. Le terme « entrepreneur » est utilisé par les auteurs pour démontrer le dépassement du simple individu rationnel de la théorie classique. Dardot et Laval empruntent la notion « d'entreprise de soi » développée par de Bob Audrey qui est l'« idée que chacun peut avoir prise sur sa vie : la conduire, la gérer, la maîtriser en fonction de ses désirs et de ses besoins en élaborant des stratégies adéquates. » (Dardot et Laval, 2010). Selon les auteurs, il s'agit d'une « autovalorisation » incessante des performances humaines qui fait écho au désir d'accumulation de richesses et d'un monde sans limite que véhicule l'idéologie néolibérale. Ainsi, pour prolonger la théorie de Castoriadis, une société portée par un imaginaire rationnel, légitimant une idéologie néolibérale, induit des individus qui intègrent et reproduisent ces valeurs néolibérales. Il serait alors difficile de parler d'un renouvellement de la démocratie si les citoyens poursuivent la satisfaction des

¹³⁴ BXForumEcollab. (2013, 9 juillet). *Open Data et Open Government : vers la démocratie collaborative*. [Vidéo]. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=A9lgY_tvxxk

intérêts individuels et font face à un gouvernement managérial vidé de sa substance politique.

Nous avons vu que l'objectif de performance reste bien présent au sein du gouvernement ouvert. Et l'OGP soutient cet objectif dans sa mission : « Promoting transparency, empowering citizens, fighting corruption and harnessing new technologies to strengthen governance. »¹³⁵ Le gouvernement ouvert dans sa volonté de moderniser l'État et revitaliser la démocratie n'échapperait donc pas à cette idéologie néolibérale.

2.5. La désymbolisation des médiations sociétales au profit de la technique entraînerait une occultation du politique

2.5.1 Une rationalité technique qui vide le politique de sa substance

L'imposition d'une rationalité technique et la prédominance des discours sur la performance résulteraient de la fin d'une médiation de type transcendantal, caractéristique des sociétés post-modernes (Freitag, 2002). Les travaux de Michel Freitag, expliqués par Jean-François Filion¹³⁶, mettent en lumière le passage d'une société moderne à une société post-moderne et permettent de comprendre leurs spécificités. La société post-moderne est tout d'abord caractérisée par un mode de reproduction¹³⁷ *décisionnel-opérationnel*.

« La reproduction décisionnelle-opérationnelle s'impose par l'expansion capitaliste du sous-système de l'économie et la transformation, en théorie et en pratique, des médiations culturelles institutionnelles en information

¹³⁵ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 15 mai 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/leafletweb.pdf>

¹³⁶ Jean-François Filion. *Sociologie dialectique : introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, (Canada : Éditions Nota bene, 2006)

¹³⁷ « Le concept freitagien de *mode de reproduction formel de la société* concerne le type de logique globale du maintien de soi d'une structure sociétale dans l'existence.» (Filion, 2006 : 166)

cybernétique, neutre, quantifiable et *efficiente*. L'argent y constitue le quantum de puissance systémique » (Filion, 2006 :169).

Cette vision se retrouve dans « la nouvelle raison du monde » de Pierre Dardot et Christian Laval et décrit une société guidée par une idéologie néolibérale, une rationalité technique et une logique de marché. Pour Freitag, le mode de reproduction *décisionnel-opérationnel* est basé sur une logique *technico-économique* qui s'impose à l'ensemble des sphères sociales. Celle-ci s'oppose radicalement à la reproduction *politico-institutionnelle* de la société moderne, qui reposait sur une légitimation du droit par l'usage légal de la violence (Filion, 2006 : 168). Pour l'auteur, le passage à une société post-moderne marque la fin de l'idéal de la raison et rompt avec l'historicité caractéristique des autres modes de reproduction identifiés (Filion, 2006 : 154). Si la société ne croit plus en un idéal et détruit toutes formes de traditions et de mythes, alors les croyances s'orientent vers la rationalité et le calcul. C'est pourquoi la société post-moderne se caractérise par une fin de la transcendance et une *anti-idéologie* qui place la technoscience comme seul instrument de légitimité. Ainsi, « l'aspect neutre, apolitique et technologique de l'opérativité joue le rôle implicite d'une légitimité incontestable fondée sur l'efficacité et l'efficience. » (*Ibid.*) N'ayant plus de médiation de type transcendantal, le mode de reproduction décisionnel-opérationnel est donc autoréférentiel dans le sens où les moyens sont devenus la fin. Cette logique opérationnelle induirait une primauté des intérêts privés au détriment des intérêts publics : « [La reproduction décisionnelle-opérationnelle] considère le réel comme la somme des problèmes empiriques qu'elle a à gérer de manière technico-économique » (Filion, 2006 : 262). Et de fait, transforme l'État en un appareil dont la substance relève de la somme des intérêts privés (*Ibid.*) Le projet politique serait alors réduit à une simple résolution technocratique des problèmes sociaux.

La disparition des frontières entre le public et le privé entraîne une mutation du *droit* par le biais du *positivisme juridique* (Filion, 2006 : 265). Dans la société post-

moderne, la verticalité politico-institutionnelle du monde moderne serait remplacée par une « autonomisation des sous-systèmes juridiques vis-à-vis du politique » (*Ibid.*) Or pour Freitag, le système juridique est imputable au pouvoir et à l'idéologie de légitimation qui unit toute société. Ainsi, « [...] une telle occultation positiviste consiste à égaliser à priori le droit avec les procédures judiciaires, puis avec n'importe quelle régulation de l'action sociale, pour faire un instrument neutre et malléable [...] » (Filion, 2006 : 266) Cela entraîne un amalgame entre la *loi*, qui relève du législatif, et la *réglementation* qui appartient à l'exécutif (*Ibid.*) D'un état de droit formellement légitimé par une logique politico-institutionnelle, la société post-moderne induirait un état de fait n'ayant plus de référence transcendantale, mais seulement une logique purement autoréférentielle et opérationnelle. Cette approche rejoindrait celle de Chris Anderson qui énonce la « fin des théories » avec l'avènement des données et des technologies numériques. L'auteur explique¹³⁸ que la quantité massive des données disponibles aujourd'hui rend les théories, les modèles ou les hypothèses obsolètes, puisque la puissance de calcul des algorithmes actuels permet de faire des corrélations et de mesurer avec précision des phénomènes jusqu'alors méconnus. Il s'agirait ici non pas de comprendre le réel, mais de *produire* du réel, car dans ce cadre « la science n'est plus un savoir, mais un système autosuffisant et inaltérable » (Stiegler, 2015 : 95). Selon Stiegler, ce savoir est vide et n'a plus besoin de théorie ou de réflexion, il se contente de corrélations, d'opérations et de résultats issus de la machine.

Appliquée au gouvernement, cette rationalité technique et autoréférentielle induirait la création de normes *immanentes* qui n'auraient pour référence que leur propre système, autrement dit, celui du capitalisme financier. C'est ainsi que le gouvernement ouvert pris dans une logique *technico-économique* et cybernétique se coupe de toute référence transcendantale et évolue dans un système fermé et

¹³⁸ Anderson, C. (2008, 23 juin). The end of theory: The data deluge makes the scientific method obsolete. *The Wired*. Récupéré de <http://www.wired.com/2008/06/pb-theory>

immuable afin de maintenir la stabilité du système. Cette stabilité doit être maintenue dans un objectif de gestion du risque inhérent à l'État néolibéral. Dans cette logique, le politique serait occulté par les technologies numériques. Et les idées, les passions, les projets politiques seraient masqués par la mise en œuvre opérationnelle et technique de l'action publique. La remise en cause de l'État semble presque impossible et les conflits tendent à disparaître de la scène publique, remplacés par une volonté de contrôle total et une surveillance continue, voire policée. Le droit qui est selon Freitag fondateur de toute société (Filion, 2006 : 266) serait dissimulé par l'imposition de réglementations et de normes assujetties à l'ordre néolibéral. L'accent est mis sur la stratégie de gestion des politiques publiques plus que sur une réflexion politique et sociale de l'action publique (Hibou, 2012).

2.5.2 La crise de l'État et ses conséquences

Jean-François Thuot dans son texte « Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie »¹³⁹ s'appuie sur les travaux de Michel Freitag pour analyser les mutations de l'État. Tout d'abord pour Thuot, l'État moderne est caractérisé par la mise à distance du politique et du social, sa vocation fondamentale est d'assurer l'intérêt commun. (Thuot, 1994 : 79) Cette forme d'État se définit par l'intégration de la logique du droit, ce qui signifie que l'État est limité par les règles juridiques :

« L'État, dans l'exercice de sa capacité à produire et à sanctionner les normes de l'action au nom de la société, se confond avec l'ordre juridique ; l'ordre juridique, pour sa part, doit se confondre avec la puissance étatique pour rendre effective sa vocation normative. »
(Thuot, 1994 : 80)

Thuot associe à cette forme d'État la démocratie représentative. La distance entre le politique et le social serait selon l'auteur indispensable pour ce type de démocratie. Reprenant la « définition inaugurale », l'auteur définit la démocratie comme « la

¹³⁹ Thuot, J. F. (1994). Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie. *Revue québécoise de science politique*, (26), 75-102.

conscience qu'à la société de déterminer le pouvoir » (*Ibid.*) Celle-ci s'appuierait sur le sujet (individuel ou collectif) et exclurait tout ce que « divise, oppose ou confronte » (Thuot, 1994 : 82). Autrement dit, il s'agirait d'une vision universelle où les individualités ne seraient pas prises en compte.

Or, Thuot explique que le passage à une société post-moderne se caractérise par une « empiricisation » des références normatives et la fusion entre le politique et le social qui entraînerait une dissolution des formes de médiation de l'État moderne et un affaiblissement de l'« institutionnalisation »¹⁴⁰ (Thuot, 1994). L'auteur justifie ces transformations par l'avènement de l'État providence¹⁴¹ et de la démocratie de masse. Le fondement de ce type d'État serait l'ouverture de la société à l'État qui se traduirait par une mutation du droit en droit d'intervention qui servirait à répondre à « des tâches de planification et de réalisations des politiques publiques » (Thuot, 1994 : 87). Pour Thuot, c'est à partir de ce moment que le droit obéit à une rationalité technique et instrumentale et doit donc atteindre des objectifs (*Ibid.*) Comme l'explique Fillion, une des conséquences majeures de cette transformation serait l'affaiblissement de la capacité législative au profit de la réglementation puisque les préoccupations de l'État providence relèvent de la gestion (*Ibid.*) D'autre part, cette « massification » de la démocratie demeure dans le champ de la démocratie représentative selon Thuot, mais la société va dorénavant être représentée politiquement et non plus de façon transcendante (Thuot, 1994 : 89).

Cependant, Thuot explique que l'État-providence en adoptant ce droit d'intervention perd sa légitimité de monopole de production juridique, ainsi que sa puissance

¹⁴⁰ Ce concept développé par Freitag signifie « la capacité sociale de définition et de sanction des règles qui régissent les pratiques sociales qui lui sont subordonnées. » (Thuot, 1994 : 77)

¹⁴¹ La mise en place de politiques publiques chargées de réduire les inégalités au sein de la société. Il se caractérise notamment par l'interpénétration des sphères privée et publique, par l'affirmation d'une régulation économique centrée sur le soutien de la demande et la dynamisation de l'industrialisation dans un cadre national (Thuot, 1994 ; Bourque *et al.*, 1999)

souveraine. Ce phénomène est appelé la « contractualisation du droit » et résiderait dans,

« La production des normes juridiques, de même que leur application, est le résultat préalable de la négociation entre l'État et les groupes sociaux ayant acquis, dans les secteurs de leurs spécialisations, le monopole de la représentation et de la participation au processus décisionnel. » (Thuot, 1994 : 92)

Dans ce contexte, l'auteur identifie une crise de l'État-providence qui transformerait l'État en un médiateur « garant de la contractualisation » (Thuot, 1994 : 94). C'est-à-dire que l'État ne serait plus au centre de la régulation de la société. Il s'agirait d'une « substitution de la fonction traditionnelle de gouverne politique par une fonction technico-administrative d'arrimage et d'ajustement pragmatique entre des sous-systèmes sociaux autonomes et autoréférentiels » (*Ibid.*) Ainsi, pour Thuot la société se sentirait de moins en moins concernée par la question de la légitimité du pouvoir, face à la superposition et la « complexité croissante des autorités plurielles et diversifiées » (Thuot, 1994 : 94). Le pouvoir se décentraliserait pour être adopté au niveau transnational, par des organisations non gouvernementales ou supra-étatiques chargées de guider les États (*Ibid.*) Ceci s'accompagnerait d'une « démocratie fonctionnelle », qui signifie pour l'auteur, une démocratie sans idéal, liée à « l'instrumentalisation de l'action et le rabattement consécutif des pratiques institutionnelles vers les pratiques concrètes des acteurs » (Thuot, 1994 : 96). Selon Thuot, la démocratie fonctionnelle reflèterait une vision fragmentée du social qui aurait laissé place à un espace organisationnel, « Organiser, c'est agencer, coordonner ; instituer c'est initier, fonder » (Thuot, 1994 : 99). Thuot réaffirme la thèse de Freitag en exposant que l'organisation « ne légifère pas, elle décide sur la base des situations empiriques, exprimant en cela un positivisme de la puissance d'agir en quête d'efficacité » (*Ibid.*)

Gilles Bourque *et al.* dans le texte « l'incorporation de la citoyenneté »¹⁴² ajoutent à cette analyse des transformations de l'État, l'émergence de l'État néolibéral qui rompt avec la conception universaliste de l'État-providence et réintroduit une séparation entre privé et public. Pour Bourque, Duchastel et Pineault, l'État néolibéral implique une érosion des pouvoirs qui seraient généralement associée à la naissance des États-nations, de la mondialisation et de la bureaucratisation. Les auteurs précisent qu'il s'agirait de « l'affirmation d'une tendance à la soumission des institutions de la démocratie représentative à des instances extraparlimentaires de nature technocratique et juridique » (Bourque *et al.*, 1999 : 50). Ils reprennent le concept de gouvernance et analyse son déploiement dans un contexte d'érosion du pouvoir qui laisse place à une régulation technocratique reposant sur les grandes organisations mondiales. Cette dynamique tend à transformer la régulation internationale en un régime transnational de nature commerciale et financière incarnée par Organisation Mondiale du Commerce ou encore le Fond Monétaire International. (Bourque *et al.*, 1999 : 51) Bourque explique que nous sommes passés « de la production de compromis politiques dans l'espace législatif à l'élaboration de compromis sociaux dans un espace corporatif » (*Ibid.*)

2.5.3 Transformation de la citoyenneté et perte du collectif

Pour Bourque, Duchastel et Pineault les transformations de l'État néolibéral aboutiraient à une modification de la figure du citoyen en celle de personne. (Bourque *et al.*, 1999 : 52) Ceci serait le résultat d'une judiciarisation des rapports sociaux, dans le sens où la citoyenneté ne serait plus axée sur le législatif et sur le principe d'universalité du sujet politique moderne, mais sur le principe de particularité d'un sujet moral. (Bourque *et al.*, 1999 : 53) Ce que les auteurs appellent l'incorporation de la citoyenneté. Cette citoyenneté corporative serait « la reconnaissance des droits

¹⁴² Bourque, G., Duchastel, J., & Pineault, É. (1999). L'incorporation de la citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, 31(2), 41-64.

inaliénables aux corporations transnationales sur la base de leur personnalité juridique et de l'exercice de cette capacité juridique » (*Ibid.*) La citoyenneté corporative serait particulière pour les auteurs, puisqu'elle se forgerait directement sur le champ économique et culturel sur une base judiciaire, en amont des instances législatives (*Ibid.*)

Dardot et Laval identifient quant à eux une déconstruction de la notion de citoyen au sein de l'ère néolibérale. Pour eux, l'État fonctionnerait désormais sous les principes des entreprises privées et modifierait la relation avec les citoyens. Sylvie Goupil parlait déjà en 2007, de l'instauration d'une démocratie des services qui instrumentaliserait la citoyenneté et individualiserait la relation entre État et citoyens en prenant en compte le particularisme des individus au détriment de la collectivité. Les citoyens-consommateurs ne verraient plus que leur contribution fiscale et leur retour à titre individuel (Dardot et Laval, 2015). Ces derniers (les individus) ne seraient appelés à juger des institutions et des politiques selon le point de vue de l'intérêt de la communauté politique, mais en fonction de leur intérêt personnel, « c'est la définition du sujet politique qui s'en trouve radicalement changée » (Dardot et Laval, 2010 : 401). Le principe de liberté positive¹⁴³ énoncé par Isaiah Berlin serait ainsi occulté par une liberté négative guidée par l'unique satisfaction des intérêts personnels. Comme l'expliquent Dardot et Laval, l'individu deviendrait un entrepreneur de lui-même en intégrant une responsabilisation individuelle et une « rationalisation technique de son rapport à lui-même » (Dardot et Laval, 2010 : 431). La liberté de prendre part à l'élaboration des lois s'est muée en une liberté d'entreprendre pour sa propre réussite sociale et professionnelle (*Ibid.*) Dans un reportage télévisé diffusé en 2013, Freitag affirme que le sens commun a disparu au profit d'une privatisation de toutes les finalités de la vie. Il parle du dogme de la

¹⁴³ Selon Isaiah Berlin, la liberté positive serait celle qui permet de participer à l'élaboration des lois alors que la liberté négative représente l'absence de contrainte. (Theillier, D. (2013, 11 décembre) *Contrepoints*. Récupéré de <https://www.contrepoints.org/2013/12/11/149440-deux-conceptions-de-la-liberte-par-isaiah-berlin>)

liberté individuelle qui obligerait les individus à devoir gérer leur vie et leurs désirs seuls. Or, il ajoute dans cette entrevue que « la vie ne fait sens que lorsque l'on sent que l'on participe à ce qui existe, lorsque nous ne sommes pas à côté du réel. »¹⁴⁴

Pour Hibou, cette logique individualisante se retrouve dans toutes les sphères de la société et nie toute réalité à la société et au collectif (Hibou, 2012). Selon l'auteure, la généralisation de ce principe entraînerait « le rejet du politique, la réduction de la vie en société à des questions d'efficacité, de sécurité et de moralité, en bref à la gouvernance. » (*Ibid*) Les questions de domination, de justice, d'inégalité liées au collectif s'effacent au profit de l'équité, de l'exclusion, du malheur ou de la souffrance propre à l'individu (*Ibid.*) L'effacement du collectif au profit des individualités, redéfinirait donc la notion de citoyenneté et remettrait en doute les promesses du gouvernement ouvert. Puisque la numérisation du politique, guidée par la collaboration et la participation entraînerait non pas un « renforcement » de la démocratie en instituant de nouveaux projets politiques, mais renforcerait plutôt une individualité exacerbée par l'expression des intérêts privés et la reconnaissance de la personnalité juridique.

2.6 Le paradoxe du gouvernement ouvert

2.6.1 L'illusion de la participation

Jodi Dean remet en doute la vision d'émancipation que le Web offrirait aux individus. L'auteure traite la technologie comme un fétichisme et la participation comme un fantasme. Inspirée des théories de Lacan et Žižek, Jodi Dean explique qu'il réside toujours un écart entre le symbolique et le réel. Pourtant, « les individus pris dans le symbolique, rechercheraient toujours à atteindre le réel qu'ils ne peuvent jamais complètement obtenir » (Traduction libre. Dean, 2009). Pour Jodi Dean, la

¹⁴⁴ *Reportage Michel Freitag*. (2013, 7 avril). [Émission Web diffusée]. Second Regard. Récupéré de http://ici.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/reportage.asp?idDoc=283890

configuration idéologique se compose d'un ensemble de significations, d'images et de pratiques ainsi que de croyances collectives, appelées *fantasmes* qui comblent cet écart entre l'idéologie et le réel. Pour l'auteure, les technologies numériques concrétiseraient le fantasme de la participation dans le sens où elles permettraient aux individus de croire qu'ils s'expriment « librement » sur les plateformes de discussion en ligne. Or, Dean explique que l'idéologie néolibérale, qui plonge l'ensemble de la société dans une logique de marché, développerait grâce à l'expansion des technologies de l'information et de la communication un capitalisme qu'elle définit comme « capitalisme communiquant ». Ce concept représenterait la fusion entre la démocratie et le capitalisme (Dean, 2009 : 22). Ce phénomène entraînerait ainsi une intensification et une expansion des processus communicationnels au détriment de la création de liens sociaux, pour la conduite de nouveaux projets politiques (*Ibid.*)

Pour l'auteur, la participation des individus sur les médias socionumériques ou dans le cas du gouvernement ouvert, sur les plateformes dédiées, n'enrichit pas le débat public, mais correspondrait plutôt au fantasme de la totalité sous la forme de données, qui circulerait au cœur du système technique. La mise en mouvement de ces informations par la technique n'influencerait donc pas la prise de décision politique, mais concrétiserait le capitalisme communiquant dans sa logique de production, d'opération et de circulation d'informations. Jodi Dean donne l'exemple du mouvement pacifiste *Antiwar Activism* en 2002 qui était contre l'invasion des troupes américaines en Irak, suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New York (début officiel de la guerre en mars 2003). Le mouvement activiste a manifesté son opposition via Internet par des pétitions, l'annonce de plusieurs marches de protestation et la tenue d'actions non violentes. Des centaines de blogueurs ont soutenu le mouvement pacifiste en commentant chaque étape de l'avancée de la guerre, essayant de rallier certains médias à leur cause. Résultats, 400 000 personnes ont protesté à Londres en septembre 2002, suivi en octobre par 250 000 personnes devant la Maison-Blanche. Jodi Dean écrit « All in all, a strong antiwar message was

out there. But the message was not received. It circulated, reduced to the medium. » (Dean, 2009 : 19-20) Le message réduit à son seul moyen de circulation évoque l'autoréférentialité du mode de reproduction décisionnel-opérationnel développé par Freitag, c'est-à-dire que les moyens sont devenus la fin.

Jodi Dean précise que tout le monde a le droit d'exister ou de s'exprimer, mais cela ne signifie pas que ces opinions sont prises en compte pour la formation d'un consensus. Le Web serait donc un espace de flux d'informations mis en circulation, qui ne parviendrait pas à instituer une prise de décision, mais tout en continuant de nourrir la contestation. Dans le cas du gouvernement ouvert, les pétitions présentes sur la plateforme numérique *We the People* ne se présentent pas sous la forme de débats, mais sous la forme de questions-réponses entre l'État et les citoyens américains. De plus, toute question ne mérite pas une réponse, puisqu'il faut atteindre un certain nombre de « signatures numériques » pour en bénéficier. Le forum de discussion Google présente quant à lui une multitude de conversations sans véritable lien ni débat, mais plutôt une succession de renseignements émanant du gouvernement. Il est certes possible de poser des questions ou de partager son opinion, mais il semble difficile d'amorcer un débat d'intérêt public ou d'atteindre un consensus.

D'autre part, dans les trois fondements du gouvernement ouvert il est question de participation et de collaboration et non de débat. Pour Béatrice Hibou, il existe une confusion sémantique entre démocratie et consultation. La consultation serait seulement basée sur le respect des procédures et serait mesurée par des indicateurs de performance telle que la participation (quantifiée). Pour l'auteur, consulter les populations ne signifie pas débattre d'idées. Il ne s'agirait donc plus d'arriver à un consensus, mais plutôt de prendre la meilleure ou la plus efficace des décisions, « l'objectif de construction du consensus est l'efficacité dans les décisions qui doivent être prises rapidement, sans contestations et sans usage de la contrainte. » (Hibou,

2012) Il serait ainsi difficile de croire en un retour de la démocratie par l'utilisation de technologies numériques qui peuvent certes, informer et donner la parole à une partie des citoyens, mais qui par leur caractère technique et leur idéal de performance n'impulseraient ni débat public ni consensus.

2.6.2 La reproduction idéologique

L'imposition de l'idéologie néolibérale dans toutes les dimensions de la société et la généralisation des technologies numériques comme nouvelle forme d'expression et même de gestion de l'action publique, entraîneraient l'instauration d'un gouvernement sans politique assujetti aux règles de la concurrence de marché. Les individus quant à eux intégreraient les normes et les valeurs véhiculées par cette idéologie néolibérale et mèneraient leur vie selon une logique de performance avec pour seul but l'accumulation du gain personnel (Freitag, 2012).

Loin d'être une révolution comme le présente Beth Noveck, le gouvernement ouvert moderniserait plutôt l'État en suivant une logique de performance imposée par le marché. Ceci est renforcé par les usages des technologies numériques aujourd'hui qui accentuent le contrôle et l'évaluation des procédures et des individus eux-mêmes. De plus, les technologies numériques, pourtant posées comme neutres, véhiculent les valeurs de l'idéologie néolibérale dominante. Les discours sur le gouvernement ouvert sont donc contradictoires aux principes qu'ils prônent. Puisque les principes de transparence, de responsabilité, de participation et de collaboration qui devraient se détacher de la logique de marché sont associés aux notions de gouvernance, de performance et de rentabilité propre au modèle de l'économie capitaliste.

D'autre part, Beth Noveck déplorait en 2011 que le principe de *transparence* au sein du gouvernement des États-Unis soit devenu une finalité plutôt qu'un moyen de

repenser tout le fonctionnement de l'État. Est-il possible de faire le même constat avec le principe de participation ?

Depuis le début des années 2000, en parallèle au gouvernement ouvert, est apparu un nouveau logiciel appelé *Liquid Feedback*. Créé par le parti Pirate allemand, ce logiciel libre permet de concrétiser de nouvelles formes de participation citoyenne à travers le concept de l'Open Source. Il permet en effet de regrouper sur une même plateforme des sujets sur lesquels les utilisateurs peuvent voter¹⁴⁵. Ce projet propose un modèle de démocratie où la majorité des décisions politiques passent par référendum direct. Cela signifie que tous les citoyens de l'État peuvent participer aux décisions de façon directe ou déléguée à une tierce personne choisie. Ce modèle de démocratie va à l'encontre de sa conception moderne, puisque le citoyen n'est plus un sujet politique, mais une personne, un individu particulier. Comme l'expliquent Bourque, Duchastel et Pinault, la conception du citoyen au sein du champ économique et culturel modifie complètement sa nature. L'intérêt privé prime sur l'intérêt commun et la décentralisation du pouvoir sur le plan transnational affaiblit les pouvoirs des citoyens. D'autre part, la participation qui apparaît au sein du gouvernement ouvert comme le principe fondamental de la démocratie deviendrait une fin plutôt que le moyen d'impulser un réel changement politique. À quoi sert d'accroître la participation des citoyens si ceux-ci ne sont pas écoutés ? Comme l'explique Jodi Dean, la participation par le biais des technologies numériques peut permettre l'expression d'opinions, mais face à un gouvernement sans politique, purement opérationnel et technique, le changement reste vain. La résolution technocratique des problèmes l'emporterait sur un véritable projet politique.

Dans le cadre du gouvernement ouvert, la démocratie apparaît principalement sous les principes de participation et de la collaboration, c'est-à-dire que les citoyens

¹⁴⁵ Public Software Group of Berlin. [s.d]. *LiquidFeedback*. Récupéré le 4 septembre 2016 de <http://liquidfeedback.org>

prennent part aux décisions politiques. Or, Dardot et Laval reprennent la théorie d'Hayek, et proposent de repenser la stricte opposition entre démocratie et totalitarisme. Les deux auteurs expliquent que pour Hayek la seule opposition qui existe avec le totalitarisme est le libéralisme dans le sens où ce dernier « se définit essentiellement par l'exigence d'une limitation du pouvoir (fût-il celui de la majorité) » (Dardot et Laval, 2010 : 463). Autrement dit, si les dirigeants sont élus par le peuple, mais que leurs pouvoirs sont illimités, alors il peut s'agir d'une démocratie totalitaire (*Ibid.*) Pour Hayek, « dire d'un peuple qu'il est libre, ce n'est finalement rien d'autre que d'opérer une "transposition du concept de liberté individuelle à des groupes d'hommes considérés comme un tout" » (Dardot et Laval, 2010 : 463). C'est pourquoi, Michel Freitag remet fortement en doute la « liberté individuelle comme valeur suprême »¹⁴⁶ qui selon lui met fin au commun et au sens de la vie. « Si l'on tient à l'inverse que la démocratie repose sur la souveraineté du peuple, il apparaît alors que le néolibéralisme est, en tant que doctrine, non pas accidentellement, mais bien essentiellement un *antidémocratie* » (Dardot et Laval, 2010 : 464).

¹⁴⁶ *Reportage Michel Freitag*. (2013, 7 avril). [Émission Web diffusée]. Second Regard. Récupéré de http://ici.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/reportage.asp?idDoc=283890

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

3.1 L'approche qualitative

Comme l'ont démontré Steven Levy et Fred Turner, les hackers et la contre-culture américaine ont joué un rôle central dans l'évolution des technologies numériques depuis les années 1960. Leurs influences se retrouvent encore aujourd'hui au cœur de la définition du gouvernement ouvert. D'autre part, ce type de gouvernement découle également de multiples transformations sociales, économiques et politiques qui ont entraîné une redéfinition de la société, du rôle de l'État et de la notion même de citoyen.

Cette étude sera basée sur deux dimensions du gouvernement ouvert. D'une part, nous nous intéressons aux représentations de « l'ouverture » en termes d'idéologie, autrement dit au système de valeurs et de pratiques qui entoure le gouvernement ouvert. D'autre part, nous analyserons la construction des discours autour de ce type de gouvernement dans le but d'identifier des références communes ainsi que d'interpréter les influences.

3.2 Le type d'analyse

3.2.1 L'analyse de discours

L'analyse de discours consiste en une étude du langage, c'est-à-dire une étude de « ce qui est dit et ce qui est fait » (Traduction libre. Gee, 2011). Le langage ne s'arrête pas à une description de ce qui nous entoure, il est aussi porteur d'idées et de valeurs propres à une société. Pour Fairclough, le langage est la forme matérielle de

l'idéologie. Il est issu d'un processus social, autant qu'il produit des pratiques sociales (Fairclough, 2010).

Cette vision fait écho à la théorie de Castoriadis dans *L'institution imaginaire de la société*¹⁴⁷, où l'auteur explique que nous ne vivons pas dans *le* monde, mais bien dans *un* monde institué par un imaginaire propre à une société et à une époque considérée. Pour l'auteur, nous sommes socialisés dès notre naissance par un système symbolique (normes, valeurs, idées) présent dans la société dans laquelle nous évoluons. Ainsi, « tout ce qui apparaît est aussitôt pris dans ce monde – et ne peut déjà apparaître qu'en étant déjà pris dans ce monde » (Castoriadis, 1975 : 519). Pour Castoriadis, ce magma de significations, constitutif du symbolique, *fait monde* et permet l'existence de la société considérée. L'imaginaire se retrouverait en premier lieu dans le langage, puisque celui-ci est porteur du symbolique (Castoriadis, 1975). Dans le chapitre sur les significations du langage, Castoriadis explique que « la signification renvoie aux représentations des individus, effectives ou virtuelles, qu'elle suscite, induit, permet, modèle. Sans cette relation il n'y a pas de langage [...] » (Castoriadis, 1975 : 501) Il ajoute que la signification est pour lui, indissociable de son référent et qu'elle n'est pas immuable, mais au contraire la signification est sans cesse déterminée. Les corrélations entre les termes et les significations formeraient ainsi le langage et permettraient l'émergence continue de nouveaux termes et de nouvelles relations (*Ibid.*) De plus, pour Castoriadis cet imaginaire social supporte et légitime une idéologie au sein de chaque société, qui est véhiculée par le langage et les pratiques.

Dans « Fétichisme et subjectivation interpassive¹⁴⁸ » Žižek expose que l'idéologie se trouve au sein des pratiques sociales. L'idéologie incarnerait des croyances qui permettraient le maintien de la société. Il définit deux dimensions de l'idéologie, tout d'abord l'ensemble des représentations communes qui rend possible le conflit et d'autre part le discours qui légitime des rapports de domination. Žižek expose

¹⁴⁷ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*. (Paris : Seuil, 1975)

¹⁴⁸ Slavoj Žižek, (2003). Fétichisme et subjectivation interpassive. *Actuel Marx*, 2(34), 99- 109.

également que l'idéologie est matérielle et que ce sont les pratiques sociales qui reproduisent l'ordre dominant.

Ainsi, sur la base des théories de ces auteurs, l'ensemble des pratiques sociales se traduirait par des discours qui établissent des représentations et légitiment l'idéologie. L'étude seule du langage ne suffira donc pas à interpréter les représentations du gouvernement ouvert et la construction des discours. Ainsi, nous proposons une étude des dimensions *linguistique* et *sémiotique* du gouvernement ouvert par le biais d'une analyse critique de discours.

3.2.2 L'analyse critique de discours

L'analyse critique de discours¹⁴⁹ a plusieurs avantages, selon Norman Fairclough :

« CDA can contribute a specifically discursive or semiotic 'point of entry' to such critical analysis, maintaining a relational focus on dialectical relations between discourse. It can particularly bring such a specifically semiotic focus to analysis of the proliferation of strategies, strategic struggle, the dominance of certain strategies, and their implementation in social transformations. »¹⁵⁰ (Fairclough, 2013 : 19)

Pour l'auteur, ce type d'analyse « permettrait de comprendre l'émergence des discours, les raisons pour lesquelles certains deviennent dominants, les effets de ces discours sur le développement de « crises » ou encore les transformations sociales »¹⁵¹ (Traduction libre. David Machin et Andrea Mayr, 2012). Fairclough traite l'analyse critique de discours non pas seulement comme une étude séparée du langage ou de la sémiotique, mais plutôt de manière relationnelle, transdisciplinaire et dialectique. En ce sens, l'auteur explique que les processus sociaux sont faits d'interactions entre trois niveaux de la « réalité sociale » ; les structures, les pratiques

¹⁴⁹ Critical Discourse Analysis (CDA) en anglais.

¹⁵⁰ Norman Fairclough, *Critical discourse analysis: The critical study of language*. (Royaume-Uni : Routledge, 2013).

¹⁵¹ David Machin et Andrea Mayr, *How to do critical discourse analysis: A multimodal introduction*. (Londres : Sage, 2012)

et les événements sociaux. Ainsi, « CDA focus not just upon semiosis¹⁵² as such, but on the relations between semiotic and other social elements. » (Fairclough, 2010 : 231) Et le langage se trouve au cœur de chacun des trois niveaux de la réalité sociale dont parle Fairclough. Ce qui nous intéresse surtout dans cette approche se sont les pratiques sociales représentées selon l'auteur par un *ordre du discours*¹⁵³. Cette notion, inspirée de Michel Foucault, a été adaptée dans la méthodologie de Fairclough et permettrait notamment de mettre en avant les relations entre *langage* et *idéologie*. L'auteur explique que l'idéologie se trouve dans le langage et que toute construction de discours se retrouve inévitablement dans des structures économiques, sociales, politiques et idéologiques particulières (Fairclough, 2010, 59). Il ajoute que le discours n'est pas une pratique sociale, mais ce sont plutôt toutes les pratiques sociales qui possèdent un élément discursif (*Ibid.*) Le discours serait donc formé par les structures sociales et participerait à modeler et transformer ces mêmes structures.

Fairclough et Wodak¹⁵⁴ mettent également en exergue le processus de diffusion des discours. Ils identifient une double dimension au sein de ces derniers, d'une part les *représentations*, ce que les choses « sont » ou « ont été » et d'autre part l'*imaginaire* (« *imaginaries* ») ce que les choses « pourraient » ou « devraient être » (Fairclough et Wodak, 2005). Selon eux, cet imaginaire peut devenir effectif à partir du moment où il est concrétisé (*operationalized*), c'est-à-dire matérialisé dans les discours¹⁵⁵ (*Ibid.*) Fairclough et Wodak donnent l'exemple des discours économiques qui se

¹⁵² « *Semiosis* » est le terme utilisé par Fairclough pour éviter la confusion avec la double signification de discours. Dans son sens premier : « 'discourse' as a count noun, as a category for designating particular ways of representing particular aspects of social life » alors que dans son deuxième sens « 'discourse' is defined through its relation to and difference from two other categories, 'genre' and 'style'. » (Fairclough et Wodak, 2005) Nous allons voir les définitions de « genres » et « styles » dans le paragraphe suivant.

¹⁵³ L'ordre du discours serait pour Fairclough, une articulation spécifique entre plusieurs *styles* (identités), *genres* (activités sociales) et *discours* (représentations). (Fairclough et Wodak, 2005) Nous élaborerons ces trois éléments dans la section suivante.

¹⁵⁴ Fairclough, N., & Wodak, R. (2005). *Critical discourse analysis* (p. 11-27). Récupéré le 24 avril 2016 de https://balticpractice.hse.ru/data/2015/04/13/1094925608/Critical%20discourse%20analysis_THEORY_FAIRCLOUGH.pdf

¹⁵⁵ Ici les discours doivent être compris dans le sens de représentations.

concrétisent par les moyens de production à la fois physique comme les usines et les machines ainsi que de manière immatérielle dans les processus de management (Traduction libre. Fairclough et Wodak, 2005 : 6). Selon les auteurs, ce processus de diffusion ou de matérialisation entraînerait par la suite de nouvelles identités (styles) et de nouvelles pratiques (genres) qui découleraient d'une articulation spécifique des différentes catégories de l'ordre du discours¹⁵⁶ (Fairclough et Wodak, 2005).

Fairclough et Wodak s'appuient sur les propos de Bob Jessop pour expliquer la notion de « *nodal discourses* », concept sur lequel nous basons notre analyse. En prenant le cas du développement de l'économie de la connaissance et la société de l'information, Bob Jessop explique qu'il ne suffirait pas d'un seul discours pour imposer un nouvel ordre politique, social, culturel ou économique (Fairclough et Wodak, 2005 : 9). Ces arguments reprendraient selon Fairclough et Wodak, la thèse de la régulation (« *regulation theory* ») qui pose l'établissement et la reproduction de l'ordre économique comme dépendant de l'ordre politique. Ce dernier permettrait « de produire et maintenir les conditions préalables pour un changement durable » (Traduction libre. *Ibid.*) C'est ici qu'intervient la notion de « *nodal discourses* » dans le sens où un « discours serait toujours articulé et subsumé de matière particulière par un grand nombre de discours » (Traduction libre. *Ibid.*). Les auteurs précisent qu'il faut aussi prendre en considération que « chaque discours représente une partie des réalités sociales, culturelles, économiques ou politiques et exclu ou occulte certains des aspects de ces mêmes réalités » (Traduction libre. *Ibid.*). Un discours ne pourrait fonctionner que s'il atteint une pertinence suffisante au regard des réalités choisies et qu'il soit utilisé pour représenter ou imaginer des réalités à différents niveaux d'abstraction, domaines de la vie sociale ou encore échelles géographiques (Fairclough et Wodak, 2005 : 10). Fairclough et Wodak illustrent cette théorie par

¹⁵⁶ Par ailleurs, les auteurs précisent que l'apprentissage et l'usage de ces discours par les individus n'est pas uniforme. Les individus s'approprient de nouveaux discours, identités, langages, gestes, postures, etc., à différents degrés. Ils gardent toujours une distance et ne peuvent pas être réduits à de simples discours. (Fairclough et Wodak, 2005 : 7)

l'exemple de l'économie de la connaissance et de la société de l'information qui sont selon eux, pas seulement des discours, mais surtout des discours matériellement fondés et diffusés. Enfin, les auteurs ajoutent la vision de Jessop à cette approche :

« Jessop calls a 'cultural political economy', a political economy which, amongst other things, incorporates a theory of discourse and of the dialectics of discourse, of how discursive construal of the world can come to construct and reconstruct the world, without losing sight of the material reality of the world, or the conditions which the material reality of the world sets (as I have briefly indicated) on the discursive (re)construction of the world. » (Fairclough et Wodak, 2005 : 10).

À partir de ces théories nous avons sélectionné un corpus de textes qui nous aidera à répondre aux différentes dimensions de notre question de recherche.

3.3 Notre objet d'étude : le gouvernement ouvert

Notre analyse critique de discours se base sur un corpus de sept textes publiés par différents acteurs du gouvernement ouvert entre 2005 et 2016. La sélection de ces textes a été faite en fonction du sujet (le texte devait traiter du gouvernement ouvert ou de l'une des dimensions identifiées), de la source (organisations non gouvernementales, entreprises, gouvernements) et de la date de publication (les documents devaient être publiés à des périodes différentes afin d'analyser l'évolution des discours et des représentations).

3.3.1 L'organisation de référence : Open Government Partnership

Tout d'abord, ce corpus est composé de textes mis en ligne sur le site de l'Open Government Partnership ¹⁵⁷ (OGP) entre 2014 et 2016. Cette organisation transnationale représente l'autorité officielle pour l'ensemble des pays qui souhaitent

¹⁵⁷ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org>

instaurer un gouvernement ouvert sur le plan nation. L'OGP a été lancée en 2011 par huit pays fondateurs (Brésil, Indonésie, Mexique, Norvège, les Philippines, Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les États-Unis) afin d'aider les États du monde entier à mettre en place un gouvernement ouvert. L'OGP compte aujourd'hui 65 pays membres et est ouvert à l'ensemble des pays du monde. Pour devenir membre, les pays doivent respecter une charte d'éligibilité et entreprendre une série de mesures nationales pour répondre aux critères de l'OGP. Les objectifs premiers de cette organisation sont la transparence, la collaboration, la participation, la lutte contre la corruption et l'innovation technologique.

L'OGP est constitué de représentants d'États, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de représentants de la société civile qui œuvrent ensemble pour la gestion de cet organisme. Dans un souci de transparence, l'OGP et les pays membres ont le devoir de publier sur le site Internet officiel <http://www.opengovpartnership.org> tous les documents concernant les stratégies, les réformes, les budgets, les rapports de performances, les récompenses, etc. dans la mise en place du gouvernement ouvert. Ainsi, nous pouvons consulter, télécharger et annoter les documents fournis par les États. L'OGP organise plusieurs fois par an des rencontres pour discuter des enjeux et du développement des gouvernements ouverts. Ils sont également très présents sur les médias sociaux où l'on peut suivre l'évolution des différentes actions menées par les États. Pour notre recherche, nous avons sélectionné des documents qui permettront de mettre en évidence trois aspects du gouvernement ouvert :

- OGP 4-year Strategy 2015-2018¹⁵⁸
- Third Biennial Plan to the Open Government Partnership (2015-2018)¹⁵⁹
- OGP Awards Booklet 2015¹⁶⁰

¹⁵⁸ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. Open Government Partnership. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/4YearAP-Online.pdf>

¹⁵⁹ Gouvernement fédéral du Canada [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/country/canada/action-plan>

¹⁶⁰ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/awards>

Le premier document présente la mission, la vision et la stratégie globale sur quatre ans de l'OGP et constitue le guide officiel pour l'ensemble des 65 pays membres. Ce document contient les idées, les valeurs, les objectifs et les projets poursuivis par cette organisation pour les prochaines années. Ceci constitue un élément d'analyse incontournable pour notre recherche puisqu'il nous permettra de comprendre la démarche globale ainsi que les représentations majeures de ce mouvement. Ce document stratégique a été rédigé grâce à la collaboration de plusieurs représentants de deux États membres (le Mexique et l'Indonésie), des représentants de la société civile qui travaillent au sein de l'OGP et des représentants de fondations privées telles que la *Ford Foundation*. La réalisation de ce document a été financée par les dons provenant également des États membres et de fondations privées.

Il s'agit ensuite d'analyser le troisième plan d'action du Canada qui présente les initiatives qui seront menées au sein du gouvernement canadien entre 2016 et 2018, dans le but d'instaurer un gouvernement ouvert et répondre aux exigences de l'OGP. Par ce texte, nous porterons un regard plus particulier sur la situation canadienne. Cet exemple permettra de mettre en lumière la façon dont le Canada a interprété et appliqué les orientations stratégiques énoncées par l'OGP dans l'*OGP 4-year Strategy 2015-2018* et ainsi d'étudier l'influence des discours de l'organisation transnationale sur les pays membres. Ce rapport a été rédigé par le Cabinet fédéral du Canada et promulgué par Scott Brison président du Conseil du Trésor qui n'est pas un membre direct de l'OGP, mais qui se dit responsable du maintien de la relation internationale avec cet organisme (*Ibid.*)

Enfin, le dernier texte traite des récompenses attribuées aux États du monde entier en 2015¹⁶¹. Chaque année, des récompenses sont attribuées aux pays en fonction des

¹⁶¹ Le rapport de l'année 2016 n'était pas disponible sur le site de l'OGP au moment de l'analyse, c'est pourquoi nous analyserons le rapport de récompenses de 2015 qui a été publié suite au document stratégique 2015-2018 de l'OGP. L'organisation récompense chaque année les États du monde entier pour leur initiatives technologiques au sein de leur gouvernement ou de leurs institutions publiques.

performances de leurs innovations ou de leurs réalisations au sein de leur gouvernement respectif. En 2015, vingt et un représentants des États membres, consultants en développement ou en économie ou encore, représentants d'organisations non gouvernementales, ont analysé les différentes initiatives dans le monde pour l'année 2014, afin de récompenser les actions qui se sont démarquées. Ces récompenses se traduisent par des distinctions (première place, deuxième place, etc.) et participent à améliorer leur classement en tant que *gouvernement ouvert*. Ce rapport a été réalisé par des membres actifs de l'OGP et représente un grand événement chaque année. Ce qui nous intéresse dans ce document est la notion de «récompense» dans le sens où nous souhaitons analyser quels sont les types de projets qui sont salués par l'OGP ainsi que les finalités de ce système de récompenses. L'analyse de ce document permettra de renforcer notre analyse critique de discours et d'appuyer nos résultats sur l'idéologie dominante véhiculée entre autres par l'OGP.

3.3.2 Les autres influences du gouvernement ouvert.

En parallèle des textes de l'Open Government Partnership, nous étudierons trois autres acteurs du gouvernement à savoir : l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), International Business Machines (IBM) et Accenture.

3.3.2.1 L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)

L'OCDE a été instituée en 1948 après la Seconde Guerre Mondiale afin d'administrer le Plan Marshall¹⁶² et venir en aide aux pays européens. Après le succès de cette

¹⁶² Plan économique financé par les États-Unis pour aider l'Europe à se reconstruire avec les destructions de la Seconde Guerre Mondiale. (Organisation de coopération et de Développement

première coopération internationale, plusieurs pays comme le Canada ont souhaité rejoindre cette initiative. Ce n'est qu'en 1961, que la convention de l'OCDE est officiellement entrée en vigueur¹⁶³. Cette organisation compte aujourd'hui 39 pays membres et représente 80% des échanges et investissements mondiaux (*Ibid.*) Sa mission est d'« aider les gouvernements à œuvrer contre la pauvreté en favorisant la croissance économique et la stabilité financière » (*Ibid.*) Pour cela, l'OCDE exploiterait un grand nombre d'informations sur différents sujets afin de les analyser, de discuter et d'établir des prévisions économiques à court et moyen termes¹⁶⁴. Comme l'OGP, cette organisation élabore des recommandations pour les pays membres. La « clé de l'efficacité » présentée sur le site Web de l'OCDE résiderait dans « les examens mutuels entre les gouvernements, une surveillance multilatérale et une pression exercée par les pairs » (*Ibid.*)

En 2005, l'OCDE a publié « Modernising government. The way forward. », qui fait suite au projet lancé en 2002 par le Comité de la Gouvernance Publique de l'OCDE¹⁶⁵ (PGC). Cet ouvrage présente le bilan de la modernisation des services publics sur une période de vingt ans (1982-2002). Il identifie les leviers pour la mise en place des réformes de modernisation du secteur public et définit des orientations stratégiques pour rendre ce secteur plus réceptif, plus transparent et plus efficient (Traduction libre)¹⁶⁶. Ce rapport a été dirigé par Alex Matheson, haut fonctionnaire d'État, chef de la budgétisation et de la gouvernance publique à OCDE entre 2002 et

Économique. [s.d.]. *Histoire*. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/histoire/>

¹⁶³ Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.]. *OCDE*. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/modesdaction/>

¹⁶⁴ Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.]. *OCDE*. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/modesdaction/>

¹⁶⁵ Ce comité est en charge des services centraux de gestion publique, c'est-à-dire de la budgétisation et de la gestion des performances, de l'élaboration de l'action publique, de la réforme de la réglementation, du resserrement des liens qui unissent les administrations et les citoyens, de la gestion des ressources humaines et déontologie et de la politique régionale et territoriale. Ce sont des hauts fonctionnaires des pays signataires qui siègent à ce comité. (Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.]. *Réseaux du GOV.*. Récupéré le 12 septembre 2016 <http://www.oecd.org/fr/gov/reseauxdugov.htm>)

¹⁶⁶ OCDE. *Modernising government. The Way Forward*. (OECD Publications : Paris, 2005)

2005, et coordonné par Teresa Curristine, directrice de cette même division. Il a également été rédigé avec la contribution de plusieurs membres de l'OCDE, des représentants des gouvernements membres ainsi que des universitaires. Si les États-Unis sont les premiers à avoir publicisé la notion de gouvernement ouvert avec *The White House Open Government Initiative* en 2009, c'est l'OCDE qui a impulsé ce mouvement à partir de 2002. C'est pourquoi nous nous intéressons à cet ouvrage afin d'identifier les origines des discours sur le gouvernement ouvert et le système de valeurs associé à l'ouverture.

Pour cela nous avons sélectionné quatre chapitres du livre :

- Chapter 1: Open Government
- Chapter 2: Enhancing Public Sector Performance
- Chapter 3: Modernising Accountability and Control
- Chapter 5: The Use of Market-Type Mechanisms to provide Government Services

Le chapitre 1 a été premièrement choisi dans le but de déterminer les représentations du gouvernement ouvert diffusées par l'OCDE ainsi que d'identifier les enjeux formulés par l'organisation autour de cette modernisation du gouvernement. Le chapitre 2 expose la vision de l'OCDE en termes de performance à la fois budgétaire, managériale et informationnelle. Cette section permettra de renforcer notre analyse sur la construction des discours ainsi que sur l'idéal de la performance précédemment identifié au sein des discours du gouvernement ouvert. Le chapitre 4, quant à lui nous permettra de comprendre les dynamiques de contrôles, d'audit et de responsabilité exercées par l'OCDE sur les pays membres. Enfin le chapitre 5, complètera notre étude en mettant en exergue l'utilisation des mécanismes de marché au sein du gouvernement et l'influence que ceci a exercée sur le développement des discours du gouvernement ouvert notamment au sein de l'OGP.

Notre étude sera complétée par les discours de deux entreprises majeures dans le domaine des technologies numériques qui œuvrent elles aussi dans la définition et la mise en place des gouvernements ouverts : IBM et Accenture.

3.3.2.2 IBM, Institute for Business Value

En 2011, IBM Institute for Business Value¹⁶⁷ a publié « Opening Up Government. How to unleash the power of information of new economic growth »¹⁶⁸. Ce texte a été rédigé par trois membres d'IBM Institute for Business Value, James W. Cortada (directeur de l'équipe gouvernement et industrie de la santé), Vivian A. Nix (consultante en commerce international) et Lynn C. Reyes (responsable de recherches pour le secteur public international). Publié la même année que le lancement de l'OGP, ce document a été rédigé dans le but de présenter le mouvement du gouvernement ouvert. Il expose notamment la signification de « open » et développe la notion de performance, de marché et d'information au sein des services publics. Ainsi, ce texte nous permettra de déterminer comment IBM interprète ce type de gouvernement et quelles sont les valeurs que la compagnie met de l'avant.

3.3.2.3 Accenture

Enfin nous étudierons l'entreprise internationale Accenture¹⁶⁹ spécialisée dans la consultation, la stratégie d'entreprise, le management et la sous-traitance, qui fournit plusieurs services technologiques. Accenture s'intéresse beaucoup au gouvernement

¹⁶⁷ Institut d'étude d'IBM recense des études sur les nouvelles tendances dans le numérique, les dernières innovations et des modèles d'affaires à succès afin d'inspirer les organisations et les administrations à créer de la valeur. IBM se nomme « The right partner for a changing world ». (Institute for Business Value (IBM). [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 13 septembre 2016 de http://www-05.ibm.com/cz/telecommunications/resources/The_right_partner_GBB03061USEN.pdf)

¹⁶⁸ Institute for Business Value (IBM). [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 13 septembre 2016 de <http://www-935.ibm.com/services/us/gbs/thoughtleadership/ibv-open-government.html>

¹⁶⁹ Leur slogan est « High performance. Delivered. » (Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de <http://www.accenture.com>)

ouvert et traite d'ouverture et de technologies numériques au sein des services publics dans plusieurs de ses publications et rapports. Cette compagnie a notamment publié en 2014, « Digital Government: Pathways to Delivering Public Services for the Future »¹⁷⁰. Ce texte a été sélectionné car il présente un axe différent des autres documents du corpus. Ce rapport est certes, basé sur les avantages du gouvernement ouvert, mais il est orienté vers le regard et l'appréciation des citoyens. Accenture s'est basé sur les conclusions du Sommet Mondial du Gouvernement 2013¹⁷¹ et a réalisé une étude comparative entre dix pays (Brésil, Allemagne, Inde, Singapour, Corée du Sud, États-Unis, Royaume-Uni, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis et Norvège)¹⁷² afin d'évaluer « l'expérience des services citoyens » au sein du gouvernement ouvert, appelé par Accenture « digital government » et de classer les pays en fonction de leur performance. Pour cela, Accenture a mené un sondage en ligne auprès d'un échantillon de cinq mille citoyens qui ont déjà été soumis aux services en ligne de leur gouvernement, dans les 10 pays en questions¹⁷³. Trois éléments ont été pris en compte dans cette analyse : « un sondage de satisfaction citoyenne, la maturité des services publics, l'expérience citoyenne auprès des services publics » (Traduction libre. Accenture, 2014).

Ce rapport a été rédigé par deux employés d'Accenture, Bernard Le Masson, directeur international et consultant en santé et services publics et Dr. Khalid Al-Yahya, directeur management et consultation. Ce document permettra d'une part d'analyser les variables prises en compte dans l'évaluation des services publics par Accenture et d'autre part d'isoler la perception des citoyens par rapport au gouvernement ouvert à travers les variables mis en place par Accenture. Cette analyse

¹⁷⁰ Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de https://www.accenture.com/ie-en/~/_media/Accenture/Conversion-Assets/DocCom/Documents/Global/PDF/Industries_7/Accenture-Digital-Government-Pathways-to-Delivering-Public-Services-for-the-Future.pdf

¹⁷¹ Initiative qui a pour but de guider le futur des gouvernements et dont l'OCDE est un des partenaires principaux. (Gouvernement des Émirats Arabes Unis. [s.d.]. *World Government Summit*. Récupéré le 30 septembre 2016 de <https://worldgovernmentsummit.org/summits/archive/2013>)

¹⁷² Le choix de ces pays n'est pas expliqué précisément.

¹⁷³ Même si nous considérons que cet échantillon est relativement restreint, les résultats issus de ce rapport semblent être pertinents pour notre analyse.

permettra enfin de compléter et renforcer nos résultats sur les représentations du gouvernement à travers les différents auteurs.

Le dernier texte de ce corpus est « Digital at Depth. Digital technologies at the heart of public service transformation and as a catalyst for economic growth and innovation »¹⁷⁴ publié en 2015. Ce texte fait suite au document « Digital Government: Pathways to Delivering Public Services for the Future » sur lequel il s'appuie pour établir une étude comparative, analysant le degré de « numérisation » de dix pays sélectionnés¹⁷⁵. Ce rapport fait état de la satisfaction des citoyens, de la maturité technologique des services publics et de l'expérience vécue autour de cette prestation de services. À travers la présentation de dix meilleures pratiques, Accenture propose des recommandations (*'How to' guide*) pour aider les pays à générer de la croissance, de la compétitivité et construire une plateforme capable d'atteindre une prospérité future. Selon Accenture, ce guide a pour vocation d'être une ressource en ligne pour les gouvernements qui souhaitent implanter un gouvernement ouvert (digital government).

Ce document a été rédigé par Bernard Le Masson, Dr. Majid Altuwaijri, directeur santé et des services publics région Moyen-Orient et Gaurav Gujral, leader mondial en prestation de services publics pour le « Future Accenture ». Ce texte a été sélectionné dans le but d'identifier les valeurs et les pratiques valorisées par Accenture dans l'intégration de la technologie au sein des gouvernements et des services publics.

3.4 Grille d'interprétation

3.4.1 Élaboration de la grille

¹⁷⁴ Accenture. [s.d]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2015 de https://www.accenture.com/t20150523T033713w/us-en/acnmedia/Accenture/Conversion-Assets/DotCom/Documents/Global/PDF/Dualpub_9/Accenture-Digital-at-Depth-for-Government-Innovation.pdf

¹⁷⁵ Il ne s'agit pas des mêmes pays dans ces deux textes.

À partir de la théorie de Castoriadis et Žižek et en se basant sur la méthodologie de l'analyse critique de discours de Fairclough¹⁷⁶, nous avons établi une grille d'interprétation afin d'analyser les représentations du gouvernement ouvert et de l'idéologie de l'ouverture ainsi que déterminer la construction de ces discours. Pour Fairclough, les structures sociales sont représentées par le *langage*, les pratiques par *l'ordre du discours* et les événements, c'est-à-dire les interactions entre les structures sociales et les agents sociaux, sont représentées par le *texte*. Comme nous l'avons précédemment exposé, ce qui nous intéresse particulièrement ce sont les pratiques sociales et de fait *l'ordre du discours* que décrit Fairclough. Celui-ci est composé par le *genre*, le *discours*, le *style* et des interactions entre ces trois éléments. Pour Fairclough, « toutes les pratiques sociales sont une production de pratiques » (Traduction libre, Fairclough, 2010 : 172), qui sont sans cesse en évolution. Ainsi, la « production » et la « reproduction » de la vie sociale résultent tout d'abord, de la combinaison des différentes interactions sociales, qu'il qualifie par le *genre*. Le *discours* agit en tant que représentations du monde social considéré, c'est-à-dire qu'il représente la façon dont les individus se représentent le monde. Enfin, le *style* exprime la construction identitaire des individus au sein des pratiques sociales (*Ibid.*) Pour Fairclough, un changement dans l'ordre du discours implique donc une transformation sociale, et inversement.

Pour notre recherche, nous nous focalisons sur la notion de *discours* selon Fairclough, qui constitue l'ensemble des représentations sociales établies par la société considérée. Cet essai a pour but d'étudier la configuration idéologique des discours du gouvernement ouvert et les processus de légitimation et de reproduction de ces discours. Pour cela, nous analyserons les discours de plusieurs auteurs du gouvernement ouvert afin d'identifier :

¹⁷⁶ Norman Fairclough, *Critical discourse analysis: The critical study of language*, (Royaume-Uni : Routledge, 2013).

1. Les représentations du gouvernement ouvert qui se nourrissent des valeurs spécifiques à la technique.
2. La manière dont les orientations stratégiques dictées par les organisations internationales telles l'OCDE et l'OGP influencent les discours des États membres.
3. Les critères d'évaluation et les récompenses attribuées par l'OGP aux États membres.
4. Les leviers de légitimation utilisés dans les discours sur le gouvernement ouvert afin de permettre leur reproduction.

En reprenant les arguments développés dans le cadre théorique, nous constatons que l'ensemble des dimensions du gouvernement ouvert est fondé sur la technologie et la naissance de cette notion est issue d'un processus historique complexe qui influence encore aujourd'hui nos perceptions. C'est pourquoi nous avons développé une grille d'analyse regroupant les thèmes et les acteurs principaux du gouvernement ouvert supportés par la notion de « technologie ». En effet, à partir des enseignements de notre cadre théorique, nous avons identifié d'une part les thèmes du gouvernement ouvert que nous souhaitons étudier : l'ouverture, la performance, la managérialisation et l'émancipation. D'autre part, nous avons mis en lumière les acteurs du gouvernement ouvert qui participent à établir ce concept : les gouvernements, les citoyens, les entreprises et les hackers.

Notre grille d'analyse est la suivante :

TECHNOLOGIE	Gouvernements	Citoyens	Entreprises	Hackers
Ouverture	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre accessibles les données publiques • Rendre accessibles les services publics • Transparence • Rendre des comptes 	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité à l'information et aux données publiques • Accessibilité aux services publics • Réutilisation des données publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité à l'information et aux données publiques • Accessibilité aux services publics • Réutilisation des données publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Libre accès à l'information • Libre accès aux ordinateurs / au numérique • Réutilisation, modification du code

		ouvertes	ouvertes	source / données
Performance	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation • Innovation • Efficacité • Rentabilité • Réactivité • Satisfaction des citoyens • Transparence • Développement et croissance • Résultats 	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement • Participation • Innovation • Amélioration et facilitation de la vie • Confiance 	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement • Participation • Innovation • Rentabilité • Résultats • Développement et croissance • Maximisation des gains • Confiance 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des outils • Réussite • Succès • Résultats • Progrès • Perfection
Managérialisation	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion • Gestion / minimisation des risques • Responsabilité • Gouvernance • Défi • Contrôle • Évaluation • Formation • Récompense • Compétitivité • Partenariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion • Participation • Responsabilité • Évaluation des besoins • Initiative • Expertise • Réutilisation des données publiques ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion • Participation • Évaluation des besoins • Gestion / minimisation des risques • Initiative • Expertise • Réutilisation des données publiques ouvertes • Rentabilité • Partenariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Résolution de problèmes • Réduction / élimination des défauts • Décentralisation du pouvoir
Émancipation	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration • Consultation • Interaction • Formation • Partage d'informations • Partenariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration • Participation • Réseau • Partage de connaissances et expertises • Pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration • Participation • Réseau • Partage de connaissances et expertises • Travail d'équipe • Partenariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration • Réseau • Reconnaissance • Mérite • Dépassement de soi

3.4.2. Procédure d'analyse des données

Dans le but de réaliser une étude détaillée des données issues du corpus de textes, nous avons procédé à une analyse en plusieurs étapes. Tout d'abord, nous avons étudié l'ensemble des textes afin d'identifier les principaux arguments mobilisés par

les auteurs. La deuxième étape a été de classifier les différents arguments dans la grille d'analyse afin de faire ressortir les représentations par thème et par acteur. Une fois classifiés nous avons établi des liens, entre les textes qui mettaient en lumière les mêmes arguments. Enfin nous avons réalisé une synthèse générale qui met en exergue les représentations, les valeurs et les leviers de légitimité associés au gouvernement ouvert par les auteurs sélectionnés.

Le logiciel Nvivo a été utilisé pour compléter et vérifier nos résultats grâce à une analyse textuelle comprenant notamment l'occurrence des mots dans l'ensemble du corpus, une comparaison avec les termes les plus utilisés (exemple : data et information) et des nuages de mots par texte qui mettaient en exergue les termes les plus utilisés selon les auteurs.

CHAPITRE IV

INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

4.1 Les représentations du gouvernement ouvert

L'analyse approfondie des textes a permis de mettre en lumière les représentations des citoyens, du gouvernement et des entreprises au sein du gouvernement ouvert. Nous avons choisi de vous présenter cette étude par thèmes afin d'interpréter les principales dimensions de ce type de gouvernement.

4.1.1 La « culture » de l'ouverture

L'*ouverture* serait la condition centrale du gouvernement ouvert. Pour l'OCDE, c'est une combinaison entre la transparence, l'accessibilité et la réactivité (OCDE, 2005 : 29). En 2009, il s'agissait pour Beth Noveck des principes de participation et de collaboration au sein d'une dynamique de transparence. Même si cette définition a évolué depuis 2005, le principe d'ouverture va toujours au-delà de la transparence : il ne s'agit pas simplement de rendre accessibles les données publiques, mais de construire un nouveau modèle de pensée autour des données. IBM Institute for Business Value, parle d'un « paradigme de l'ouverture » où le gouvernement ouvert et les données ouvertes seraient interconnectés (Cortada, Nix et Reyes, IBM. 2009 : 1). Pour l'OCDE, le principe d'ouverture au sein des gouvernements demande plus qu'un cadre juridique ou des politiques publiques, mais bien l'instauration d'une « culture de l'ouverture » :

« Effective implementation of open government requires appropriate legal frameworks, policy instruments, institutions and tools – a selection of which are described below. These are necessary but not sufficient

conditions for openness in government. Achieving this goal in practice depends upon creating and nurturing a culture of openness throughout government. » (OCDE, 2005 : 36)

Selon les textes étudiés, l'ouverture ne représente pas seulement une nouvelle façon de fonctionner pour les gouvernements et les institutions, mais bien un nouveau mode de pensée, concrétisé autour d'un ensemble de pratiques qui impliquent les citoyens et les entreprises.

Les principaux arguments relevés dans les textes s'accordent sur les obligations que les gouvernements doivent respecter pour atteindre cette « ouverture ». Au cœur de ces obligations, le libre accès des données publiques, leur réutilisation et l'accès à la technologie sont mis de l'avant dans tous les textes analysés. Cet accès aux données permettrait aux citoyens et aux entreprises de s'informer et de prendre part aux discussions et décisions publiques. En « ouvrant » ses données, le gouvernement donnerait un droit de regard sur les dépenses publiques, sur la gestion des ressources, sur les réformes en cours, etc. Ceci obligerait le gouvernement à être responsable (*accountable*) de ses actes et de ses décisions, mais aussi à rendre des comptes aux citoyens et aux entreprises. L'accès aux données publiques est désigné plusieurs fois dans les textes comme la condition de la transparence et de la confiance publique. De plus, l'OCDE et l'OGP placent la loi pour la liberté de l'information (*Freedom of information legislation*) comme un droit fondamental.

« Freedom of information legislation: Access to information is a precondition for public scrutiny and a basic building block for open government and is enshrined in the constitutions of some OECD countries (e.g. Austria, Hungary, and Poland) Freedom of information (FOI) laws are the single most important means of giving substance to such basic rights, and their adoption has gathered pace in the past two decades. » (OCDE, 2005 : 36)

D'autre part, la réutilisation des données permettrait aux citoyens et aux entreprises d'innover, d'améliorer les services publics et participerait au développement économique des pays participants. Pour cela, le gouvernement doit mettre à

disposition des données publiques qui respectent des critères techniques stricts permettant leur réutilisation, comme l'explique le gouvernement du Canada.

« Open by default is about providing easy and consistent access to government data and information in open, standardized, digital formats. This gives Canadians the tools and information they need to hold government to account. It helps build public confidence and mutual trust between citizens and government, a critical ingredient for effective government. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 9)

Ainsi, le gouvernement s'engage à être de plus en plus accessible pour les citoyens et les entreprises en mettant à disposition des moyens de communication essentiellement numériques, qui permettront d'engager la « conversation » avec les institutions publiques et le gouvernement. Dans le plan stratégique sur quatre ans de l'OGP¹⁷⁷, est exposé un plan de communication externe afin de s'assurer que les messages et les informations clés atteignent les bonnes audiences (Open Government Partnership, 2014 : 27).

TABLE 6. SUMMARY OF EXTERNAL COMMUNICATIONS ACTIVITIES

ACTIVITY	TASKS
OGP WEBSITE & BLOG	Share information on OGP, guidelines and requirements, national action plans, learning resources, and OGP case studies with the open government community. Encourage debate and participation on the OGP blog.
OGP EVENTS	Oversee key messages, PR strategies and targeted media outreach for OGP regional meetings, the biannual global summit, OGP-sponsored events, and open government events hosted by partners.
SOCIAL MEDIA	Maintain an active social media presence to promote OGP events, achievements, and publications. Use social media to establish two-way communications with key constituencies.
OGP PUBLICATIONS	Publish a regular OGP newsletter, Annual Report, and journalistic case studies. Develop dissemination plans for all OGP publications, including IRM reports and Steering Committee policy documents and decisions.
TRADITIONAL MEDIA	Conduct media outreach at key moments, e.g. new countries joining, action plan publication and IRM progress reports. Encourage media coverage of OGP.
BRANDING & POSITIONING	Develop and disseminate brand guidelines to OGP partners in order to safeguard and strengthen OGP's strong brand. Develop strategies to increase OGP's visibility.

Figure 4.1 Plan de communication externe de l'OGP en 2014.

¹⁷⁷ Membres de l'Open Government Partnership. [s.d]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/4YearAP-Online.pdf>

Ce tableau montre l'importance accordée à l'information, et de fait à la transparence, par les organisations chargées d'implanter les gouvernements ouverts. Les blogues, les sites Web et les médias socionumériques sont placés comme des moyens de communication privilégiés, d'une part pour diffuser « l'information publique » émanant du gouvernement, d'autre part, pour entrer en contact avec ce dernier.

Nous avons constaté à travers l'étude de ces textes que l'ouverture est un point de référence et même un point de départ sur lequel reposent les autres thèmes identifiés du gouvernement ouvert. C'est pourquoi au cours de l'interprétation des résultats certains thèmes vont s'entrecouper et ainsi faire ressortir les différences dynamiques de ce type de gouvernement.

4.1.2 L'objectif de performance

Nous avons vu précédemment que la « performance » est le degré d'accomplissement des objectifs, des buts, des plans ou des programmes que s'est donnés une organisation (Jacques Bichot *et al.*). Cette notion est très présente dans l'ensemble des textes étudiés, où il est possible de trouver 521 références au total, dont 419 dans les chapitres sélectionnés de « Modernising Government »¹⁷⁸, rédigé par l'OCDE en 2005. Dans ce livre, le chapitre 2 est entièrement consacré à ce terme « Enhancing Public Sector Performance ». L'OCDE expose que le rôle des gouvernements membres de l'organisation a profondément changé sur les trente dernières années¹⁷⁹. Pour l'OCDE, après la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945) le modèle dominant des gouvernements comprenait un monopole ou « quasi-monopole » de l'offre de services publics (santé, éducation, bien-être social (*welfare social*), transports, infrastructures, etc.) et ce dernier était responsable de toutes les étapes de l'approvisionnement des services publics, allant de la législation au financement

¹⁷⁸ OCDE. *Modernising government. The Way Forward*, (OECD Publications : Paris, 2005)

¹⁷⁹ Ce livre a été écrit en 2005 donc il s'agit de la période 1975-2005.

(Traduction libre, OCDE, 2005 : 18-19). Selon l'OCDE, ce modèle de gouvernement dit « traditionnel », n'a pas su s'adapter aux différents changements économiques, politiques ou sociaux tels que le développement technologique, les nouvelles attentes des citoyens en termes de qualité et de choix des services publics, la nouvelle relation entre les citoyens et le gouvernement ou encore la privatisation des entreprises, etc. (*Ibid.*) C'est pourquoi pour l'OCDE, le secteur public doit se « moderniser » notamment dans son modèle de gestion.

« In the past 20 years, governments have made major changes to the way they manage the public sector. Most OECD public administrations have become more efficient, more transparent and customer oriented, more flexible, and more focused on performance. » (OCDE, 2005 : 10)

Dans plusieurs des textes, les citoyens sont perçus comme étant de plus en plus exigeants. Ces derniers s'attendent à recevoir le même niveau de service dans le secteur privé que dans le secteur public, « citizens expect the same or higher level of service than what they experience commercially » (Le Masson et Altuwaijri, Accenture, 2015 : 12). L'un des principaux arguments que l'on retrouve dans l'ensemble du corpus est que le gouvernement doit s'adapter aux besoins des citoyens, ces derniers doivent être au centre de toutes les stratégies de gestion des institutions publiques (logique du primat du citoyen « citizen-first » comme l'appelle le gouvernement du Canada). Accenture justifie notamment cet argument par une étude en ligne que la compagnie a menée auprès d'un échantillon de cinq mille personnes dans dix pays sélectionnés¹⁸⁰. À la question, « quelle devrait être la priorité du gouvernement ? », les citoyens ont répondu : l'amélioration des services publics (Accenture, 2014 : 15). La satisfaction des besoins des citoyens serait devenue une priorité pour les gouvernements qui doivent implanter des mesures pour atteindre cet objectif.

¹⁸⁰ Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de https://www.accenture.com/ie-en/~media/Accenture/Conversion-Assets/DocCom/Documents/Global/PDF/Industries_7/Accenture-Digital-Government-Pathways-to-Delivering-Public-Services-for-the-Future.pdf

Face aux nouveaux enjeux des gouvernements, l'OCDE propose le modèle de la « gestion de la performance » (*performance management*) qui se traduit par l'introduction d'un programme de performance au sein des processus de gestion, dans le but d'atteindre des objectifs préalablement fixés (OCDE, 2005 : 26). Ceci comprend, la gestion des institutions, la surveillance, l'évaluation ainsi que des rapports de performances et un système de récompenses et de pénalités (OCDE, 2005). L'OCDE met l'accent sur l'importance des audits et notamment des audits externes, autrement dit réalisés par des entités non gouvernementales pour assurer la pertinence et l'objectivité des résultats. Pour l'OCDE, le partenariat entre le secteur public et privé est primordial pour assurer le succès des gouvernements :

« The performance orientation of public management is here to stay. It is essential for successful government. Societies are now too complex to be managed only by rules for input and process and a public-spirited culture. The performance movement has increased formalised planning, reporting and control across many governments. This has improved the information available to managers and policy makers. But experience shows that this can risk leading to a new form of bureaucratic sclerosis. More attention needs to be given to keeping performance transactions costs in check, and to making optimal use of social and internalised motivators and controls. » (OCDE, 2005 : 81)

L'Independent Reporting Mechanism (IRM) est un rapport de performance réalisé annuellement pour évaluer les réalisations des pays membres de l'OGP. Ce rapport est élaboré par un organisme ou une personne externe au gouvernement afin d'assurer selon l'OGP, sa neutralité. Ce rapport est ensuite vérifié par un comité d'experts au sein de l'OGP pour valider sa cohérence et sa conformité (OGP, 2014 : 28). L'IRM a une place centrale au sein des procédures de l'OGP, car il est le point de référence pour les pays et l'ensemble des parties prenantes¹⁸¹ du gouvernement ouvert (*Ibid.*) Ce rapport constitue la base de l'élaboration des plans d'action biannuels pour les pays membres, à l'image de celui du Canada (*Ibid.*). Cet exemple montre l'importance

¹⁸¹ Selon les textes, on comprend ici essentiellement les citoyens et les entreprises.

accordée à l'évaluation et surtout au rapport de performance qui constitue la base du processus de décisions pour les membres de l'OGP. Au regard des textes de l'OGP, nous remarquons une prédominance des discours sur l'amélioration, l'évaluation et les résultats.

Ainsi la « performance » se traduirait et se mesurerait par des indicateurs préalablement établis par les auteurs étudiés. Bien que ces indicateurs diffèrent selon les textes, nous avons cependant identifié certaines similitudes. Elles sont essentiellement économiques et financières et relèvent de la croissance économique, des gains de productivité, de l'emploi, de la réduction des coûts et des dépenses publiques, d'une meilleure gestion des ressources ainsi que de la satisfaction des besoins des citoyens.

« Whilst navigating the continuing economic volatility, governments around the world are trying to fulfill their promises to deliver economic growth, social progress, safe and secure nations, and increasing their own productivity. High-performing governments are going digital: they are providing citizen-centric public service at the time and place needed, thereby driving high levels of citizen engagement and satisfaction. »
(Accenture, 2014 : 3)

D'autre part, la performance économique et financière des institutions publiques serait intrinsèquement liée au degré de confiance des citoyens envers le gouvernement. Cet argument est surtout mis de l'avant par Accenture, l'OGP et l'OCDE qui exposent l'importance de l'approvisionnement de services publics, en termes de quantité et de qualité. Pour ces trois acteurs, l'amélioration et la modernisation des services publics, par le biais de la technologie permettrait de satisfaire les besoins des citoyens et des entreprises et ainsi d'améliorer leur confiance envers le gouvernement.

« Accenture research found that an important aspect of a successful, sustainable digital government is aligning initiatives with their citizens' or constituents' expectations and preferences, thereby improving overall satisfaction and building trust and engagement. Our study found a strong

correlation between improved quality of services and a stronger relationship between citizens and their governments. » (Accenture, 2014 : 14)

Aussi, le texte sur les récompenses attribuées par l'OGP en 2015¹⁸² renforce l'idée que l'objectif de performance est devenu une priorité et nous pourrions même dire une fin. En 2015, l'Uruguay a obtenu la première place du classement de l'OGP grâce au lancement de la plateforme ATuServicio.uy¹⁸³ qui donne accès aux indicateurs de performance de chaque fournisseur d'assurance santé, permettant aux citoyens de choisir l'assurance qui conviendrait le mieux à leurs besoins (*Ibid.*) « Giving citizens unparalleled access to the performance indicators of health care providers. » (Open Government Partnership, Uruguay, 2015 : 2) Ici, il est question de faciliter l'accès aux indicateurs de performance et non de faciliter l'accès à un plus grand nombre de personnes à la santé. Cet exemple montre une approche technique au détriment d'une approche sociale, dans le sens où c'est uniquement l'accès à l'information sur la santé et non l'accès à la santé qui est récompensé. À travers l'étude de ce texte, nous remarquons que les récompenses sont principalement attribuées à des améliorations d'ordre économique, financière, sécuritaire ou encore technologique. Ce sont essentiellement des résultats chiffrés qui font état de performances mesurables, comme le montre l'exemple de l'Uruguay :

« These measures worked: the 500 sessions of accessing health care provider data in 2013 grew to 34,092 sessions between February and April 2015 amounting to a 6,800% increase. Users spent an average of five minutes per session and visited an average of five pages of the website, clearly informing themselves thoroughly about the differences among providers. » (Open Government Partnership, Uruguay, 2015 : 2)

4.1.3 Les techniques de managérialisation

¹⁸² Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/awards>

¹⁸³ Ministère de la santé de l'Uruguay. [s.d.]. *Atuservicio*. Récupéré le 4 novembre 2016 de <http://atuservicio.uy/>

La performance deviendrait un objectif pour les gouvernements, qu'il serait possible d'atteindre grâce à plusieurs « moyens » que nous avons identifiés dans les sept textes.

Tout d'abord, les auteurs s'accordent sur le fait que la technologie ou la « numérisation » pour reprendre le terme d'Accenture, serait le garant de la modernisation des gouvernements, « digital technology is at the heart of a modern public service » (Le Masson et Altuwaijri, Accenture. 2015 : 6). Celle-ci permettrait de répondre à des objectifs essentiellement économiques et financiers pour les pays participants au gouvernement ouvert « digitalization is key to economic growth, competitiveness and innovation » (Le Masson et Altuwaijri. Accenture. 2015 : 9). L'OCDE appuie aussi cette idée, en montrant la technologie comme le moyen pour les gouvernements de faire face aux nouveaux défis auxquels ils sont confrontés :

« Open government is increasingly recognised to be an essential ingredient for democratic governance, social stability and economic development. Building open government is a challenge for all countries. The principles of good governance – transparency and accountability; fairness and equity; efficiency and effectiveness; respect for the rule of law; and high standards of ethical behavior – represent the basis upon which to build open government. » (OCDE, 2005 : 28)

Au regard du corpus, la technologie serait la solution pour atteindre des objectifs de performance à travers l'action du gouvernement. Or, la technologie ne peut pas à elle seule entraîner de la croissance économique ou des gains de productivité. C'est son intégration au sein du gouvernement et des institutions qui permettrait d'entraîner des effets d'ordre économique et financier. Dans ce cadre, la technologie serait un « vecteur » ou un « support » pour des processus plus larges. Il s'agit donc d'identifier ces processus sous-jacents à la technologie, proposés ou mis en place par les auteurs pour atteindre l'objectif de performance.

Dans ce contexte, l'un des principaux arguments mobilisés dans les textes est un nouveau modèle de gestion qui comprend la collaboration entre le privé et le public.

Cette collaboration entraînerait plusieurs effets notamment, le partage d'informations, de connaissances et d'expertises qui pourrait aboutir à des améliorations et des innovations qui entraîneraient à leur tour des gains de productivité et augmenteraient ainsi la croissance économique. C'est pourquoi plusieurs textes parlent de la création de partenariats entre le gouvernement, les entreprises, les citoyens et même le secteur universitaire.

« Governments need to be seen as partners to customer-businesses in the future Digital business can serve customers better because they can adapt, be creative and share the knowledge in real-time with their stakeholders. To serve the public better, governments must do the same through encouraging departments to digitalize, become more open to collaborating and sharing data and be focused on 'mission productivity'. » (Le Masson et Altuwaijri. 2015 : 14)

Cet argument amalgame ainsi les thématiques d'ouverture, de managérialisation et même de performance. Puisque l'ouverture des données des gouvernements, des entreprises et des citoyens permettrait, par une collaboration efficace et surtout à double sens, d'améliorer le fonctionnement des gouvernements, d'accroître l'innovation, le développement économique et les revenus. Plusieurs auteurs tels qu'Accenture, IBM ou le gouvernement du Canada parlent « d'extraire » la connaissance grâce à l'ouverture des données afin de créer de la valeur économique pour la société.

« Making government data and information openly available to Canadians without restriction on reuse can generate opportunities for Canadians to improve their lives and their businesses, and contribute to the country's economic growth. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 24)

IBM va plus loin en présentant le gouvernement comme une plateforme (*government as-platform*). Ce concept représente le gouvernement comme une « plaque tournante », un catalyseur d'informations, d'expertises et de services où les « communautés » comme le nomme IBM peuvent « échanger, interagir ainsi que

s'approprier et réutiliser les données dans le but d'impulser leurs propres opportunités, marchés et progrès » (Traduction libre. Cortada, Nix et Reyes, IBM 2009) :

« The vision of government-as-platform requires a digital infrastructure that enables access along with perpetual and authentic collaboration as described in Government 2020. Ingredients for the platform – management structure, enabling operating models, relationships and learning – likely already exist. Citizens and businesses also own components of it themselves, increasingly in the form of mobile devices. » (Cortada, Nix et Reyes, 2009 : 14)

Aux vues de ces arguments, le gouvernement deviendrait une sorte d'intermédiaire dont l'obligation serait de mettre en relation les différentes parties prenantes (entreprises et citoyens) pour créer des effets économiques et financiers. Dans ce cadre, le rôle du gouvernement serait de protéger les intérêts de chaque partie et de s'assurer du bon fonctionnement du marché. Selon le texte d'Accenture, le gouvernement doit aujourd'hui, de la même manière que les start-ups, prendre des risques pour maximiser les gains.

« It's time for government to encourage and direct innovation, rather than inhibit it. First movers will gain a clear advantage, renewing the trust and confidence of their constituents, encouraging business investment and entrepreneurialism and providing a role-model for other governments. » (Le Masson et Altuwajri, Accenture, 2015 : 6)

De plus, dans « Modernising Government »¹⁸⁴, l'OCDE propose « l'introduction d'un modèle reprenant les mécanismes de marché au sein du gouvernement, afin d'accroître les gains de productivité à travers la baisse des coûts et l'amélioration des services publics » (Traduction libre. OCDE, 2005 : 130). Ce modèle implique que le gouvernement possède deux rôles : l'un acheteur, l'autre fournisseur et que les entreprises et organismes non gouvernementaux deviennent des partenaires de choix pour le gouvernement (*Ibid.*). Selon l'OCDE, il existe plusieurs mécanismes de

¹⁸⁴ OCDE. *Modernising government. The Way Forward*, (OECD Publications : Paris, 2005)

marché, dont l'un d'entre eux est le « public-private partnerships » (PPPs). Il s'agit d'un accord selon lequel le secteur privé finance, conçoit, construit et gère des services qui étaient auparavant la responsabilité du secteur public (OCDE, 2005 : 143). Le but serait d'atteindre des gains de productivité grâce à la concurrence et à l'expertise du secteur privé ainsi que le transfert du risque vers le secteur privé (*Ibid*).

Enfin, l'ensemble des textes proposent d'évaluer la performance des stratégies, des actions et des outils de gestion mis en place par les gouvernements ouverts selon des indicateurs que nous avons exposés plus tôt, afin de pouvoir « mesurer » les progrès des gouvernements et les impacts de leurs actions.

Certains arguments exposés dans la « Managérialisation du gouvernement » ouvert rejoignent ceux présentés dans la section « l'objectif de performance ». Cette managérialisation se traduirait par l'introduction de mécanismes de marchés et de techniques de gestion au sein des gouvernements ouverts pour atteindre des objectifs basés sur la performance. Au regard de notre analyse, la managérialisation du gouvernement deviendrait donc un moyen, c'est pourquoi nous parlons de « techniques de managérialisation ». Cette recherche de performance et d'amélioration incessante est en lien avec un régime d'accumulation du gain propre à l'idéologie néolibérale.

4.1.4 L'émancipation du « public »

L'émancipation est au cœur des principes de participation et de collaboration du gouvernement ouvert. La mise en place d'un « dialogue constant » entre le « public¹⁸⁵ » et le gouvernement est d'ailleurs l'un des objectifs principaux que l'on retrouve au sein de la stratégie de l'OGP ou du plan d'action du Canada.

¹⁸⁵ Le terme « public » est utilisé très fréquemment dans les textes pour désigner les parties non gouvernementales constituées des citoyens, des organismes et des entreprises.

« As a result, member countries are required to establish a permanent mechanism for ongoing public dialogue in order to foster transparency and empower civil society organizations' interaction on open government. Establishing a permanent forum for dialogue provides a formal structure for regular, two-way communication between government and civil society. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 32)

Selon l'ensemble des textes étudiés, la concrétisation de ce dialogue passerait par la technologie. Celle-ci donnerait la possibilité aux citoyens, mais également aux entreprises et aux organismes, d'interagir avec le gouvernement de manière plus rapide, plus facile et plus directe, grâce à la création d'espaces de discussion en ligne (Le Masson et Altuwajiri. Accenture. 2015 : 6). Ces espaces donneraient la parole au public en dehors des périodes électorales réalisant ainsi l'idée de « dialogue constant » avec le gouvernement. C'est pourquoi les nouveaux moyens de communication tels que les médias sociaux, les blogues ou encore les sites Web seraient des outils privilégiés pour accroître cette participation « n'importe où et n'importe quand ». Les notions de temps réel, de mobilité et de réactivité propre au domaine de la technologie se retrouvent dans l'ensemble du corpus.

« New technologies, such as social networking, mobility and cloud-based services, provide an unprecedented platform for citizens to discuss and debate issues, voice their concerns, exchange information, petition governments to make improvements in public services and even to work together to improve the quality of life in their communities. » (Accenture, 2014 : 24)

Par le biais de ce « dialogue », les gouvernements ouverts chercheraient à favoriser le partage d'informations, de connaissances, d'expériences et d'expertises. Ceci permettrait d'une part d'accroître les innovations et le développement économique comme nous l'avons vu dans les sections précédentes. D'autre part, ce partage viserait également à recueillir les opinions, les avis et les impressions du public afin que le gouvernement puisse créer des services publics plus utiles et adaptés aux besoins réels des citoyens et des entreprises (OCDE, 2005 : 39). Le principe serait

donc de favoriser la participation et la collaboration afin d'inclure les citoyens et les entreprises au cœur de l'élaboration des politiques publiques, des lois et des programmes afin de bénéficier de « l'intelligence collective » pour reprendre le terme d'IBM et ainsi améliorer les services publics.

« Putting already open government data into the hands of citizens makes it possible to enable the collective imagination and ideas of citizens and to leverage ideas of the “crowd.” Private sector companies are also embarking on their own open initiatives for similar reasons. » (Cortada, Nix et Reyes, IBM, 2009 : 12)

Par ailleurs, la valorisation de cette prise de parole publique permet de bâtir une confiance, mais aussi une crédibilité et une légitimité pour les gouvernements ouverts. Pour maintenir cette légitimité, les gouvernements devraient mettre en place des incitatifs pour montrer la valeur de cette participation et de cette collaboration. Ceci passe notamment par l'éducation du public, mais aussi par la formation, la création de réseau et de mentorat auprès des fonctionnaires directement impliqués dans la mise en œuvre du gouvernement ouvert (Open Government Partnership, 2014).

« Second, we need to do more to support and empower the civil servants responsible for implementing open government reforms. High-level political commitment is critical, but many reformers also need both technical and moral support. Reform-minded civil servants see OGP as a resource in connecting with their counterparts around the world to seek ideas and inspiration. » (Open Government Partnership, 2014 : 2)

La technologie est la base de l'ensemble des dimensions que nous avons étudié : l'ouverture, la performance, la managérialisation et l'émancipation. Celle-ci est considérée dans les textes analysés, comme la solution pour concrétiser la mise en place du gouvernement ouvert. C'est pourquoi, en parallèle des représentations des acteurs identifiés comme étant le gouvernement, les citoyens et les entreprises, nous avons étudié les similitudes avec les représentations des hackers.

4.2 L'éthique des hackers : racine du gouvernement ouvert ?

Pour réaliser le parallèle entre les représentations du gouvernement ouvert et les hackers, nous nous sommes basés sur les considérations du livre de Steven Levy¹⁸⁶ qui expose l'éthique des hackers selon six principes :

1. L'accès aux ordinateurs – et à tout ce qui peut nous apprendre quelque chose sur la marche du monde – doit être total et sans restriction. Appliquez toujours ce principe : faites-le vous-même !
2. L'accès à l'information doit être libre.
3. Défier le pouvoir – défendez la décentralisation.
4. Les hackers doivent être jugés sur leurs résultats, et non sur des critères fallacieux comme leurs diplômes, leur âge, leur race ou leur classe.
5. On peut créer de la beauté et de l'art avec un ordinateur.
6. Les ordinateurs peuvent améliorer votre vie.

En comparant ces principes avec les arguments exposés dans les sept textes, nous avons identifié plusieurs représentations similaires.

4.2.1 « L'information doit être libre ! »

La libre circulation de l'information est au centre de l'éthique des hackers puisque selon Levy, les premiers hackers considéraient que c'était la nature même des ordinateurs. De plus, Richard Stallman et les partisans des logiciels libres se battent encore aujourd'hui pour préserver ce principe¹⁸⁷. Au sein des gouvernements ouverts, la libre circulation de l'information s'animerait surtout au cœur du principe « d'ouverture ». Les textes étudiés expliquent que les gouvernements ouverts doivent rendre accessibles de plus en plus de données publiques afin de réaliser le principe de

¹⁸⁶ Steven Levy. *L'éthique des hackers*, (Paris : Éditions du Globe : 2013)

¹⁸⁷ Contributeurs et représentants du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d.]. *GNU*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://www.gnu.org/philosophy/free-software-for-freedom.html>

transparence inhérent à l'ouverture (Cortada, Nix et Reyes, IBM, 2009). Pour être libres, ces données doivent être lisibles, réutilisables, sans restriction et standardisées, comme l'expose le gouvernement du Canada :

« This data and information belongs to Canadians, and there is a broad range of benefits associated with making it open and available for reuse. Open by default is about providing easy and consistent access to government data and information in open, standardized, digital formats. »
(Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 9)

Dans cette citation, la notion de « liberté » ou de « libre accès des données » est similaire à celle exposée par les hackers ou les défenseurs des logiciels libres. Puisqu'il s'agit de « liberté » dans le sens de « non-restriction » comme le conçoit l'approche des logiciels libres. Pour les gouvernements ouverts, ce libre accès aux données publiques permettrait entre autres d'informer le public, de tenir le gouvernement responsable de ces décisions et de bâtir une confiance envers les institutions publiques (*Ibid.*) Comme nous l'avons vu, plusieurs auteurs tels que l'OCDE ou le gouvernement du Canada placent la loi pour la liberté de l'information (*Freedom of information legislation*) comme une condition fondamentale pour la réalisation du gouvernement ouvert (OCDE, 2005 : 36).

D'autre part, cette libre circulation des données serait possible, selon le corpus, par le biais de la technologie. Celle-ci serait même pour les auteurs, la condition pour la concrétisation de ce projet, argument qui se retrouve dans l'ensemble des thèmes étudiés¹⁸⁸. Cette vision rejoint l'un des principes de l'éthique des hackers, pour qui « l'accès aux ordinateurs et à tout ce qui peut nous apprendre quelque chose sur la marche du monde – doit être total et sans restriction » (Levy, 2013 : 37). Ainsi, de la même manière que les hackers voyaient les ordinateurs comme un outil pour « comprendre le monde », les gouvernements ouverts posent la technologie comme la solution pour améliorer le fonctionnement du gouvernement et des institutions.

¹⁸⁸ Nous faisons référence ici à l'ouverture, la performance, la managérialisation et l'émancipation développée dans la section précédente.

4.2.2 La quête du progrès

Selon Steven Levy, la quête du progrès technique est pour les hackers un objectif ultime (Levy, 2013). Nous avons vu précédemment que les hackers aimaient les outils fiables et ne laissaient jamais de place au hasard ou à l'incertitude (*Ibid*). Ces « amateurs » de l'informatique n'avaient de cesse de progresser, d'améliorer et d'innover. C'est pourquoi la libre circulation de l'information est si importante pour les hackers. En effet, elle garantit l'accès au code source et sa modification afin de concevoir de meilleurs programmes, toujours plus performants (Levy, 2013 : 45).

À cela, nous pourrions rapprocher la notion de réutilisation des données qui est très présente dans l'ensemble des textes sur le gouvernement ouvert. Nous avons vu que cette réutilisation des données permettrait notamment aux entreprises et aux citoyens d'innover et de créer de la valeur issue de ces données (Open Government Partnership, 2014), ce qui est en lien avec la vision des premiers hackers. Pour le gouvernement ouvert, la réutilisation des données serait accompagnée du principe de collaboration qui permettrait de mettre en commun les connaissances, le savoir et l'expertise pour pouvoir ensuite exploiter le potentiel de ces données : « integrated digital ecosystem : shared data platforms allow governments, businesses and citizens to benefit from their enhanced knowledge about each other » (Le Masson et Altuwaijri. Accenture. 2015 : 14). Même si la collaboration n'est pas un principe explicitement abordé par l'éthique des hackers, l'accès à l'information et au code source est une sorte de mise en commun des connaissances qui permettraient d'améliorer les systèmes et les logiciels en bénéficiant du savoir des autres programmeurs.

Levy explique également que les hackers pensaient que les systèmes informatiques pouvaient améliorer la vie des êtres humains via la connaissance des réseaux informatiques (Levy, 2013 : 38). Cette perception se retrouve dans l'analyse des

textes du gouvernement ouvert où la technologie est posée comme le moyen d'améliorer la croissance économique, mais également les conditions de vie. « Our research shows digitalization has tangible benefits for a country's overall competitiveness, society, business environment and quality of life. » (Accenture, 2014 : 8). De la même manière que les hackers, les auteurs du gouvernement ouvert pensent que la technologie aurait des impacts positifs sur la vie des individus.

4.2.3 La loi du « zéro défaut »

Nous avons montré précédemment que le principe de performance est très présent au sein de l'éthique des hackers, pour qui rien n'était plus parfait que les systèmes informatiques (Levy, 2013 : 48). Selon Levy, « les systèmes imparfaits rendent furieux les hackers, et leur instinct primaire est de les réparer » (Levy, 2013 : 37). Pour cela, les hackers identifiaient les problèmes afin de les résoudre et d'éliminer les erreurs du système de façon permanente (*Ibid.*) Cette approche rappelle celle de la cybernétique, basée sur un principe d'autorégulation des systèmes grâce à la rétroaction, dont on retrouve des points communs au sein des textes du gouvernement ouvert.

Au cours des récompenses émises par l'OGP en 2015, le Mexique obtient la quatrième place pour son programme « Stakeholder Participation in Day Care Center Safety » (Open Government Partnership, Mexique, 2015). Suite à un grave incendie qui a fait plusieurs morts dans une garderie publique en 2009 à Hermosillo, le Mexique a mis en place un programme d'inspection pour améliorer la sécurité et prévenir les accidents (*Ibid.*) Ce programme créé par Mexican Social Security Institute (IMSS) est basé sur une méthode comprenant : un algorithme qui sélectionne au hasard 10% des garderies du pays à inspecter tous les mois, une technologie permettant de surveiller les indicateurs de sécurité et agir rapidement si les procédures ne sont pas respectées ainsi que la collaboration des parents qui sont

désignés pour inspecter les garderies publiques (*Ibid.*) Les résultats de ces inspections sont disponibles en temps réel sur un site Web prévu à cet effet. Résultat, après un an de mise en service, 60% des garderies publiques possèdent les équipements requis en termes de sécurité (*Ibid.*)

« After the results obtained in the first year, the mechanism was made part of the internal regulation of IMSS, institutionalizing the effort and ensuring it became a regular practice. There are plans to improve information visualization, develop a mobile application to consult and compare the information that is generated by the visits, and develop analytical models that can help predict problems in day care units, as well as to promote improvements in safety regulations. » Open Government Partnership, Mexico, 2015 : 6)

Les caractéristiques de ce programme tels que la disponibilité des résultats en temps réel, la surveillance des indicateurs et le projet de modèle analytique capable de prédire les problèmes, montrent une volonté de progression constante et continue du système afin de le rendre de plus en plus performant. Cet exemple, rappelle la vision des hackers envers leurs systèmes informatiques.

En effet, autant chez les hackers que pour les gouvernements ouverts, l'importance est mise sur les résultats. Alors que les hackers cherchent à rendre leurs systèmes informatiques plus performants, les gouvernements cherchent à rendre le fonctionnement de leurs institutions plus efficace. Pour cela, nous retrouvons dans les textes étudiés une nécessité d'identifier clairement les problèmes et de trouver des solutions adéquates pour les résoudre, « effective public management policies need clear problem diagnosis and outcome evaluation. » (OCDE, 2005 : 23) Les gouvernements ouverts proposent notamment le dialogue « ouvert » pour trouver ces solutions, comme l'explique le gouvernement du Canada :

« In practice, open dialogue enables citizens, experts, civil society organizations, stakeholders, and other interested parties to engage with the government in simultaneously identifying the problems and

developing the solutions. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 31)

Cette vision orientée résultats est très similaire aux hackers pour qui chaque problème a une solution (Levy, 2013 : 39).

4.2.4 La primauté de l'expertise

Selon Levy, les hackers accordent une grande place au mérite (Levy, 2013 : 42). Ce sont les réalisations, les succès et les exploits qui sont jugés par les hackers et non les diplômes ou la place sociale : « les hackers doivent être jugés sur leurs résultats, et non sur des critères fallacieux comme leurs diplômes, leur âge, leur race ou leur classe » (Levy, 2013 : 37). Steven Levy ajoute que la valorisation de la créativité selon les hackers passe par l'accomplissement de soi au sein des systèmes informatiques.

Le gouvernement ouvert valorise quant à lui l'expertise. Celle-ci émane, selon le corpus, à la fois des citoyens, des entreprises, des gouvernements, des organisations non gouvernementales, des universitaires et de toutes autres parties prenantes du gouvernement ouvert. C'est la mise en commun des connaissances, des expériences et des expertises de chaque acteur qui seraient nécessaires pour accroître l'innovation, la croissance économique ainsi qu'améliorer les services publics. Accenture s'appuie sur l'idée de Tim O'Reilly et propose de créer un écosystème de services collaboratifs dans le but d'améliorer les services publics par la collaboration entre le public et le privé. Accenture suggère de créer des hubs d'innovations pour encourager la créativité et l'expertise des individus.

« Create networked innovation hubs—A collaborative ecosystem is not simply a digital platform which all involved can access online. It should also involve building physical working spaces and innovation centers where actors can meet and partner to create new products and services. Innovation hubs are office spaces where entrepreneurs and other self-

employed workers can connect and offer tools and know-how that entrepreneurs are not likely to have themselves, so that they are presented with the tools to build businesses, share ideas and learn how to monetize them. » (Le Masson et Altuwajjri. Accenture. 2015 : 20)

De plus dans son étude de cas¹⁸⁹, Accenture met en avant le nouveau modèle d'approvisionnement public de Londres. La ville a mis en place un marché public numérique et une collaboration à travers un réseau de partenaires et de fournisseurs permettant au secteur privé de proposer des solutions innovantes en termes de services et d'approvisionnements publics (Le Masson et Altuwajjri, Accenture 2015 : 21). Ce qui est intéressant dans ce cas, est la sélection des entreprises : « Selection is based on meritocracy and efficiency, rather than prior work or company size. » (*Ibid.*) Il ne s'agit donc pas de faire des appels d'offres publics restreints à des procédures ou des critères juridiques, mais de considérer les propositions des entreprises qui se démarquent par leurs solutions innovantes et donc par leur créativité et leur expertise.

En lien avec la quête de progrès, la valorisation de l'expertise et de la créativité est un thème que l'on retrouve à la fois chez les hackers et le gouvernement ouvert.

Le parallèle effectué entre les représentations du gouvernement ouvert et les hackers permet de révéler les racines et les influences de ce modèle. Les livres de Steven Levy, mais aussi de Fred Turner, présentent une nouvelle manière de penser, un ensemble d'idées et de pratiques qui ont vu le jour à partir des années 1960 et qui sont encore présents aujourd'hui au sein de l'idéologie de l'ouverture.

Cependant, rappelons les critiques émises par Richard Stallman et les défenseurs des logiciels libres. Pour eux, les logiciels Open Source qui est à l'origine de l'ouverture des données est très différente des logiciels libres, dans le sens où le terme « Open Source » induit des restrictions qui ne sont pas admises par les partisans des logiciels

¹⁸⁹ Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de https://www.accenture.com/t20150523T033713_w_us-en_acnmedia/Accenture/Conversion-Assets/DocCom/Documents/Global/PDF/Dualpub_9/Accenture-Digital-at-Depth-for-Government-Innovation.pdf

libres. Pour ces derniers, ce type de logiciels permettrait seulement aux entreprises de les vendre en palliant à la notion de liberté qui peut être connotée de gratuité. Or, la créativité ne peut s'exprimer pour les hackers que dans un contexte non réglementé (Levy, 2013). Pour les partisans des logiciels libres, la notion économique entre en jeu dans le terme « *open* ». Cet argument montre une transformation des principes des premiers hackers vers des exigences économiques et financières propres à l'idéologie néolibérale dominante.

4.3 La légitimité et la crédibilité du gouvernement ouvert par la valorisation des facteurs économiques et financiers

4.3.1 Disparition des frontières entre les secteurs public et privé

La croissance économique, l'amélioration de la productivité, de la compétitivité, de la rentabilité, l'accroissement de l'emploi ou encore des innovations sont des arguments mobilisés à plusieurs reprises dans l'ensemble des textes étudiés pour justifier la mise en place des gouvernements ouverts ou de la « numérisation ».

« In a recent study on the impact of digitalization, which is covered in this report, Accenture has shown that an increase in the pervasiveness of digital technologies in the economy is strongly correlated to higher GDP growth, increase in international trade and lower unemployment. The research demonstrates that growth can come from deploying digital at depth within public services and intelligent investment in promoting digitalization. » (Le Masson et Altuwaijri. Accenture. 2015 : 6)

Pour Accenture, la clé du gouvernement ouvert est de se concentrer sur l'établissement d'une responsabilité (*accountability*) et sur la promotion de la croissance économique et de la compétitivité. L'entreprise propose six caractéristiques pour un gouvernement qu'elle définit comme, « tourné vers

l'avenir ». Ceux-ci sont tous orientés vers des critères économiques ou financiers, comme le montre ce schéma.



Figure 4.3 Les six caractéristiques du gouvernement « tourné vers l'avenir »

Pour atteindre ces objectifs, Accenture, IBM ou encore l'OCDE prônent le partenariat entre le secteur public et privé, qui participerait à mettre en commun les connaissances et les expertises de chaque acteur pour améliorer les services publics et faire face aux défis auxquels le gouvernement est confronté. Nous avons vu que l'OCDE propose notamment le modèle du « *public-private partnerships* » (*PPP's*) qui s'inscrit dans l'approche du *New Public Management* présentée par John Michael Roberts dans « *New media and Public Activism* »¹⁹⁰. Ce modèle de gestion qui intègre des mécanismes du marché au sein du secteur public a pour but d'améliorer sa performance et d'orienter le gouvernement vers les résultats et non plus vers les processus, « *government contracts have a tendency to be prescriptive and process*

¹⁹⁰ John Michael Roberts, *New media and Public Activism. Neoliberalism, the state and radical protest in the public sphere*, (Great Britain : Policy Press, 2014) 43-91.

oriented, whereas private sector contracts tend to be more output (or outcome) oriented » (OCDE, 2005 : 132).

Or, nous avons abordé dans le cadre théorique que ce modèle de management tend à faire disparaître les frontières entre le public et le privé. Cela aurait pour conséquence, selon Jean-François Filion¹⁹¹, d'entraîner une mutation du droit par le biais du positivisme juridique et ainsi un amalgame entre la loi et la réglementation (Filion, 2006). Pourtant, le droit serait selon Freitag, fondateur de toute société (Filion, 2006 : 266). Ainsi, si le droit est dissimulé par l'imposition de réglementations et de normes alors cela induirait un État sans référence transcendante, seulement assujetti à une logique purement autoréférentielle et opérationnelle.

L'introduction des mécanismes de marché, d'outils de gestion, de planification, de processus, de contrôle et d'évaluation au sein du gouvernement entraînerait une managérialisation du gouvernement et du politique qui valoriserait la réglementation au détriment de la loi, comme le montre l'OCDE,

« The performance orientation of public management is here to stay. It is essential for successful government. Societies are now too complex to be managed only by rules for input and process and a public-spirited culture. The performance movement has increased formalized planning, reporting and control across many governments. » (OCDE, 2005 : 81)

C'est pourquoi, pour Béatrice Hibou, il s'agirait de stratégie de gestion des politiques publiques plus que d'une réflexion politique et sociale de l'action publique (Hibou, 2012).

4.3.2 La satisfaction des besoins au détriment du projet politique

¹⁹¹ Jean-François Filion, *Sociologie dialectique : introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, (Canada : Éditions Nota bene, 2006)

La logique du primat du citoyen (*citizen first*) exposée par le gouvernement du Canada ainsi qu'Accenture et IBM renforce cette idée. Les deux entreprises mettent en lumière le degré d'exigence des citoyens aujourd'hui habitués à la qualité et au choix des services disponibles dans le secteur privé. Les deux entreprises insistent sur la nécessité des gouvernements de prendre en compte les besoins du public, d'améliorer leurs services afin d'augmenter leur niveau de satisfaction (Le Masson et Altuwajri. Accenture. 2015). Les gouvernements ouverts auraient pour objectif de répondre aux besoins des citoyens et des entreprises, ce qui est repris et intégré par le gouvernement du Canada :

« An open government makes for a more effective one. A government engaged with its citizens is sharply focused on their needs. A government that is transparent is driven to achieve better results and held accountable for decisions. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 37)

Nous sommes ici sur un rapport purement opérationnel et utilitaire entre le gouvernement et les citoyens, où la recherche de la satisfaction des besoins prime sur le projet politique. Ceci réaffirme la thèse de Béatrice Hibou pour qui, la gestion l'emporte aujourd'hui sur la réflexion politique.

D'autre part, au cours de l'analyse de discours nous avons constaté que les citoyens et les entreprises sont souvent placés au même niveau par l'ensemble des auteurs. Autrement dit, le gouvernement doit prendre en compte les opinions ou encore les enjeux des entreprises de la même façon qu'il le ferait avec les citoyens. Ainsi, le principe de participation au sein des critères de l'OGP concernerait ces deux types acteurs. C'est pourquoi les auteurs utilisent à répétition le terme « public » pour désigner à la fois les citoyens et les entreprises.

« We see huge potential for these technologies to facilitate more open government and collaborative ways of achieving better outcomes with multiple stakeholders. Citizens and businesses can now tell public service organizations what they need and what they think about a range of issues—from school closures and hospital standards to regulation, public

sector reforms or cost-cutting measures. Such feedback can drive innovations in service delivery, and form the basis for a new participative society. » (Accenture, 2014 : 24)

Le terme « public » est le deuxième terme le plus employé dans l'ensemble du corps, où il est répété 1 225 fois au total. Certes, il est normal que ce terme soit très employé étant donné que notre analyse porte sur le gouvernement et le secteur public, cependant l'occurrence de ce terme par rapport à celui de « citoyen », répété seulement 537 fois tend vers la prédominance de l'association entre la dimension publique et privée. De plus, le terme « public » ne s'arrête pas dans les textes aux entreprises et aux citoyens, mais englobe également les organismes non gouvernementaux, les universitaires, et toutes les « parties prenantes » (*stakeholders*) du gouvernement. Dans un cadre commercial, les « parties prenantes » possèdent un intérêt au sein de l'organisation et assurent sa pérennité¹⁹². L'utilisation de « partie prenante » issue du langage commercial et appliqué au sein des discours du gouvernement ouvert appuie ce processus de managérialisation du gouvernement et du politique. De même, le terme de société civile¹⁹³ est également employé à 247

¹⁹² Le *stakeholder* est un « membre ou un partenaire (ou encore une partie prenante) de la firme autre que l'actionnaire. La définition classique la plus généralement retenue est celle de R.E. Freeman, « un stakeholder dans une organisation est par définition, tout groupe ou individu qui peut affecter, ou qui peut être affecté par la réalisation des objectifs de l'organisation » (Freeman, *Strategic Management : A Stakeholder Approach*, Boston : Pitman, 1983). » Cela signifie qu'« une entreprise peut avoir une multitude de partenaires sans que ceux-ci soient pour autant membres de la firme. » Et, une organisation peut avoir des stakeholders volontaires ou involontaires. Ainsi selon Clarkson, « les stakeholders volontaires supportent une certaine forme de risque qui est le résultat de leur investissement sous forme d'un capital, financier ou humain, d'une certaine valeur dans la firme. Les stakeholders involontaires sont placés dans une position risquée du fait des activités de la firme. Mais sans l'élément risque, il n'y a pas d'enjeu (Clarkson, 1994). » (Lexique de la gestion (2005). *Stakeholders*. Dans Martinet, A-C et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 488-489). Paris : Dalloz). Ainsi, utiliser le terme stakeholders pour qualifier les parties-prenantes du gouvernement rend compte d'un glissement du langage et des conceptions des entreprises au sein des gouvernements.

¹⁹³ La société est un « groupement structuré et durable d'hommes ayant des liens plus ou moins étroits dans des domaines politiques, économiques et culturels. Dans ce sens sens : société féodale, société françaises, société industrielle, société de consommation » (Lexique de la gestion (2005). *Société civile*. Dans Martinet, A-C et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 479). Paris : Dalloz). En science politique la société civile renvoie quant à elle à la notion d'entreprise, comprise comme un « système socioéconomique structuré ouvert sur son environnement, finalisé devant satisfaire des exigences de pérennité et de flexibilité, et tenter d'assurer la réalisation des objectifs des différentes parties prenantes (propriétaires, salariés, fournisseurs, clients et puissance publiques.) » (Lexique de la gestion (2005). *Société civile*. Dans Martinet, A-C et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 235). Paris : Dalloz).

reprises dans les textes de l'OCDE, l'OGP et IBM et incarne cette fusion entre la vie privée et la vie publique.

Au regard de notre analyse, le gouvernement ouvert exposé dans les textes serait dans un rapport utilitaire et opérationnel qui vise à répondre aux besoins de la société civile. Ce qui appuie l'idée que le projet politique est occulté par un objectif de résolution technocratique des « problèmes ».

4.3.3 Gouvernement ouvert comme, un garant du marché

IBM conçoit le gouvernement ouvert comme une plateforme (*government-as-platform*). Ce concept que nous avons vu plus tôt conçoit la création d'une plateforme numérique gouvernementale qui serait un espace où il serait possible d'échanger, d'interagir et de créer une réelle collaboration avec l'ensemble des acteurs (Cortada, Nix et Reyes, 2009 : 14). Accenture affirme l'idée que le gouvernement doit encourager les entreprises à innover, leur redonner confiance et créer des plateformes numériques pour faciliter la rencontre entre les acteurs. Selon Accenture, le gouvernement a un rôle d'intermédiaire et doit piloter de nouvelles initiatives, mettre en place de nouvelles technologies pour accroître la croissance économique.

« At all levels, governments can build common digital platforms and play the role of match-maker, partner or facilitator deriving benefits for administrations, businesses and citizens alike. » Le Masson et Altuwajri. Accenture. 2015 : 7)

Ces approches corroborent la thèse de Thuot que nous avons abordé précédemment, soit la crise de l'État-providence qui transformerait l'État en un médiateur « garant de la contractualisation » (Thuot, 1994 : 94). Autrement dit, la fonction du gouvernement ne serait plus de gouverner, mais de « gérer » et d'« organiser » la

La définition de la société civile est fortement liée à des critères économiques et à une logique d'entreprise qui incarnent la fusion entre le privé et le public.

société (*Ibid.*) grâce à un ensemble de mécanismes permettant d'atteindre un degré de performance souhaité. Ce qui rejoint également la thèse de Freitag sur le passage à une société post-moderne qui induirait une fin de la transcendance et une logique opérationnelle où les intérêts privés primeraient au détriment des intérêts publics. En plaçant la satisfaction des besoins au cœur de ses préoccupations, le gouvernement deviendrait un appareil dont la substance relèverait de la somme des intérêts privés (Thuot, 1994). Cette managérialisation vide le politique de sa substance et tend à instaurer une rationalité technique, autoréférentielle qui n'aurait plus que pour référence que son propre système autrement dit : le capitalisme financier.

4.4 Décentralisation ou perte de pouvoir des citoyens ?

4.4.1 Donner la parole aux citoyens

Selon les textes du corpus, l'ouverture des données et du dialogue permettrait d'améliorer la participation citoyenne et de renforcer la confiance du public envers le gouvernement et les institutions. Le gouvernement du Canada affirme que les informations qu'il détient appartiennent aux citoyens canadiens et qu'il est de son devoir de les rendre accessibles et réutilisables pour le bénéfice de la société (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 9). Aussi, le Canada encourage la société à partager leurs informations, leurs expériences et leurs expertises ainsi qu'à prendre part à l'élaboration des politiques publiques.

« Engaging Canadians and the World: Canadians have the information they need to meaningfully interact with and participate in their democracy. They have the opportunity to make their voices heard on government policy and programs from the start. Canada demonstrates leadership by championing open government principles and initiatives around the world. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 9)

Accenture et l'OCDE affirment également le fait que les citoyens souhaiteraient accroître leur engagement envers leur gouvernement (Le Masson et Altuwaijri.

Accenture 2015 et OCDE, 2005). Accenture ajoute que « les citoyens chercheraient des opportunités pour participer à l'élaboration des politiques, et des programmes, pour donner leurs commentaires sur la performance des représentants d'État élus et ils souhaiteraient également échanger avec les autres citoyens par le biais de plateformes en ligne » (Traduction libre. Le Masson et Altuwajjri. Accenture 2015 : 13). Ainsi, l'ouverture des données permettrait de tenir les citoyens informés des décisions du gouvernement et renforcer la confiance du public, comme le souligne le Canada :

« If citizens understand why their government is taking a particular course of action — if they have been engaged from the start — if they have access to the same information the Government has — they will have more confidence and trust in the outcomes and be better equipped to participate in their democracy. » (Scott Brison et le Cabinet fédéral du Canada, 2016 : 31)

Suivant ce modèle, les textes étudiés présentent une société où les citoyens peuvent participer et prendre part à l'élaboration des politiques publiques grâce à l'ouverture des données et la création de plateformes en ligne.

4.4.2 Une fragmentation du social

Les citoyens ne sont pas les seuls à pouvoir participer. En effet, notre analyse a démontré que les entreprises sont aussi des acteurs clés pour réaliser les principes de collaboration et de participation prônés par les promoteurs du gouvernement ouvert. Si les entreprises et les citoyens participent en émettant leurs opinions et que le gouvernement a un rôle de facilitateur du marché, qui cherche à satisfaire les besoins de chaque partie, alors nous ne serions pas dans une liberté positive, mais plutôt une liberté négative basée sur la protection des intérêts privés.

Deux points découlent de cet argument. Tout d'abord, Jodi Dean a montré que la participation des citoyens est vaine face à un gouvernement sans politique (Dean,

2009). L'auteur explique que les messages diffusés par le biais de la technologie n'aboutiraient jamais à un changement de la part des gouvernements puisque nous serions dans un rapport opérationnel et non politique (*Ibid.*) L'apport du message serait ainsi réduit à son seul moyen de circulation. C'est pourquoi Jodi Dean remet en doute cette notion d'émancipation que permettraient le Web et les nouvelles technologies, puisque pour l'auteur l'idéologie néolibérale et l'expansion technologique aboutiraient à une fusion entre la démocratie et le capitalisme, ce qu'elle appelle le « capitalisme communiquant » (Dean, 2009 : 22). De plus, le principe d'ouverture exposé dans les textes place la satisfaction des besoins du public comme un moteur de la participation citoyenne. Celle-ci aurait pour but de permettre aux gouvernements de mieux comprendre les enjeux de la société et de répondre aux besoins des parties prenantes de façon plus efficace. Pour Michel Freitag il s'agirait d'une privatisation de toutes les finalités sociales, qui poserait la liberté individuelle comme valeur suprême¹⁹⁴ et entraînerait ainsi la perte du sens commun.

Par ailleurs, nous nous sommes posés la question du rôle de l'OCDE et l'OGP dans l'élaboration des gouvernements ouverts. Ces deux organisations – non gouvernementales – sont présentées comme des guides pour la concrétisation des gouvernements ouverts. En effet, l'OCDE est l'un des premiers auteurs à avoir publié un livre sur le gouvernement ouvert et proposer des recommandations pour sa mise en place. Plusieurs arguments exposés dans ce livre se retrouvent aujourd'hui dans les textes d'Accenture, d'IBM ou encore de l'OGP.

L'OGP quant à elle est l'organisation mondiale de référence pour la réalisation des gouvernements ouverts depuis 2011 dont l'OCDE est d'ailleurs l'un des partenaires. L'OGP a mis en place des stratégies, des réglementations, des critères de sélections et des rapports de performances que les États doivent respecter pour devenir membre de l'organisation. Lorsque l'on analyse la répartition budgétaire de l'organisation en

¹⁹⁴ *Reportage Michel Freitag*. (2013, 7 avril). [Émission Web diffusée]. Second Regard. Récupéré de http://ici.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/reportage.asp?idDoc=28389

termes de programmes, nous pouvons voir que l'IRM est le premier poste budgétaire de l'OGP avec 28% du budget total qui lui est consacré, suivi de l'administration (20% du budget). Le programme pour l'engagement de la société civile arrive en troisième position avec 18% du budget total. Cette répartition montre l'importance des rapports de performance et des évaluations pour l'OGP. De plus, les récompenses attribuées chaque année ne sont pas décernées uniquement aux membres de l'OGP, mais tous les gouvernements du monde entier sont évalués et sont éligibles à recevoir des prix. Cette stratégie permettrait selon l'OGP de rendre compte des meilleures pratiques en termes d'actions publiques dans le monde.

Enfin, la question de la légitimité et d'objectivité des propos de ces deux organisations pourrait être remise en cause. En effet, le plan stratégique sur 4 ans de l'OGP a été financé en partie dans des organismes privés telles que la *Ford Foundation*. De plus, l'OCDE représente 80% des échanges et investissements mondiaux. Son rôle est d'aider les États à favoriser leur croissance économique et leur stabilité financière en établissant des prévisions économiques¹⁹⁵. Pour formuler ces prévisions, l'OCDE a besoin de grand nombre d'informations sur divers sujets, ce qui pourrait en partie expliquer leur implication au sein des gouvernements ouverts et de l'ouverture des données. Il est cependant indéniable que l'OCDE joue un rôle majeur au sein de l'économie mondiale.

Au regard de notre analyse, l'OCDE et l'OGP ont influencé et influencent toujours le développement des gouvernements ouverts. Pourtant il s'agit d'organismes supranationaux qui n'ont initialement pas de pouvoir sur les États-nations. Cette approche rejoint la thèse de Thuot pour qui la crise de l'État providence a entraîné une décentralisation du pouvoir. Celui-ci a été adopté au niveau transnational, par des organisations non gouvernementales ou supra-étatiques chargées de guider les États, comme le montre l'exemple de l'OCDE et de l'OGP (Thuot, 1994.) Pour l'auteur, ceci

¹⁹⁵ Organisation de Coopération et de Développement Économique. [s.d.]. *OCDE*. Récupéré le 3 décembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/histoire/>

expliquerait la naissance d'une « démocratie fonctionnelle » et d'une vision fragmentée du social agissant au sein d'un espace organisationnel et non politique (*Ibid.*)

Ceci est en lien avec la thèse de « l'incorporation de la citoyenneté » de Bourque, Duchastel et Pineault¹⁹⁶ précédemment exposée dans le cadre théorique. Pour les auteurs, la mondialisation, la bureaucratisation et la naissance des États-nations impliqueraient une érosion des pouvoirs de l'État qui serait soumis au pouvoir des institutions de natures extraparlimentaires et de nature technocratique et juridique (Bourque *et al.*, 1999). La régulation internationale se transformerait ainsi en un régime transnational de nature commerciale et financière (*Ibid.*). Ce type de régulation aurait selon les auteurs une conséquence directe sur la figure du citoyen qui deviendrait une « personne morale » (*Ibid.*). Ce type de citoyenneté se forgerait ainsi dans le champ économique et culturel ainsi que sur une base judiciaire et non plus législative (Bourque *et al.*, 1999).

Dans la méthodologie nous avons abordé la représentation de Fairclough et Wodak concernant le concept de discours nodal (*nodal discourse*)¹⁹⁷. Cette notion traduit l'existence de discours dominants qui articuleraient d'une manière particulière un grand nombre d'autres discours (Fairclough et Wodak, 2005 : 10). Pour les auteurs, chaque discours représente une partie des réalités sociales, ainsi pour qu'un discours fonctionne il faudrait qu'il atteigne une pertinence suffisante à l'égard des réalités choisies et qu'il soit diffusé pour représenter des réalités à différents niveaux d'abstractions dans différentes sphères de la vie sociale et sur différentes échelles géographiques (Fairclough et Wodak, 2005 : 10). Selon cette approche, il ne suffirait

¹⁹⁶ Bourque, G., Duchastel, J., & Pineault, É. (1999). L'incorporation de la citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, 31(2), 41-64.

¹⁹⁷ Fairclough, N., & Wodak, R. (2005). *Critical discourse analysis* (p. 11-27). Récupéré de https://balticpractice.hse.ru/data/2015/04/13/1094925608/Critical%20discourse%20analysis_THEORY_FAIRCLOUGH.pdf

pas d'un seul discours pour imposer un nouvel ordre politique, social, culturel ou encore économique, mais de l'articulation d'un ensemble de discours (*Ibid.*)

Dans le cas des gouvernements ouverts, le discours nodal serait celui de l'ouverture où des discours dominants que l'on pourrait identifier dans notre analyse comme étant ceux de l'OCDE ou de l'OGP, articuleraient ensemble et d'une manière particulière d'autres discours. Cette ouverture, par le biais notamment de l'ouverture des données, entraînerait selon les auteurs du corpus un nouveau modèle d'institutions et de participation citoyenne, de nouvelles opportunités économiques, financières ou encore une possibilité d'améliorer les conditions de vie des êtres-humains. Les discours autour du gouvernement ouvert se diffuseraient de manière matérielle et discursive de la même façon que les discours sur la société de l'information exposés par Bob Jessop (Fairclough et Wodak, 2005 : 10). Ainsi, l'ensemble de ces discours, véhiculés, articulés et regroupés par les organisations internationales non gouvernementales, aboutirait à l'imposition d'un nouvel ordre politique, social, économique et culturel.

Par ailleurs, pour Castoriadis nous vivons dans un monde institué par un imaginaire propre à chaque société et à une époque donnée. Cet imaginaire est constitué d'un magma de significations qui permet à la société d'exister et légitime l'idéologie dominante. L'auteur explique que les sociétés modernes seraient prises dans un imaginaire symbolique de la rationalité qui ne reposerait plus sur aucune raison. Or, tout ce qui constitue une société ferait partie de cet imaginaire, selon Castoriadis. Ainsi, au vu de cette approche et des résultats de notre analyse, le gouvernement ouvert serait en proie à cet imaginaire de la rationalité qui s'articulerait autour du primat de l'individu, de l'efficacité, de la performance et de la rentabilité économique, légitimant ainsi l'idéologie néolibérale.

4.5 Limites et poursuite de la réflexion

4.5.1 Entre réutilisation et surveillance

La rédaction de ce mémoire a été confrontée à une littérature encore peu diversifiée sur le sujet des gouvernements ouverts. Il s'agit également d'un sujet vaste qui se décline en plusieurs disciplines et variables tant économiques, politiques et historiques, culturelles, voire même géographiques, ce qui rend sa compréhension relativement complexe. L'analyse critique de discours nous a amené une partie des réponses, mais il existe encore de nombreuses questions à se poser autour de la concrétisation de ces gouvernements ouverts notamment en termes de sécurité. En effet, cette volonté d'ouverture des données implique le libre accès aux citoyens et aux entreprises, à de plus en plus de données issues des institutions publiques. Ces données peuvent être strictement gouvernementales lorsqu'il s'agit des finances de l'État ou des projets de loi, mais elles peuvent aussi provenir des citoyens eux-mêmes comme les données sur la santé, sur la démographie, sur les impôts, etc. Simon Chignard, dans son livre « L'open data, comprendre l'ouverture des données publiques »¹⁹⁸, explique que ces données publiques sont anonymisées, il serait alors impossible de connaître l'identité de la personne qui se trouvent derrière ces données, et qu'aucune donnée personnelle identifiable ne serait en libre accès. Or, certains auteurs tels que Paul Ohm contredisent cet argument en affirmant que si des données ont été anonymisées alors elles peuvent être facilement « désanonymisée » en les combinant à d'autres données¹⁹⁹ par le biais d'algorithmes. Cela entraîne des questions sur la sécurité de nos données personnelles, mais également sur la protection de notre vie privée au sein des gouvernements ouverts qui prônent un libre accès aux données issues de l'ensemble des institutions publiques. Ceci est renforcé par la « loi sur le renseignement » promulguée en mai 2015 par le gouvernement français. Cette loi prévoit,

¹⁹⁸ Simon Chignard, *L'open data : comprendre l'ouverture des données publiques*, (France, Fyp : 2009)

¹⁹⁹ Régis Chatellier. [s.d]. *Laboratoire d'Innovation Numérique de la Cnil*. Récupéré le 3 janvier 2017 de <https://linc.cnil.fr/fr/nouvelles-frontieres-des-donnees-personnelles>

« Un cadre dans lequel les services de renseignement sont autorisés à recourir à des techniques d'accès à l'information. Des techniques de recueils de renseignements aujourd'hui permises dans un cadre judiciaire seront étendues au service de renseignement : balisage de véhicule, sonorisation de lieux privés (micros), captation d'images dans des lieux privés, captation de données informatiques, accès aux réseaux des opérateurs de télécommunications pour le suivi d'individus identifiés comme présentant une menace terroriste. »²⁰⁰

Cette loi autorise des techniques de surveillance de données personnelles que l'État légitime par un objectif de sécurité nationale. Cela nous amène à nous questionner sur les limites de cette surveillance face à cette prolifération des données notamment au sein du projet des gouvernements ouverts. Si les données sont ouvertes c'est-à-dire en libre accès à l'ensemble de la société alors la surveillance deviendrait implicite et invisible.

4.5.2 Vers une économie des données

Par ailleurs, au regard des textes étudiés les données publiques seraient mises à disposition des entreprises et des citoyens dans le but d'innover. La réutilisation de ces données impliquerait donc la création de valeur économique pour les gouvernements, mais également pour les entreprises. Dans ce contexte, Romain Lacombe parle de la nécessité de créer une économie des données, qui va permettre notamment aux entreprises et aux start-ups spécialisées dans l'ouverture, de générer des bénéfices grâce à la réutilisation des données publiques ouvertes. En effet, actuellement les entreprises qui développent des logiciels ou des applications à partir de données ouvertes se heurtent à une difficulté de rentabilité de leurs innovations. Puisque ce sont des applications qui répondent essentiellement à des enjeux d'ordre public tels que l'amélioration de la cartographie des bureaux de votes²⁰¹ ou la

²⁰⁰ L'État français. [s.d.]. Vie publique. Récupéré le 5 janvier 2016 de <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-relatif-au-renseignement.html>

²⁰¹ Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 3 janvier 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/datacamp-cadelect>

simplification des modalités de calcul des impôts personnels²⁰², etc. Il s'agit donc d'un modèle valorisant la marchandisation des données anonymisées provenant du secteur public et concernant la vie privée des individus dans un objectif économique et financier sous couvert d'une amélioration et d'une facilitation des services publics proposés aux citoyens. Cette approche corrobore le projet de collaboration entre le secteur privé et public qu'a exposé l'OCDE par le biais du « Public-Private Partnership ». Simon Chignard quant à lui, pense qu'il existe un marché des données ouvertes dont la valeur ne se trouve pas dans la donnée elle-même, mais dans son exploitation²⁰³. Pour l'auteur il existe 4 types de réutilisation des données : la consultation (accès direct aux données), la médiation (données retravaillées par un tiers pour les rendre accessibles), l'application (données réutilisées pour créer un service), la réutilisation spécialisée (données utilisées comme des matières premières d'un système informatique) (*Ibid.*) Pour Simon Chignard, il existe donc un marché des données, mais les bénéfices escomptés ne sont pas forcément d'ordre monétaire. Il propose plutôt une exploitation des données au service des biens communs.

4.5.3 Implication des citoyens à l'échelle nationale

Par ailleurs, notre étude a montré que le Canada est un pays très actif en termes d'ouverture des données et de gouvernement ouvert, une analyse comparative entre les plans d'action, les IRM sur les cinq dernières années ainsi que des entrevues avec des citoyens canadiens identifiés de différentes provinces auraient été intéressantes pour appréhender le déploiement du gouvernement ouvert à l'échelle nationale et rendre compte de la compréhension et de l'implication des citoyens canadiens au sein de ce projet. Cependant, certains documents ne sont pas encore publiés par le Canada,

²⁰² Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 3 janvier 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/codeimpot-un-hackathon-autour-de-louverture-du-code-source-du-calculateur-impots>

²⁰³ Simon Chignard. [s.d.]. Données ouvertes. Récupéré le 5 janvier 2016 de <https://donneesouvertes.info/2012/03/12/ou-est-le-marche-de-lopen-data/>

ce qui ne nous permettrait pas encore de faire une comparaison précise. Et, les entrevues des citoyens à l'échelle nationale auraient demandé énormément de temps et de moyens. Cette réflexion demanderait être poursuivie sur plusieurs années, car même si le projet du gouvernement ouvert n'est pas nouveau, la littérature sur le sujet est encore récente.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Ce mémoire s'est intéressé à un mouvement technologique et politique d'ampleur mondiale, celui des gouvernements ouverts. Cette notion, fortement liée à celle d'ouverture des données a nécessité une recherche historique et épistémologique pour comprendre les différentes dynamiques qui la nourrissent. Nous nous sommes d'abord questionnés sur les origines de l'ouverture en se basant sur l'éthique des hackers, leurs valeurs et leurs convictions (Levy, 2013). Ce travail nous a permis d'identifier le système de valeurs qui entouraient l'émergence des ordinateurs et des premiers hackers dans les années 1960. Nous avons pu également appréhender l'évolution de ses valeurs au sein de l'ouverture des données et du gouvernement ouvert. La relation entre le gouvernement et la technologie a été l'un des points de départ de notre réflexion. En effet, les ordinateurs et les réseaux informatiques, étaient perçus par les premiers hackers comme un lieu apolitique où il n'existait aucune restriction, seulement une libre circulation de l'information au sein des systèmes informatiques. Nous souhaitons tout d'abord comprendre de quelle manière la technologie, pourtant si éloignée du gouvernement au départ, était devenue une condition de réalisation pour les gouvernements ouverts. De plus, cette libre circulation de l'information est en lien avec une position néolibérale que l'on retrouve au sein des mécanismes des marchés financiers, où les flux d'informations doivent être libres et garantis par les gouvernements pour assurer le bon fonctionnement du système économique. Nous avons ainsi abordé les transformations politiques, technologiques, économiques et culturelles des cinquante dernières années. Cela nous a amené à nous questionner sur la manière dont la liberté de l'information, fondement de l'éthique des hackers, a pu évoluer en une culture de l'ouverture empreint de l'idéologie néolibérale, au sein des gouvernements.

Les discours des promoteurs du Web tels que Tim Berners-Lee, Tim O'Reilly ou encore Beth Noveck, posent la technologie comme un outil neutre, c'est-à-dire un moyen dénué de valeur en soi, purement logique et opérationnel qui permettrait de réaliser des objectifs de performance à plusieurs niveaux (démocratie, participation, gouvernance, finance, etc.). Intégrée au cœur de l'État, la technologie permettrait selon eux, de rendre le fonctionnement des institutions publiques plus performant, de renforcer la démocratie par le biais de plateformes d'expression en ligne, de développer des innovations ou encore d'améliorer les conditions de vie des êtres humains (Noveck, 2012, Lacombe, 2013 et Berners-Lee, 2009). Dans cette approche, l'État serait pris dans un monde technique, pratique et opérationnel à l'image des premiers ordinateurs où l'information circulerait librement au sein des systèmes, occultant ainsi toute dimension politique. Or, en se basant sur la pensée de Castoriadis, un gouvernement ne saurait être apolitique, puisque toute société repose sur un imaginaire socialement institué (Castoriadis, 1975). Ainsi, le réel serait accessible uniquement par cet imaginaire, ce qui induit que les ordinateurs et la technologie feraient partie d'un imaginaire propre à une société et à une époque considérée.

L'émergence de la société de l'information, le développement accru des technologies numériques et la mondialisation sont des facteurs qui ont profondément transformé nos sociétés depuis les années 1980. L'une des mutations majeures est celle de l'information et de la connaissance, devenues des facteurs de production, ajoutées aux innovations technologiques qui ont atténué les notions de temps et d'espace (Jordan, 1999). L'immatériel a ainsi pris une place centrale dans la société en devenant créateur de valeur économique. Or, selon Bob Jessop l'information et la connaissance ne peuvent pas être considérées comme des marchandises comme les autres puisqu'elles seraient fondées sur la contradiction entre la connaissance comme ressource collective et privée (Jessop, 2000 : 12). C'est-à-dire que même si la connaissance fait partie d'un processus de privatisation avec notamment l'instauration

de la propriété intellectuelle, la connaissance est toujours générée collectivement, car c'est un bien non rival (Jessop, 2000). Autrement dit, il est impossible de réduire la valeur de la connaissance par son utilisation (Stiglitz, 1999). Ainsi, la valeur de la connaissance résulterait selon Jessop d'une réorganisation sociale menée par l'État qui conduirait à l'introduction d'une économie de la connaissance (Jessop, 2000)

De plus, Tim Jordan met en lumière l'inter-connectivité entre le capitalisme financier et les technologies numériques qui crée un système global où les flux d'argent et d'informations s'échangent en temps réel et sans limite (Jordan, 1999 : 147). Pour Tim Jordan, le cyberspace offre une structure à l'économie de la connaissance qui se traduit par une internationalisation de la production, une accélération des échanges ou encore l'introduction d'une flexibilité accrue au sein des entreprises pour se conformer à la dynamique du système financier. Par ailleurs, cette connaissance a été valorisée au sein des réseaux informatiques par les premiers hackers et les communautés virtuelles de la contre-culture américaine des années 1960 qui se réifient aujourd'hui dans des processus de management favorisant une intelligence collective au profit de l'innovation et de la création de valeur économique.

Dans les années 1980, la société de l'information et le développement technologique ont été accompagnés par le Grand Tournant, que Pierre Dardot et Christian Laval identifient comme la phase charnière dans la définition du néolibéralisme. En effet, cette période a été marquée par une vague de privatisations et de déréglementations qui constituent les débuts de la mondialisation et du triomphe des théories néolibérales de Friedman (Dardot et Laval, 2010 : 278). Le néolibéralisme devient, selon Dardot et Laval, une raison qui « fait monde » c'est-à-dire que le néolibéralisme déploie une logique de marché comme logique normative d'une société et introduit le principe de concurrence dans l'ensemble des sphères sociales allant des institutions publiques à la vie des individus (Dardot et Laval, 2010). Ceci aboutit à une recherche d'efficacité et de performance comme objectif principal des politiques économiques

et la nécessité d'instaurer une gestion du risque pour subsister à un environnement économique et social fluctuant et incertain.

Ces transformations ont influencé le rôle de l'État, mais aussi la figure du citoyen. En effet, Thuot expose une crise de l'État moderne caractérisée par une empirisation des références normatives et la fusion entre le politique et le social (Thuot, 1994). Cela se traduit par une mutation du droit en droit d'intervention et d'un affaiblissement de la capacité législative au profit de la réglementation (*Ibid.*) Bourque, Duchastel et Pinault renforcent cet argument en présentant une modification de la figure du citoyen en celle de personne (Bourque *et al.*, 1999). Cela résulterait d'une judiciarisation des rapports où la citoyenneté ne serait plus fondée sur le législatif, mais sur le principe de particularité du sujet moral, ce que les auteurs appellent l'incorporation de la citoyenneté (Bourque *et al.*, 1999 : 53).

Enfin, l'imposition d'une rationalité technique et la prédominance des discours sur la performance aboutiraient à la fin d'une forme élaborée autour d'un rapport transcendantal ce que Freitag expose dans le passage de la société moderne à la société post-moderne. Pour l'auteur, le mode de reproduction décisionnel-opérationnel associé aux sociétés post-modernes marque une fin de l'idéal de la raison de l'historicité, les croyances seraient dirigées vers le calcul et la rationalité. Cette logique opérationnelle induit une primauté des intérêts privés au détriment des intérêts publics. Et la disparition des frontières entre le privé et le public entraîne une mutation du droit par le biais du positivisme juridique, créant un amalgame entre le législatif et l'exécutif. Pour Freitag la liberté de l'individu comme valeur suprême de la société est un réel danger qui entraînerait la perte du sens commun et une disparition du sens de la propre vie des individus.

Dans le but d'étudier les représentations du gouvernement, des citoyens et des entreprises, nous avons réalisé une analyse critique de discours portant sur le gouvernement ouvert, à partir de quatre auteurs, l'OCDE, l'OGP, Accenture et IBM.

Cette analyse a été effectuée à travers quatre thématiques dominantes au sein des discours des gouvernements ouverts à savoir l'ouverture, la performance, la managérialisation et l'émancipation.

Nous avons identifié la dimension de l'ouverture comme le cœur de ce type de gouvernement qui va bien au-delà d'une logique de transparence et d'accessibilité des données. Accenture, IBM, l'OPG et l'OCDE exposent en effet un nouveau mode de pensée articulé autour des données. Pour reprendre les propos de l'OCDE, il s'agit d'une culture de l'ouverture instituée au sein des gouvernements qui concernent les citoyens, les institutions publiques et les entreprises. Ces ténors de l'ouverture prônent le libre accès aux données publiques pour informer les citoyens, mais surtout, ils valorisent le potentiel de réutilisation de ces données pour innover. Cette ouverture des données est présentée par les auteurs étudiés comme une solution efficace pour les gouvernements et nous avons abordé cet argument dans les dimensions de performance et de managérialisation.

Il est vrai que les gouvernements ouverts cherchent à atteindre des objectifs de performance allant du fonctionnement des services publics à la participation citoyenne. Pour Accenture, IBM ou encore l'OCDE cette performance doit être guidée par une volonté de satisfaction des besoins des citoyens, de rentabilité des services publics et de création de croissance économique. La thématique de la managérialisation, dans notre analyse, représente ainsi les moyens pour atteindre ces objectifs de performance. La technologie serait selon eux, indispensable pour le futur des gouvernements afin que ces derniers puissent faire face aux défis auxquels ils sont confrontés (emplois, croissance économique, rentabilité, etc.) et qu'ils puissent garder leur crédibilité aux yeux des citoyens (OGP, 2014). Selon les auteurs étudiés, cette introduction de la technologie au cœur du gouvernement devrait être accompagnée, de la création de partenariats entre le gouvernement et les entreprises privées ainsi que l'instauration des mécanismes de marché au sein des

gouvernements. Par cet argument, les auteurs et plus particulièrement l'OCDE insistent sur le fait que la performance est primordiale pour les gouvernements qui se focalisent sur les processus plutôt que sur les résultats (OCDE, 2005). La performance est posée comme économique par nature puisqu'elle permettrait aux gouvernements d'adopter un modèle d'entreprise capable de faire face aux nouveaux défis d'une société qui repose sur une économie de marché et dont le politique fait place à une expertise économique. Cette conception des gouvernements place la satisfaction des besoins privés au centre de leurs préoccupations, créant un rapport purement opérationnel et utilitaire entre le gouvernement et les citoyens. C'est ainsi que la volonté de création de valeur économique et d'efficacité grâce à l'introduction des mécanismes de marché occulte le politique au profit de la mise en place de stratégies gestionnaires (Hibou, 2012).

Enfin, l'émancipation regroupe les principes de collaboration et de participation. Cependant, notre analyse a permis de mettre en exergue la valorisation d'une participation dite publique qui concerne à la fois les entreprises et les citoyens. Mis au même niveau, les citoyens et les entreprises ne seraient plus dans une liberté positive où le but serait de participer à l'élaboration de la loi, mais plutôt de satisfaire les intérêts privés des parties en cause. C'est en ce sens que l'incorporation de la citoyenneté traduit une modification de la figure du citoyen en personne morale qui se fonde non plus sur une base judiciaire, mais dans le champ économique (Bourque *et al.*, 1990).

Cette analyse a montré la place prédominante de l'économie et de la finance au sein des discours sur le gouvernement ouvert et a permis de faire ressortir l'idéologie néolibérale qui nourrit ces discours. Au sens de Castoriadis, cette idéologie est légitimée par un imaginaire rationnel qui est socialement institué dans nos sociétés contemporaines. Cette idéologie qui prend naissance au cœur des années 1980 et englobe l'ensemble des dimensions de la société dont la technologie fait partie.

Celle-ci serait porteuse de valeurs qui tirent leurs origines des premiers hackers et qui seraient elles aussi comprises au sein de l'idéologie néolibérale. C'est pourquoi, ils nous paraissent essentiel de réaliser un parallèle avec l'éthique des hackers, porteuse des valeurs spécifiques au sujet des technologies numériques, en comparant les représentations de la technique par les hackers à celles de l'ouverture par les quatre auteurs étudiés.

La liberté de l'information est certes un principe fondamental de l'ouverture ; en revanche les objectifs finaux ne sont plus les mêmes. Les premiers hackers servaient le progrès avec un désintéret économique alors que les gouvernements cherchent à générer de la valeur économique par le biais de la technologie. Pour Richard Stallman, fervent partisan des logiciels libres, le mouvement de l'ouverture est très différent de celui qu'il défend. En effet, l'ouverture serait « une méthodologie de développement alors que le mouvement des logiciels libres serait une philosophie politique » pour le maintien de la liberté des utilisateurs de l'informatique²⁰⁴. Au regard des discours étudiés, l'ouverture est instituée par un ensemble de règles liées à un cadre juridique entourant les données et des gouvernements ouverts comme le montrent les critères d'éligibilité et d'évaluation de l'OGP. Il est question d'accès et de réutilisation des données pour atteindre des objectifs impliquant une création de valeur économique et une légitimité démocratique et non de liberté au sens d'une absence de restriction comme le conçoit le mouvement des logiciels libres ou l'éthique des hackers. De plus, les grandes entreprises du Web et des technologies telles qu'Accenture ou IBM se sont appropriées ce mouvement de l'ouverture en commercialisant des logiciels et même des documents stratégiques propices à l'ouverture des données, intégrant ainsi une logique économique au sein de l'ouverture et en palliant à la double connotation de la liberté, qui induisait une gratuité. Or, pour Stallman même si les libertés de partage et de modification sont

²⁰⁴ Partisans du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d.]. *GNU*. Récupéré le 3 janvier 2017 de <https://www.gnu.org/philosophy/luispo-rms-interview.html>

présentes au sein de l'ouverture le mouvement des logiciels libres va plus loin et implique que « tous les programmeurs ont l'obligation éthique de respecter ces libertés chez les autres. Le profit n'est pas une mauvaise chose en soi, mais il ne peut justifier de faire du tort aux autres » (*Ibid.*)

Enfin, la place des organisations transnationales dans la diffusion de ces discours est primordiale dans un objectif de légitimation. De nombreux arguments soulevés dans les discours de l'OCDE et de l'OGP se retrouvent au sein de ceux d'Accenture, IBM et du gouvernement du Canada. Il y a une influence certaine de ces organisations non gouvernementales sur les États-nations. Celles-ci participent à la construction des discours sur le gouvernement ouvert en fonction de leur conception de ce projet et des missions qu'elles poursuivent. Par exemple, l'OCDE qui a pour but de favoriser le développement économique des pays, a consacré plusieurs chapitres dans « Modernising government » sur l'introduction de la performance et des mécanismes de marché au sein des gouvernements ouverts. Cet argument renforce l'idée que les discours sur le gouvernement ouvert sont bel et bien influencés et guidés par des objectifs de rentabilité, de croissance et de concurrence propres à l'idéologie néolibérale.

Le gouvernement ouvert fait partie d'un plus grand ensemble que l'on appelle les « villes intelligentes » ou « villes ouvertes » (*smart cities*). Nous nous sommes intéressés au noyau de ce projet afin de comprendre ses origines, mais aussi les dynamiques qui l'entourent. L'objectif des gouvernements ouverts ne s'arrête pas aux principes de collaboration, participation au sein d'une logique de transparence, mais va au-delà de l'exploitation des données. IBM a d'ailleurs mené plusieurs initiatives dans ce sens, dans le but de construire une « *smart planet* »²⁰⁵ par le biais de la

²⁰⁵ International Business Machine s'appuie sur le projet des villes intelligentes ou « *smart cities* » pour aller plus loin et exposer leur programme de planète intelligente. Pour IBM, les « villes intelligentes ont pour but d'apporter une croissance et une prospérité durables par une utilisation stratégique de la technologie. » (Institute Business Machine. [s.d.]. IBM. Récupéré le 30 décembre 2016 de http://www.ibm.com/smarterplanet/fr/fr/sustainable_cities/overview/index.html?re=spf) Ainsi,

technologie où il existerait une nouvelle façon de voir le monde.²⁰⁶ « Let's seize this opportunity to create more and better jobs, cultivate valuable skills, and not simply repair but prepare our economy for the 21st century. » (Sam Palmisano, IBM CEO and chairman, 2009) L'entreprise a créé de nombreux documents stratégiques pour la réalisation d'une « *smart planet* » allant de la finance à la sécurité nationale le tout basé sur la technologie, l'ouverture des données et leur réutilisation. Dans leur vision de la « planète intelligente » IBM expose la puissance et l'accessibilité d'une nouvelle génération de technologies et de systèmes numériques basés sur des algorithmes complexes qui « font sens » et qui entraîneraient selon eux, des impacts positifs sur les toutes les dimensions de la vie des êtres humains (écologie, santé, sécurité, approvisionnement, éducation, etc.) (*Ibid.*) Nous ne sommes qu'au début du mouvement de l'ouverture qui compte de plus en plus d'innovations technologiques et de pays membres au sein de l'Open Government Partnership chaque année.

le terme « smart » est employé pour qualifier l'utilisation de la technologie au sein des villes pour les rendre plus performantes en terme de gouvernance, de finance, de croissance économique, etc. IBM ajoute que « grâce à des solutions éprouvées et de nouvelles technologies appliquées à la gestion des données et à la coordination des ressources, les villes pourront transformer leurs systèmes afin de faire un meilleur usage de leurs finances comme de leurs talents. Le pari de maintenir la viabilité des villes est plus surmontable lorsque l'on fait appel à de bons outils et à des idées innovantes » (*Ibid.*) Cette définition est en lien avec celle de la ville de Paris, pour qui « la ville intelligente combine des solutions technologiques et des méthodes ouvertes pour répondre aux grands défis urbains au profit et avec la participation des parisiens et de l'écosystème innovant. » (Ville de Paris. [s.d.]. Paris. Récupéré le 30 décembre de <http://www.paris.fr/services-et-infos-pratiques/innovation-et-recherche/ville-intelligente-et-durable>)

²⁰⁶ Institute Business Machine. [s.d.]. IBM. Récupéré le 23 décembre 2016 de <http://www.ibm.com/smarterplanet/us/en/>

ANNEXE A

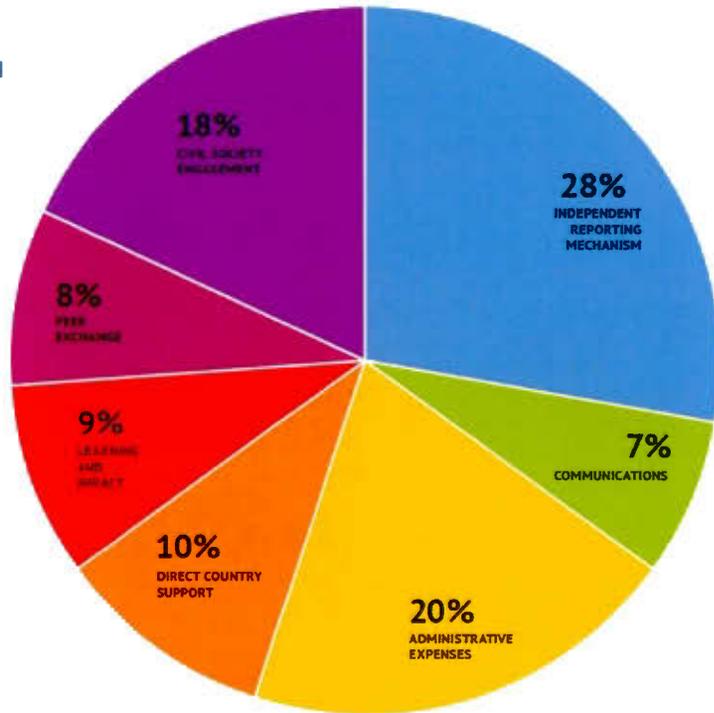
TABLE 9.
2015 PROJECTED BUDGET
DISTRIBUTED BY PROGRAM

Notes:

In this chart, staff salaries are distributed across the relevant programs and combined with the cost of each program's activities to reach a total program cost. [Note that Table 10 shows total staff salaries as a lump sum rather than distributing them across programs.]

Administrative expenses in Table 9 include the following categories listed in Table 10: Salaries (only for operations staff), Office and Supplies, Administrative Fees, Incorporation Costs, Contingency Fund, and Steering Committee Meetings.

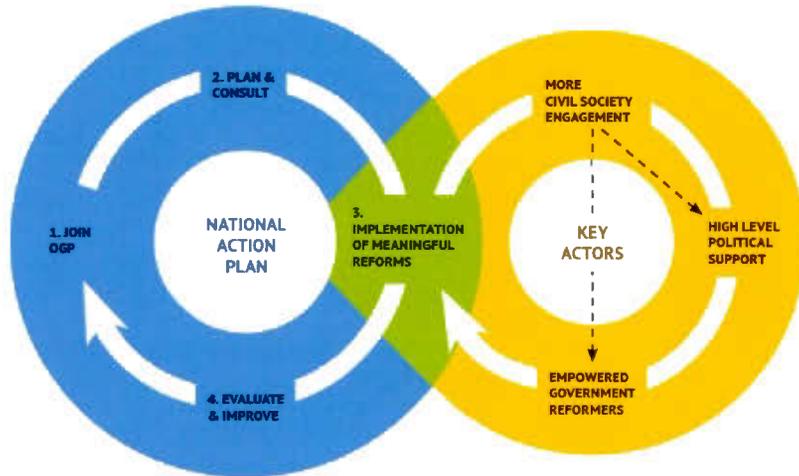
Each program's percentage of the total budget should be relatively consistent in 2016, 2017 and 2018, with only minor changes as shown in Table 10.



A.1 PRÉVISION DE LA RÉPARTITION BUDGÉTAIRE DE L'OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP ENTRE 2015 ET 2018.

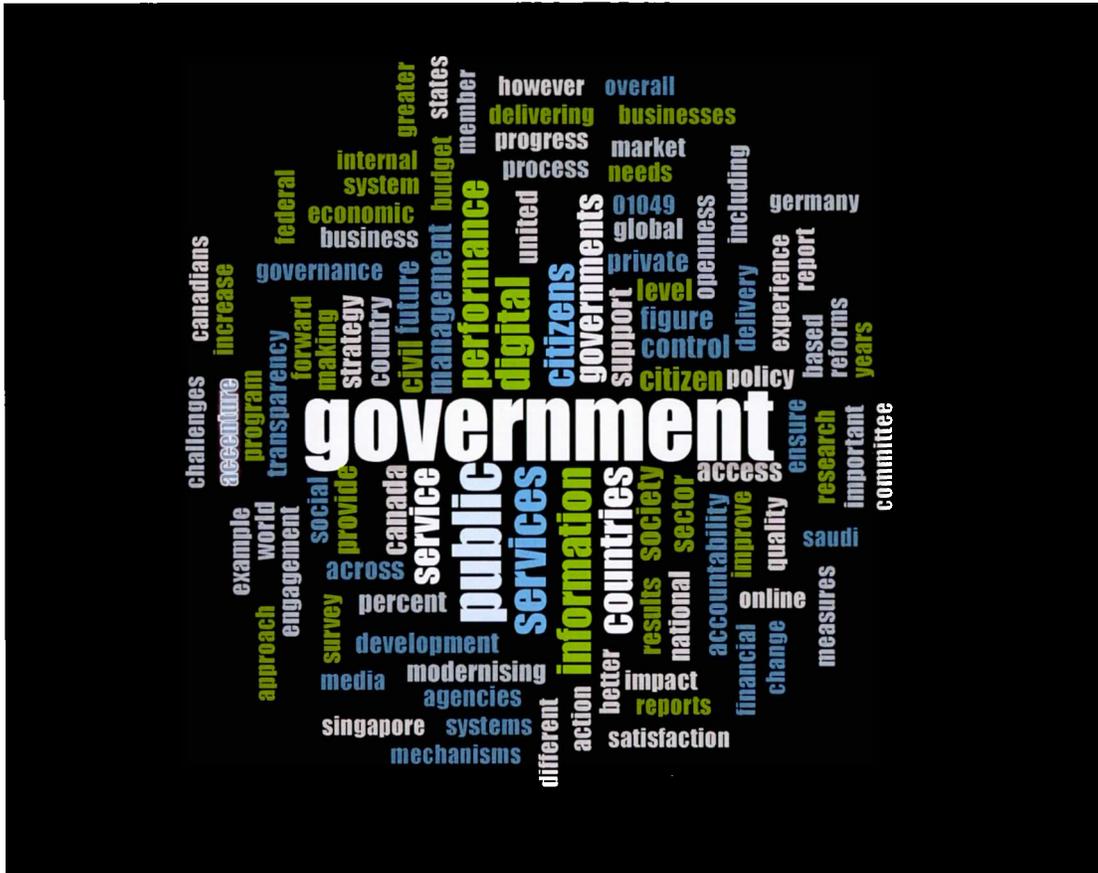
ANNEXE B

FIGURE 1.
THE VIRTUOUS
ACTION PLAN CYCLE



B.1 CERCLE VERTUEUX DES PLANS D' ACTIONS NATIONAUX SELON L'OPEN GOVERNMENT PARTNERSHIP.

ANNEXE C



C.1 NUAGE DE MOTS CLÉS REPRÉSENTANT L'OCCURRENCE DES TERMES DE L'ENSEMBLE DE TEXTES ÉTUDIÉS.

BIBLIOGRAPHIE

- Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de https://www.accenture.com/ie-en/~/_media/Accenture/Conversion-Assets/DotCom/Documents/Global/PDF/Industries_7/Accenture-Digital-Government-Pathways-to-Delivering-Public-Services-for-the-Future.pdf
- Accenture. [s.d.]. *Accenture*. Récupéré le 25 septembre 2016 de https://www.accenture.com/t20150523T033713w/us-en/acnmedia/Accenture/Conversion-Assets/DotCom/Documents/Global/PDF/Dualpub_9/Accenture-Digital-at-Depth-for-Government-Innovation.pdf
- Alleyne, B. (2011). We are all hackers now : critical sociological reflections on the hacking phenomenon. *Department of Sociology, Goldsmiths, University of London*. Récupéré le 27 août 2016 de <http://www.arifyildirim.com/ilt510/brian.alleyne.pdf>
- Alternatives économiques [s.d.]. *Alternatives économiques*. Récupéré le 30 août 2016 de http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52__def395.html
- Anderson, C. (2008, juin). The End of Theory: The Data Deluge Makes the Scientific Method Obsolete. *Wired*. États-Unis. Récupéré de <http://www.wired.com/2008/06/pb-theory>
- Berners-Lee, T. (2009). *The next web* [Conférence Webdiffusée]. Technology, Entertainment and Design. Récupéré de http://www.ted.com/talks/tim_berners_lee_on_the_next_web?language=fr
- Berners-Lee, T. (2010). *The year open data went worldwide* [Conférence Webdiffusée]. Technology, Entertainment and Design. Récupéré de http://www.ted.com/talks/tim_berners_lee_the_year_open_data_went_worldwide
- Blais, M., & Martineau, S. [s.d.]. L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18. Récupéré de [Googlebooksegacy.oise.utoronto.ca/research/field-centres/ross/ctl1014/Thomas2006.pdf](http://googlebooksegacy.oise.utoronto.ca/research/field-centres/ross/ctl1014/Thomas2006.pdf)
- Bob Jessop (2000) « The state and the contradictions of the knowledge-driven economy » *The Department of Sociology, Lancaster University*, 2-14. <https://bobjessop.org/2014/01/03/the-state-and-the-contradictions-of-the-knowledge-driven-economy-2/>

- Boltansky, L., & Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard
- Bourque, G., Duchastel, J., & Pineault, É. (1999). L'incorporation de la citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, 31(2), 41-64
- Boursorama. [s.d.]. *Boursorama*. Récupéré 7 mai 2016 de <http://www.boursorama.com/bourse/profil/profilfinance.phtml?symbole=GOOG>
- Bulbulian, M. (2002). Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie. *Cahiers de recherche CEIM*, 1-52. Récupéré de <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Gouvernanceelectronique.pdf>
- Cassier, M., & Foray, D. (2001). Économie de la connaissance : le rôle des consortiums de haute technologie dans la production d'un bien public. *Economie & prévision*, (4), 107-122.
- Castells, M. (1996). *The network society* (Vol. 469). Oxford : Blackwell.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. France : Éditions du Seuil.
- Castoriadis, C. (1996). La démocratie comme procédure et comme régime. *Les Carrefours du labyrinthe IV : la montée de l'insignifiance*, 2, 221- 241.
- CEFRIO (2005). *Guide sur le gouvernement électronique*. Récupéré le 8 février 2016 de <http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/GuideGouvernementenligne.pdf>.
- Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. (2005-). *Lexicologie*. Récupéré de <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/expert>
- Chignard, S. (2012). *L'Open Data : comprendre l'ouverture des données publiques* (Fyp). France.
- Constine, J. (2012). Facebook's S-1 Letter From Zuckerberg Urges Understanding Before Investment. *Techcrunch*. Récupéré de <http://techcrunch.com/2012/02/01/facebook-ipo-letter>
- Contributeurs et représentants du projet GNU et du mouvement des logiciels libres. [s.d.]. *GNU*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://www.gnu.org/philosophy/free-software-for-freedom.html>

- Dardot, P., & Laval, C. (2015). *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*. la Découverte.
- Dardot, P., & Laval, Christian. (2010). *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. France : La découverte/Poche.
- Dean, J. (2009). *Democracy and other neoliberal fantasies: Communicative capitalism and left politics*. États-Unis : Duke University Press.
- Dean, J. (2003). «Why The Net is not a public Sphere». *Constellations*, 10(1), 95-112.
- Dorvil, H. [s.d.]. La recherche qualitative. Une méthodologie de la proximité. Dans *Problème sociaux : Théories et méthodologies de la recherche. Tome III* (Presse de l'Université du Québec, p. 413-137). Canada. Récupéré de Google books <https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=T4LE0vFQcf0C&oi=fnd&pg=PA409&dq=mucchielli+paill%C3%A9+analyse+qualitative&ots=lcJuV5SaD9&sig=2Eha1XN35kDtoJ8nT-0lZN0it9c#v=onepage&q=mucchielli%20paill%C3%A9%20analyse%20qualitative&f=false>
- Étalab, mission de l'État français [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 3 janvier 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr>
- Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 3 janvier 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/codeimpot-un-hackathon-autour-de-louverture-du-code-source-du-calculateur-impots>
- Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 3 janvier 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/datacamp-cadelect>
- Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 12 avril 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/gouvernement-ouvert>
- Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/greentech-retour-sur-les-premiers-hackathons-du-ministere-de-lenvironnement-de-lenergie-et-de-la-mer>
- Étalab, mission de l'État français [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/opensolarmap>
- Étalab, mission de l'État français. [s.d.]. *Étalab*. Récupéré le 20 août 2016 de <https://www.etalab.gouv.fr/retour-sur-le-hackathon-codeimpot>

- État français. [s.d.]. *Vie publique*. Récupéré le 5 janvier 2016 de <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-relatif-au-renseignement.html>
- Facebook [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org>
- Facebook [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org/en/story/free-basics-from-internet-org>
- Facebook [s.d.]. *Internet.org*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://info.internet.org/fr/mission>
- Fairclough, N. (2013). *Critical discourse analysis: The critical study of language*. Royaume-Uni : Routledge.
- Fairclough, N., & Wodak, R. (2005). *Critical discourse analysis* (p. 11-27). Récupéré de https://balticpractice.hse.ru/data/2015/04/13/1094925608/Critical%20discourse%20analysis_THEORY_FAIRCLOUGH.pdf
- Filion, J.-F. (2006). *Sociologie Dialectique Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*. Canada : Éditions Nota Bene.
- Forum gouvernemental de l'administration américaine. [s.d.]. *White House*. Récupéré le 24 février 2016 de <https://groups.google.com/forum/#!forum/us-open-government>
- Freitag, M. (2002). « La dissolution du monde réel dans l'univers virtuels des nouvelles technologies de la communication informatique : une critique ontologique et anthropologique » (p. 1-52). Acte du colloque, 24 au 27 avril 2002, Montréal, Canada. 2001 Blogues. Globalisme et pluralisme. GRICIS. Récupéré de <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf>
- Gapminder. [s.d.]. *Gapminder tools*. Récupéré le 5 février de <http://www.gapminder.org>
- Google official blog. (2007). A world in motion. *Google official blog*. Récupéré le 22 janvier 2016 de <https://googleblog.blogspot.ca/2007/03/world-in-motion.html>
- Goupil, S. (2007). Gouvernement en ligne et démocratie : vers une mutation de la relation citoyenne à L'État. *Politique et Sociétés*, 26(1), 27-46.

- Gouvernement des Émirats Arabes Unis. [s.d.]. *World Government Summit*.
Récupéré le 30 septembre 2016
de <https://worldgovernmentsummit.org/summits/archive/2013>
- Gouvernement des États-Unis. [s.d.]. *Challenges gov*. Récupéré le 25 février 2016
de <https://www.challenge.gov/list>
- Gouvernement des États-Unis. [s.d.]. *White House*. Récupéré
de <https://www.whitehouse.gov/open>
- Gouvernement du Canada [s.d.]. *Office de la propriété intellectuelle du Canada*.
Récupéré de 12 septembre 2016 de http://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr03716.html?Open&wt_src=cipo-patent-main
- Gouvernement du Canada. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril
2016 de <http://www.opengovpartnership.org/country/canada/action-plan>
- Gouvernement du Canada. [s.d.]. *IC.GC*. Récupéré le 20 novembre de
http://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr03585.html?Open&wt_src=cipo-ip-main
- Groupe Régions Job. [s.d.]. *Blog du Modérateur*. Récupéré
de <http://www.blogdumoderateur.com/50-chiffres-medias-sociaux-2016>
- Hibou, B. (2012). *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*. France : La découverte.
- Institute for Business Value (IBM). [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 13 septembre 2016 de
http://www-05.ibm.com/cz/telecommunications/resources/The_right_partner_GBB03061USEN.pdf
- Institute for Business Value (IBM). [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 13 septembre 2016 de
<http://www-935.ibm.com/services/us/gbs/thoughtleadership/ibv-open-government.html>
- Institute Business Machine. [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 23 décembre 2016
de <http://www.ibm.com/smarterplanet/us/en/>
- Institute Business Machine. [s.d.]. *IBM*. Récupéré le 30 décembre 2016 de
http://www.ibm.com/smarterplanet/fr/fr/sustainable_cities/overview/index.html?re=spf
- Jessop, B. (2000). The state and the contradictions of the knowledge-driven

economy. *Knowledge, space, economy*, 63-78.

Jordan Tim. *Cyberpower. The Culture and Politics of Cyberspace and the Internet*. (Londres : Barnes and Noble : 1999)

Kitchin, R. (2014). *The data revolution: Big Data, Open Data, data infrastructures and their consequences*. Grande-Bretagne : Sage.

Lefort, C. (1978). Esquisse d'une genèse de l'idéologie dans le monde moderne. Dans *Les formes de l'histoire* (Gallimard, p. 278-329). Paris.

Lessig, L. (2009, octobre 9). Against transparency. Récupéré de <https://newrepublic.com/article/70097/against-transparency>

Lessig, L. (2013). *We the people, and the Republic we must reclaim* [Conférence Webdiffusée]. États-Unis : Technology, Entertainment and Design. Récupéré de https://www.ted.com/talks/lawrence_lessig_we_the_people_and_the_republic_we_must_reclaim

Levy, S. (2012). *L'éthique des hackers*. (Paris : Éditions du Globe)

Lexique d'économie (2008). Fordisme. Dans Albertini, J-M et A-L et Silem Ahmed (dir.), 10^e édition (p. 392). Paris : Dalloz

Lexique de gestion (2005). Performance et Efficience. Dans Martinet, A-L et Silem Ahmed (dir.), 7^e édition (p. 320 et 579). Paris : Dalloz.

Machin, D., & Mayr, A. (2012). *How to do critical discourse analysis: A multimodal introduction*. (Sages). Londres.

Mayer, M (2007, 16 mars). A world in motion. [Billet de blogue]. Récupéré de Google Blog. <https://googleblog.blogspot.ca/2007/03/world-in-motion.html>

McKinsey & Company. [s.d.]. *Business functions*. Récupéré de <http://www.mckinsey.com/business-functions/business-technology/our-insights/open-data-unlocking-innovation-and-performance-with-liquid-information>

Membres et collaborateurs de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 29 janvier 2016 de <http://www.opengovpartnership.org>

Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 4 février 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/about/mission-and-strategy>

- Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/awards>
- Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 17 avril 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/4YearAP-Online.pdf>
- Membres de l'Open Government Partnership. [s.d.]. *Open Government Partnership*. Récupéré le 15 mai 2016 de <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/leafletweb.pdf>
- Ministère de la santé de l'Uruguay. [s.d.]. *Atuservicio*. Récupéré le 4 novembre 2016 de <http://atuservicio.uy/>
- Ministère de l'économie et des finances de l'État français. [s.d.]. *Économie.gouv*. Récupéré le 31 août 2016 de <http://www.economie.gouv.fr/facileco/adam-smith>
- Mouffe, C. (2005). *On the politics*. Royaume-Uni : Psychology Press.
- Mullenbach-Servayre Astrid, « L'apport de la théorie des parties prenantes à la modélisation de la responsabilité sociétale des entreprises », *La Revue des Sciences de Gestion*, 1/2007 (n°223), p. 109-120
- Musso, P. (2002). L'économie symbolique de la société d'information. *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, (XL-123), 91-113.
- New-York University [s.d.]. *What is data science?*. Récupéré le 21 août 2016 de <http://datascience.nyu.edu/what-is-data-science>
- Noveck, B. S. (2012). *Demand a more open source government* [Conférence Webdiffusée]. Technology, Entertainment and Design. Récupéré de https://www.ted.com/talks/beth_noveck_demand_a_more_open_source_government#t-1025995
- Noveck, B. S. (2011, juillet). What's in a Name? Open Gov and Good Gov. Récupéré de http://www.huffingtonpost.com/beth-simone-noveck/whats-in-a-name-open-gov-_b_845735.html
- Noveck, B. S. (2008). Wiki-Government, How open-source technology can make government decision-making more expert and more democratic. *Democracy journal*. États-Unis. Récupéré de <http://democracyjournal.org/magazine/7/wiki-government>

Noveck, B. S. (2009). *Wiki government: how technology can make government better, democracy stronger, and citizens more powerful*. États-Unis : Brookings Institution Press.

OCDE. *Modernising government. The Way Forward*. (OECD Publications : Paris, 2005)

Office québécois de la langue française. (2000-). *Le grand dictionnaire terminologique (GDT)*. Récupéré de https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/terminologie_relations_professionnelles/efficience.html

Open Data Handbook. [s.d.]. *What is Open Data*. Récupéré de <http://opendatahandbook.org/guide/fr/what-is-open-data>

Open Data Institute. [s.d.]. *Open Data Institute*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <http://theodi.org/about>

Open Data Institute. [s.d.]. *Open Data Institute*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <http://theodi.org/supporting-sustainable-development-with-open-data>

Open Data Institute. (2015). *What can open data do for you?* [Vidéo]. Récupérée de <https://vimeo.com/110800848>

Open Data Institute [s.d.]. *What is Open Data*. Récupéré de <http://theodi.org/what-is-open-data>

Open Government Initiative. [s.d.]. *Open Data Initiative*. Récupéré le 20 janvier 2016 de <https://www.whitehouse.gov/open>

Open Government, Open Data : vers la démocratie collaborative? (2013). [Conférence Webdiffusée]. Bordeaux. Récupéré de https://www.youtube.com/watch?v=A9lgY_tvxxk

Open Knowledge International. [s.d.]. *Open data handbook*. Récupéré le 7 février 2016 de <http://opendatahandbook.org/guide/fr/what-is-open-data>

Open Knowledge International. [s.d.]. *Open Knowledge Blog*. Récupéré le 7 février 2016 de <http://blog.okfn.org/2013/10/03/defining-open-data>

Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.] OCDE. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/modesdaction/>

Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.]. *Histoire*.

- Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/apropos/histoire/>
- Organisation de coopération et de Développement Économique. [s.d.]. OCDE. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.oecd.org/fr/gov/reseauxdugov.htm>
- Ouellet, M., Mondoux, A., Bonenfant, M., Ménard, M., & Richert, F. (2013). « *Big Data* », *Gouvernance et Surveillance* (p. 1-73). Université du Québec à Montréal. Récupéré de http://www.cricis.uqam.ca/IMG/pdf/Big_Data-GRICIS_final.pdf
- Paillé, P. (2007). La méthodologie de recherche dans un contexte de recherche professionnalisante : douze devis méthodologiques exemplaires. *Recherches qualitatives*, 27(2), 133-151.
- Partisans de l'Open Source Initiative. [s.d.]. *Open source*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://opensource.org/history>
- Partisans de l'Open Source Initiative. [s.d.]. *Open Source*. Récupéré le 25 août 2016 de <https://opensource.org/osd>
- Public Software Group of Berlin. [s.d.]. *LiquidFeedback*. Récupéré le 4 septembre 2016 de <http://liquidfeedback.org>
- Radio Canada. [s.d.] Archives Radio Canada. Récupéré le 3 janvier 2017 de <http://archives.radio-canada.ca/sports/informatique/clips/4168/>
- Renault, E. (2006). Du fordisme au post-fordisme : Dépassement ou retour de l'aliénation?. *Actuel Marx*, (1), 89-105.
- Régis Chatellier. [s.d.]. *Laboratoire d'Innovation Numérique de la Cnil*. Récupéré le 3 janvier 2017 de <https://linc.cnil.fr/fr/nouvelles-frontieres-des-donnees-personnelles>
- Reportage : Michel Freitag*. [s. d.]. [Émission Web diffusée]. Canada : Ici Radio Canada. Récupéré de http://ici.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2012-2013/reportage.asp?idDoc=283890
- Roberts, J. M. (2014). *New Media and Public Activism: Neoliberalism, the State and Radical Protest in the Public Sphere*. Grande-Bretagne : Policy Presse.
- Rob Kitchin. *The data revolution: Big data, open data, data infrastructures and their consequences*. (Grand-Bretagne : Sage, 2014)
- Roy, R. (2006). Guide sur le gouvernement électronique. *Cefrio*. <http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/GuideGouvernementenligne.pdf>

- Simon Chignard. [s.d.]. Données ouvertes. Récupéré le 5 janvier 2016 de <https://donneesouvertes.info/2012/03/12/ou-est-le-marche-de-lopen-data/>
- Simon Chignard, *L'open data : comprendre l'ouverture des données publiques*. (France, Fyp : 2009)
- Simon Chignard. [s.d.]. *Paris Tech Review*. Récupéré de 7 février 2016 de <http://www.paristechreview.com/2013/03/29/origines-open-data/>
- Stiegler, B. *États de choc : Bêtise et savoir au XXIe Siècle*. (France, Fayard/Mille et une nuits : 2012).
- Stiglitz, J. E. (1999). Knowledge as a global public good. *Global public goods*, 1(9), 308-326. Récupéré de <http://s1.downloadmienphi.net/file/downloadfile6/151/1384343.pdf#page=346>
- Technology, Entertainment and Design. (2012, juin). *Beth Noveck: Demand a more open-source government* [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de <https://www.ted.com/talks/bethnoveckdemandamoreopensourcegovernment>
- Technology, Entertainment and Design. (2013, février). *Lawrence Lessig: We the people, and the Republic we must reclaim*. [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de https://www.ted.com/talks/lawrence_lessig_we_the_people_and_the_republic_we_must_reclaim
- Technology, Entertainment and Design. (2009, 13 février). *Tim Berners-Lee: The Next Web*. [Conférence Webdiffusée]. Récupéré de http://www.ted.com/talks/tim_bernens_lee_on_the_next_web?language=fr
- Theillier, D. (2013, 11 décembre) *Contrepoints*. Récupéré de <https://www.contrepoints.org/2013/12/11/149440-deux-conceptions-de-la-liberte-par-isaiah-berlin>
- Thuot, J. F. (1994). Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie. *Revue québécoise de science politique*, (26), 75-102.
- Tim, J. (1999). *Cyberpower. The Culture and Politics of Cyberspace and the Internet*. Routledge, London.
- Turner, F. (2010). *Aux sources de l'utopie numérique : de la contre-culture à la cyberculture*. Etats-Unis : C&F éditions.
- United States Patent and Trademark Office. [s.d.]. *Peertopatent*. Récupéré le 6 mars 2016 de <http://www.peertopatent.org>

United States Patent and trademark Office. [s.d.]. *United States patent and trademark office*. Récupéré le 6 mars 2016 de <http://www.uspto.gov>

Universalis. [s.d.]. *Encyclopedie*. Récupéré de <http://www.universalis.fr/encyclopedie/citoyennete>

Universalis. [s.d.]. *Encyclopedie*. Récupéré le 1^{er} septembre 2016 de <http://www.universalis.fr/encyclopedie/informatique-vue-d-ensemble/>)

Ville de Paris. [s.d.]. Paris. Récupéré le 30 décembre de <http://www.paris.fr/services-et-infos-pratiques/innovation-et-recherche/ville-intelligente-et-durable>

Whitla, P. (2009, March 1) Crowdsourcing and its application in marketing activities. *Contemporary Management* 5(1), 15-28. Récupéré de <http://www.cmr-journal.org/article/viewFile/1145/2641>

Wiener, N. (2007), *Cybernetics or control and communication in the animal and the machine*. Boston : Da capo Press. p. 28-46 et p. 163-185

World Government Summit. [s.d.]. *About*. Récupéré le 26 septembre 2016 de <https://worldgovernmentsummit.org/about>

Žižek, S. (2003). Fétichisme et subjectivation interpassive. *Actuel Marx*, 2(34), 99-109.